la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro

21e année. — Nouvelle série n° 65

OCTOBRE 1952 — Prix : 75 francs

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES
Six mois .... 400 fr.
Un an .... 700 fr.

EXTERIEUR
Six mois .... 480 fr.
Un an .... 850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)

Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 65 - Octobre 1952

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;*

2) *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;*

3) *De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se refera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4) *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps selon la formule de Pelloutier,* « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » *;*

5) *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;*

6) *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir le jour, où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;*

7) *Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bagne policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale :* **l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.**

Le Carnet du Sauvage

L'AFFAIRE MARTY ET TILLON

Vous comprenez quelque chose à ce qui arrive à Marty et Tillon ?

Ils sont pris en somme comme responsables des fiascos staliniens du 12 février, du 28 mai et du 4 juin. Ce ne sont pas eux cependant qui ont rapporté de Moscou les fameuses consignes réclamant du parti français plus d'énergie et de cran. C'est Billoux, c'est Jeannette Vermeersch. Normalement, Billoux et Vermeersch devraient être sur la sellette. Mais apporter des consignes est une chose, les donner en est une autre, et forcément la principale. Or qui a donné les consignes ? Moscou lui-même. C'est donc lui qui est responsable. A lui de faire son mea culpa. Vous n'y pensez pas. Le Politburo et Staline ne se trompent jamais. Ils sont infaillibles. Il faut donc des boucs émissaires.

On pourrait dire que les consignes, bonnes en elles-mêmes, ont été mal appliquées. Les exécutants ont mal exécuté. C'est probablement vrai. Que peut-on penser de ce général Duclos dirigeant la manifestation non à la tête des commandos mais au fond de son auto ? Surtout en portant sur lui ce soir-là ses fameux carnets ? Une pareille négligence réclamait au moins qu'on lui fendit l'oreille. Il ne lui arrive rien. C'est Marty et Tillon qui prennent les coups de trique disponibles. Pourtant il semble bien que ces deux-là ne soient responsables ni des consignes ni de leur exécution. Autant que je sache ou comprenne, tout au moins.

Ce n'est pas que Marty et Tillon me soient plus sympathiques aujourd'hui qu'hier. Voilà trente ans que je les vois prêts à exécuter les plus sales besognes. On a sagement fait en reproduisant le portrait de Marty tracé par Hemingway dans « Pour qui sonne le glas » et en rappelant ses exploits de boucher d'Albacète, c'est-à-dire d'assassin de révolutionnaires de toutes formations en Espagne. Mon opinion sur lui remonte plus loin. Je suis de ceux qui ont le plus fait pour sa défense et sa libération en 1919. A quelques-uns nous avons mené la campagne de notre mieux avec son frère, Michel Marty. A ce moment-là nous ne trouvions pas tellement d'aide dans les sphères du parti. Sauf du côté d'hommes comme Garchery et Louis Sellier qui en réussissant à faire élire Marty conseiller municipal du XIIIe obtinrent sa libération. Mais du jour au lendemain, Michel Marty, qui avait frappé à toutes les portes pour obtenir de l'aide, ce que nous n'osions pas lui reprocher, même quand il tirait la sonnette d'évêques ou d'archevêques, Michel Marty, brusquement, prit de grands airs d'intransigeance politique. Son frère, une fois libéré, aussi. Cela nous surprit un peu, beaucoup même. D'autant plus que vers le même temps nous avions pu nous faire, grâce aux témoignages de mutins, notamment celui de Badina, une idée moins romantique d'André Marty et de son rôle dans la mutinerie de la mer Noire.

Depuis trente ans nous en avons vu de toutes les couleurs. Mais que Marty et Tillon soient ce qu'ils sont, c'est-à-dire ce que le parti a fait d'eux, ne peut pas nous empêcher de constater que dans les circonstances présentes ils sont frappés sans raison sérieuse.

Il est vrai qu'il n'est pas besoin de raison sérieuse, intelligible aux profanes. Des fautes ont été commises, des échecs enregistrés. Qui doit en porter la responsabilité ? La justice n'a rien à faire en la circonstance. Il faut des responsables. Haro sur les durs ! Il s'agit simplement d'un exercice d'assouplissement. Moscou, non seulement se décharge de ses propres fautes sur des boucs émissaires, mais il profite de l'occasion pour se débarrasser de gens capables de renâcler à l'occasion. S'en débarrasser, si l'exercice d'assouplissement ne rend pas ce qu'on en attend.

Comment s'expliquer la longue série d'exécutions qui, de Pologne en Bulgarie et en Albanie, ne laissant tranquilles ni la Hongrie, ni la Tchécoslovaquie, ni la Roumanie, abat un tas de vieilles têtes de dignitaires staliniens dans toutes les soi-disant démocraties populaires ?

A propos, ne conviendrait-il pas d'en finir avec ce vocabulaire ? Qu'y a-t-il de démocratique et de populaire dans ces petits Etats totalitaires, satellites du grand Etat totalitaire stalinien ? De même, en finira-t-on bientôt avec l'appellation de Russie soviétique, de Soviets par-ci, de Soviets par-là — qui sont morts il y a longtemps, presque sans avoir vécu — pour désigner le totalitarisme stalinien, le fascisme stalinien, le nazisme stalinien ?

On ne peut expliquer ces opérations, emprisonnements et exécutions dans les Etats satellites et purges dans les partis des autres pays, que par l'approche d'un temps où ces Etats et ces partis seront mis à l'épreuve, où ils devront obéir au seul intérêt russe, s'incliner bas devant lui et tout lui sacrifier, l'intérêt ouvrier, l'intérêt humain et l'intérêt national de chacun de ces pays.

L'exemple de Tito refusant de sacrifier la peau et les os de la Yougoslavie sur l'autel de la Stalinie ne doit pas pouvoir se répéter. De là exécutions et purges. Il faut assouplir l'échine, au besoin la briser, de quiconque pourrait, le moment venu, refuser les sacrifices réclamés. Je ne vois pas d'autre explication au sort de Gomulka, de Clementis, de Slansky, d'Anna Pauker. Si surprenant que cela puisse nous paraître, c'est la seule explication valable de l'affaire Marty-Tillon.

Moscou agissant ainsi fait beaucoup d'honneur à Marty et à Tillon. Il leur prête des qualités qu'ils n'ont pas, qu'ils n'ont plus, qu'ils n'ont peut-être jamais eues, me direz-vous. C'est possible. Cependant les hommes sont de drôles d'animaux. Ils ont parfois de singuliers retours de flamme. Le remords peut un jour leur arracher des sursauts d'énergie.

Les journaux se sont amusés à récapituler les épurations survenues dans le parti français depuis 1922. J'ai eu le plaisir de voir le « Monde » citer mon nom en commettant deux erreurs à la fois, me qualifiant de trotskiste et me donnant comme dirigeant de la C.G.T.U.

J'ai été ami de Trotski, sans être trotskiste. En 1924, j'ai été exclu du comité directeur du parti non parce que je partageais les points de vue particuliers de Trotski mais parce que je me refusais à le condamner sans connaître et comprendre ses crimes. Quant à la C.G.T.U., il m'était difficile d'en être un des dirigeants pour la bonne raison que j'étais resté à mon syndicat qui, lui, était resté à la C.G.T. Encore une occasion ratée par moi d'être fonctionnaire syndical et d'arborer des galons de colonel ou de général dans l'armée ouvrière.

Mais à voir la récapitulation des purges en France et par le monde, une idée me revient avec quelque insistance. Que serait-il advenu du mouvement révolutionnaire international si tous les gens qui, par le monde, pensaient comme nous, ou à peu près comme nous, avaient eu le courage moral de dire à Moscou en 1924 qu'ils n'acceptaient pas ses méthodes et qu'ils comprenaient autrement le rôle

d'une Internationale. Je pense à bien des camarades. Je pense à un ami comme Brupbacher, de Zurich, qui me morigénait en 1924 et qui devait attendre dix ou quinze ans pour braver et réclamer l'exclusion. Je pense à des tas de camarades italiens, espagnols, belges, allemands.

Ici en France, que serait-il advenu si, parmi les épurés successifs, ceux qui restaient fidèles aux idées essentielles du communisme s'étaient retrouvés et agglomérés ? Nous n'en serions sûrement pas où nous sommes.

QUE DEVIENT LE SCANDALE VILLIERS-MATHOT ?

Il est assez difficile de le dire. D'après certains le robinet Villiers serait fermé. Notre ami Lapeyre pourrait se réjouir. Je le vois d'avance se frottant les mains.

J'ai de la peine à partager sa joie. D'abord, parce que je n'ai pas sa verdeur et sa jeunesse, mais aussi parce que je ne crois pas aussi facilement aux robinets fermés.

En outre, j'ai vu l'ordre du jour du prochain congrès confédéral F.O. et remarqué que la question de la presse y figurait, mais de manière étriquée sinon bizarre. On examinera seulement le problème de la presse régionale.

Qu'est-ce que cela veut dire ?

Que devient en la circonstance la presse fédérale ?

Les Fédérations, dira-t-on, sont maîtresses chez elles, la Confédération n'a pas à se préoccuper de leur action et de leur presse. Qu'elle s'occupe de la sienne ; elle en a grand besoin.

Bien sûr, si tout était normal et régulier, inspiré uniquement par l'intérêt ouvrier, mais nous en sommes loin. Fameusement loin, quand on se rappelle que Mathot a osé dire qu'il avait quinze « fédéraux » dans sa poche.

Une fameuse poche, n'est-ce pas ? D'autant qu'elle contiendrait en plus pas mal de « départementaux ».

De différents coins de province il m'est revenu que les dirigeants de la Fédération postale F.O. entendaient réclamer au prochain congrès l'exclusion de Molinier pour avoir osé dénoncer le patronage de Mathot et son contrat de publicité. Il parait même que l'affaire serait dans le sac. Si bien que la proposition d'exclusion viendrait non du sommet mais de la base, plus exactement des secrétaires régionaux.

Il n'est pas besoin d'être prophète pour prédire à Mourgues et à Stoesel que s'ils font cela, ils paieront cher cette victoire de congrès. Leur fédération, pas tellement vigoureuse déjà, ne s'en remettra pas.

R. QUILLENT ET RAYMOND BOUYER

Deux militants du mouvement syndical viennent de disparaître : Quillent et Bouyer, un ancien et un relativement jeune.

Le nom de Quillent restera lié à l'effort syndical en faveur de la législation ouvrière. D'abord pour la revision de la loi sur les accidents du travail ; il mena avec le docteur Diverneresse une campagne courageuse contre les compagnies d'assurances. Il fut sa vie durant le conseiller juridique de la C.G.T. Lors des grèves du Pas-de-Calais de 1906, il y avait été délégué et comme nous étions logés chez le même camarade lorsque j'avais été amené à connaître non seulement le militant mais l'homme, et à l'estimer.

Bouyer était un militant d'après 1920. Au début il avait appartenu à la tendance de gauche de la « Bataille socialiste », mais le milieu fédéral des Métaux et le sommet confédéral l'avaient vite absorbé. Si bien qu'il ne trancha pas sur le réformisme courant et la médiocrité générale quand il fut appelé au secrétariat confédéral et dirigea le quotidien « Le Peuple ».

C'est lui qui avait tenu en 1946 ces propos que j'ai rappelés plusieurs fois : « Les communistes ont enfin compris. Ils sont venus sur notre plate-forme à nous. Désormais on peut travailler en plein accord. » Pouvait-on se mettre le doigt dans l'œil plus profondément ? Cette erreur fondamentale — celle des chefs syndicaux réformistes, en particulier de Jouhaux, dont Bouyer était le directeur de cabinet à la présidence du Conseil économique — explique pour une bonne part les déceptions et le drame du mouvement depuis la Libération. Cette erreur n'a pas été corrigée complètement ; elle persiste, sous des formes nouvelles. Celle entre autres de la Démocratie capitulante — excusez — la Démocratie combattante.

Puisque j'en suis là, que je dise un mot sur Grumbach qui vient aussi de mourir.

Grumbach personnifie l'homme qui s'est trompé toute sa vie, ce qui ne l'a pas empêché de garder les airs tranchants et goguenards de l'oracle à qui on ne la fait pas. Avant 1914, avec insolence pour Andler, il défendit la social-démocratie allemande contre le reproche de nationalisme. Pendant la guerre de 14-18, il combattit l'internationalisme. Après, il donna tête baissée dans le briandisme, la Société des Nations et Genève. En 1935, il applaudissait la déclaration de Staline à Laval. Hier, il était de ces socialistes qui coupaient dans toutes les histoires staliniennes d'unité et de paix. Si le socialisme est descendu où il en est, les hommes comme lui en portent une grande part de responsabilité.

Pierre MONATTE.

La pauvreté et l'insécurité sont les sources de la puissance communiste

Nous ne ferons pas de progrès durables contre le communisme, nous ne nous attacherons pas les millions d'alliés démocratiques qui nous sont indispensables pour que la défense négative contre le Kremlin devienne la construction positive de la paix, tant que nous n'aurons pas compris et résolu de façon pratique les problèmes économiques et sociaux fondamentaux qui constituent la source de la puissance communiste. Tant que nous n'aurons pas compris pourquoi des paysans, profondément religieux, assistent à la messe le matin et, l'après-midi, se rallient au communisme, nous ne saisirons pas les fondements de la puissance communiste. Ce n'est pas un accident de l'Histoire si, dans les pays de l'Europe tels que les Etats Scandinaves, l'Angleterre et la Suisse, où l'on sait accepter les responsabilités sociales, où il existe de solides syndicats démocratiques et où la sécurité économique et la dignité de l'individu moyen sont largement développées, les communistes n'ont aucune force ni aucune influence appréciables.

Walter P. REUTHER,
Président de l'U.A.W.-C.I.O.

A TRAVERS LE MONDE

Grande-Bretagne

LE 84e CONGRES DES TRADE UNIONS BRITANNIQUES

La surprise du congrès fut l'aisance avec laquelle le conseil général du Trades Union Congress (T.U.C.) fit ratifier sa politique sur la question du réarmement, que l'agitation bevaniste a portée au premier plan : le conseil général l'a emporté à quatre contre un, proclamaient les titres des comptes rendus du débat. On pensait généralement qu'il ne triompherait que de justesse. Aux congrès de l'an dernier, syndical et travailliste, le bevanisme venait de surgir et de s'affirmer avec grand succès dans les cercles du Labour Party mais s'était heurté à un barrage du côté syndical. Bevan s'était alors élevé contre la position prise par les leaders d'importants trade unions, en contradiction, affirmait-il, avec la volonté de leurs syndiqués ; il les avait attaqués nommément et publiquement. Les douze mois écoulés lui avaient laissé toute possibilité d'en appeler à ceux-ci, et certaines décisions, comme celle du congrès des mécaniciens, pouvaient paraître confirmer, au moins partiellement, son affirmation.

Le vote du congrès allait apporter une réponse non équivoque. Le débat prit une grande ampleur; il occupa toute une journée du congrès dès qu'il fut ouvert, surtout du fait que les diverses oppositions revinrent plusieurs fois à la charge ; quatre scrutins furent nécessaires.

La première motion qui vint en discussion fut celle des staliniens, avoués ou masqués. Elle était rédigée en termes délibérément choisis pour gagner le plus grand nombre de suffrages : dénonçant les préparatifs de guerre, le réarmement de l'Allemagne et du Japon, demandant la libération des peuples opprimés et, enfin, une conférence des cinq grandes puissances. Les délégués qui vinrent la défendre à la tribune attaquèrent exclusivement la politique américaine, citant discours et articles, faisant grand état des récentes déclarations d'Eisenhower sur la libération des nations opprimées par la Russie. Elle recueillit 1.887.000 votes ; contre, 6.075.000.

Lincoln Evans, secrétaire des métallurgistes, était intervenu pour mettre au point la signification et la portée de ces extraits d'articles et de discours, concluant par cette brève formule : « Il y a des fous en Amérique comme il y en a en Angleterre. Mais tandis que nous avons le pouvoir de les contrôler, la Russie ne peut contrôler les siens. »

La seconde motion était celle des mécaniciens (Amalgamated Engineering Union). Pas très différente en son fond, plus nuancée, appelant d'abord à une action internationale pour la réduction des armements, et pour la prohibition de la guerre atomique et bactériologique ; insistant sur le « point 4 » du président Truman — trop négligé — d'aide aux peuples arriérés.

Comme le premier orateur qui vint la défendre, Joe Scott, est un stalinien notoire, elle eut le même sort que la précédente, 1.801.000 voix pour ; 6.075.000 contre. Scott avait repris à son compte les thèmes du « pacifisme » stalinien. La réponse fut donnée par Tom Williamson, des municipaux : « Pour ma part, dit-il, je ne suis pas du tout disposé à avaler l'assertion que les armements russes sont pour la paix tandis que ceux des autres nations sont pour la guerre. »

Le troisième débat fut provoqué par le dépôt d'un amendement à la motion des mécaniciens ; il exprimait, plus particulièrement, la position bevaniste : il reconnaissait la nécessité du réarmement, mais déclarait que le programme adopté devait être modifié et réduit, en tenant compte de la situation économique présente de la Grande-Bretagne. Parmi les orateurs qui en demandèrent l'adoption, R. Willis, secrétaire des typos londoniens, souligna le fait que les conservateurs eux-mêmes trouvaient le programme trop lourd ; on ne pouvait donc plus dire qu'il s'agissait d'une affaire Bevan. L'amendement ne recueillit cependant que 1.272.000 voix ; contre, 5.801.000. Un million d'abstentions, dont celle des mécaniciens. Les diverses oppositions, séparées par de sérieuses divergences, ne pouvaient bloquer.

Défendant la section du rapport se rapportant au réarmement, le secrétaire général, Vincent Tewson, montra que la position actuelle du T.U.C. est commandée par les décisions antérieures : « En 1950, dit-il, le congrès approuva, par une majorité de 6.500.000 voix, une politique basée sur les Nations Unies et sur le Pacte atlantique. L'an dernier, les délégués ont confirmé une décision identique prise par l'Internationale syndicale. Et maintenant, certaines unions viennent prétendre que le conseil général a mal interprété les sentiments et volontés de notre mouvement... Au lendemain de la guerre, l'accent a été mis sur la reconstruction de l'économie européenne, laquelle, avec l'aide de l'Amérique, a été achevée en un temps plus court qu'après la première guerre mondiale. Le système d'ensemble, de sécurité collective et des traités économiques, a gagné en force. Le réarmement n'est qu'une partie de ce système... Ne donnons pas aujourd'hui l'impression qu'en adoptant cette politique nous n'étions pas sérieux. Sur cette question, il ne doit y avoir ni tergiversation, ni hésitation, ni réserves. »

Au vote, le rapport fut approuvé par 5.597.000 voix contre 1.450.000. En dehors des transports, mineurs, métallurgistes, municipaux, aux effectifs nombreux, beaucoup de petites unions ont voté l'approbation.

Cela n'allait pas empêcher le congrès d'adopter une motion déposée et innocemment défendue par le Dr P. W. Brian, de l'Association des travailleurs scientifiques, condamnant l'usage des armes bactériologiques, et demandant au gouvernement d'aboutir, par le canal des Nations Unies, à un nouvel accord international le prohibant. Le Dr Brian affirma que sa motion devait être prise en toute franchise, simplement pour ce qu'elle disait, sans sous-entendus ni manœuvre ; il s'agit d'une question de principe débattue depuis des années au sein de son association. Pour 3.797.000 ; contre 3.525.000.

Les nationalisations

Cette question réglée, le congrès aborda le point de l'ordre du jour qui eût mérité une discussion approfondie : les nationalisations. Churchill et son équipe de conservateurs s'étaient engagés devant les électeurs à annuler les deux plus récentes, celles des aciéries et des transports routiers.

au pouvoir, ils ont dû se rendre compte qu'il était difficile de revenir en arrière ; ils ont paru hésiter devant les difficultés de la tâche. Les travaillistes, de leur côté, ont préparé une vaste campagne de meetings et d'agitation ; ils sont allés, parfois, jusqu'à menacer d'exproprier sans indemnité si on les contraint à nationaliser de nouveau les industries dénationalisées quand ils reviendront au gouvernement. Mais le cabinet conservateur a finalement élaboré deux projets qui seront soumis au Parlement dès la rentrée.

Si on avait besoin d'une nouvelle preuve de l'attachement des ouvriers britanniques aux nationalisations, les débats du congrès en auraient fourni une tout à fait convaincante. Ils furent exceptionnellement animés, les délégués montrèrent une telle ardeur, ils furent si intransigeants qu'ils imposèrent leur volonté aux dirigeants du T.U.C. Une divergence de vues se manifestait si nettement qu'il faut s'y arrêter.

Pour les ouvriers britanniques, les nationalisations sont, depuis la guerre, la revendication essentielle. En France, un sentiment analogue s'exprima dans la dénonciation des « trusts » et la volonté de les anéantir ; les nationalisations qu'on y fit ont eu une fortune inégale ; elles ont été exploitées au maximum par les staliniens dans l'intérêt de leur parti, mais les ouvriers n'ont jamais senti que l'usine était devenue leur usine. Il en fut autrement chez les ouvriers britanniques ; il y eut, au début, un réel enthousiasme. Lucien Lefebvre rapporte à ce propos, dans le numéro d'août de la *Democratie prolétarienne*, une remarque très significative que lui fit Fenner Brockway : « Au début, les cheminots écrivaient sur les wagons : « Les chemins de fer sont à nous » ; ce sentiment a entièrement disparu aujourd'hui. »

Pourtant, malgré cette désillusion, les ouvriers britanniques non seulement restent attachés aux nationalisations réalisées, ils exigent que le T.U.C. en prépare de nouvelles. C'est ici qu'il y eut un accrochage très vif entre les délégués et le bureau. Les dirigeants du T.U.C., comme ceux du Labour Party, estiment qu'en ce qui concerne les nationalisations, une pause est nécessaire : pour eux, la nationalisation des aciéries, à laquelle ils s'étaient résignés plutôt que décidés, marquait la limite, pour le présent, pour un présent de plusieurs années. Telles qu'elles ont été conçues, et telles qu'elles ont été réalisées, les nationalisations sont de très lourdes machines étatiques qu'il n'est pas aisé de faire fonctionner convenablement ; ils constatent qu'il n'est pas si facile de faire mieux que les capitalistes expropriés, et cependant il faut faire mieux. Une couche de la population que les travaillistes doivent gagner, s'ils veulent triompher aux prochaines élections, critique sévèrement insuffisances et échecs. De même les libéraux ; réduits à une représentation parlementaire infime par suite du mode de scrutin, ils groupent des millions de suffrages. Le *Manchester Guardian* exprimait leur opinion en disant que si la nationalisation des mines et des chemins de fer avait été une mesure raisonnable et justifiée, ce n'était pas une raison pour nationaliser l'ice cream.

Aussi la motion soumise par le conseil général se bornait-elle, après avoir dénoncé les projets gouvernementaux de « dénationalisation », à demander au T.U.C. de poursuivre la marche en avant en préparant les projets nécessaires pour « une vaste extension des nationalisations dans l'industrie et dans les services encore aux mains d'entrepreneurs privés, et surtout ceux détenant un monopole ». Les leaders étaient convaincus qu'elle allait être unanimement adoptée.

Il n'en fut rien. De divers côtés on demandait une adjonction : ces travaux préparatoires dont parlait la motion devaient être activés dans un délai de douze mois, c'est-à-dire à temps pour être soumis au prochain congrès. Par l'accueil que reçoit cette intervention, il est facile de se convaincre que la grande majorité du congrès approuve. Inutile d'expliquer que ce délai impératif est une condition impossible : qu'on ne peut dire, dès à présent, combien de mois seront nécessaires... vains efforts. Le congrès a son siège fait. Il exige un vote par carte.

Mais tandis que les scrutateurs se préparent à recueillir les bulletins de vote, un conciliabule a lieu à la tribune, et le président Deakin prend la parole pour préciser la signification du vote. Ses premiers mots, quand il demande aux délégués de garder leur sang-froid, de ne pas se laisser emporter par l'émotion, sont mal accueillis. Chaque phrase est ponctuée de ripostes, provoque des murmures qui vont s'amplifiant, finissent en un tumulte qui oblige l'orateur à interrompre son discours. La proclamation du vote ne lui apportera pas de consolation car il devra annoncer que par 4.542.000 voix contre 3.210.000 le délai impératif de douze mois est approuvé.

Toute cette ardeur s'était dépensée pour signifier que les ouvriers ne veulent pas de pause, pas d'arrêt dans les nationalisations. Comme ils craignent — ou savent — que leurs leaders ne songent surtout qu'à gagner du temps quand ils invoquent la nécessité de préparation laborieuse, ils fixent un délai précis pour cette préparation. Mais ce qui est vraiment significatif, c'est que personne n'intervient pour critiquer la composition des « boards » qui ont la charge des nationalisations, pour exiger une véritable participation ouvrière et syndicale. Il semble que les ouvriers revendiquent les nationalisations pour elles-mêmes, comme une fin en soi ; telles qu'elles sont, elles doivent servir leurs intérêts présents et préparer la société socialiste. En cela, base et sommet sont d'accord, les leaders syndicaux montrant un étrange empressement à remettre la pleine direction des entreprises nationalisées entre les mains du gouvernement, comme s'ils étaient satisfaits de se décharger d'une lourde responsabilité. Le seul discours dans lequel on note une préoccupation d'aller au cœur du problème fut celui de Bob Edwards, de l'Union des industries chimiques. « Le vote de la résolution complétée, dit-il, détruira l'idée, trop répandue dans notre mouvement, qu'il faut vouloir maintenir une économie mixte. La fonction essentielle du Labour Party et du mouvement trade unioniste c'est d'édifier une Angleterre socialiste... Tous les avantages des nationalisations ont été limités parce que nous n'avons pas su accroître la propriété sociale. Mais il ne faudrait pas prétendre que la nationalisation d'une industrie suffise à donner aux ouvriers le contrôle de cette industrie. L'heure est venue quand le T.U.C. doit se prononcer ouvertement en faveur de la démocratie industrielle. »

Salaires

La hausse du coût de la vie a provoqué des revendications ouvrières d'augmentation de salaires, que les employeurs accordent parfois mais le plus souvent refusent. Le gouvernement invite les syndicats à ne formuler que des demandes « raisonnables ». Il invoque la situation précaire de l'économie britannique, la menace d'inflation, le déficit de la balance commerciale, le fait que deux nouveaux concurrents : Allemagne et Japon, surgissent sur les marchés.

Ces arguments ne sont pas nouveaux : c'étaient aussi ceux du ministre travailliste en faveur d'un

blocage — relatif — des salaires. Mais on comprend que les ouvriers ne soient pas disposés à accorder aux conservateurs ce qu'ils concédèrent, de mauvais gré, au gouvernement travailliste.

Ces revendications n'ont pas encore provoqué de conflits aigus ; on est toujours dans la période des négociations, des arbitrages. Les mécaniciens ont cependant formulé une menace précise à l'appui de leur demande d'augmentation — deux livres par semaine, demande forte à dessein pour permettre marchandage : s'ils n'obtiennent pas satisfaction, ils cesseront de faire des heures supplémentaires, gênant ainsi la fabrication des armements.

∴

L'impression que laisse le congrès, c'est qu'il existe, à la base, une combativité, une volonté de lutte, mais qu'elles se développent dans une extrême confusion ; les épreuves par lesquelles le mouvement a passé depuis 1914, les expériences dont il a été le sujet ou le témoin, n'ont servi de rien. On se contente de solutions — verbales — de facilité ; on reprend les mêmes vaines formules comme s'il n'y avait pas eu une Société des nations. Les dirigeants freinent ; les staliniens agènent. Les Unions leur offrent un terrain favorable pour leur tactique d'infiltration ; camouflés, ils disposent d'une influence hors de proportion avec leurs forces réelles. Lors de l'élection du nouveau conseil général, ils n'ont pu faire élire l'un d'eux, Arthur Horner. Dans la section des mines et carrières, les trois représentants désignés ont reçu plus de 7 millions de votes. Horner n'en recueillit que 1.650.000. Cependant les mineurs le maintiennent au secrétariat de leur fédération. Exemple de tolérance et de force qui montre, en tout cas, que les ouvriers britanniques ne sont pas contaminés par le poison totalitaire.

Les dirigeants du T.U.C. ont consolidé leur position ; ils ont résisté victorieusement à l'assaut bevaniste. La seconde partie va se jouer à Morecambe, au congrès du Labour Party, et la décision sera sans doute déjà connue quand paraitront ces lignes. Si Bevan parvient à enlever de nouveaux sièges dans la partie réservée aux sections locales du parti, ainsi que les informations le montrent décidé à le tenter, il accentuera l'opposition qui s'est manifestée l'an dernier à Scarborough, créant ainsi une situation peu favorable à l'action du mouvement ouvrier et qui ne pourra se prolonger longtemps.

On a vu qu'au cours des débats les opposants ont beaucoup utilisé des citations de discours et d'écrits de politiciens et de militaires américains ; c'est un moyen sûr de s'attirer la sympathie d'un auditoire. A côté de l'américanophobie des staliniens, qui constitue présentement l'essentiel de ce qu'ils baptisent « marxisme-léninisme », on constate en Angleterre, assez répandue, une mauvaise disposition latente à l'égard de l'Amérique. On se résigne mal à lui voir occuper la place prépondérante à laquelle les développements de la seconde guerre mondiale l'ont amenée et pour laquelle on la trouve mal préparée. Son « innocence politique » divertit ou irrite, selon le cas. Mais, de cette innocence, l'Angleterre n'est pas exempte. Dans le numéro de septembre du *Monthly Journal*, organe des mécaniciens, l'éditorial se termine par ces mots : « Les nations de l'Ouest pourraient donner plus de temps et de pensée à la recherche des bases d'une action politique pour promouvoir une coopération Est-Ouest dans les échanges commerciaux, et pour pratiquer, peut-être, une diplomatie un peu moins publique en s'efforçant d'améliorer les relations intergouvernementales entre elles. Il y a peut-être (nous ne savons pas) quelque chose d'extrêmement important qui se passe derrière le rideau de fer, et ce peut être que même le rideau pourrait se lever pour permettre une vue plus claire. » Et il s'agit d'une organisation importante par son nombre — 800.000 membres ; par son importance dans la vie économique ; par la qualification de ses membres.

A. ROSMER.

Proche-Orient

DE LA REVOLUTION NATIONALE A LA REVOLUTION POLITIQUE (1)

La révolution du Proche-Orient suit son cours. Après les débuts de la révolution pour l'indépendance nationale et simultanément avec son achèvement, la chevauchant et s'y mêlant, une révolution politique intérieure se produit. En Perse, le shah s'est soumis, prélude sans doute à son abdication ; en Egypte, le roi a abdiqué, prélude sans doute à la fin de la royauté.

En Perse l'événement s'est produit après une bataille du peuple dans les rues et sur les places de Téhéran qui rappelle notre 14 juillet ; en Egypte, après que l'armée, ou, plus précisément, ce qu'on est convenu d'appeler les « jeunes officiers » eussent pris le pouvoir.

∴

La Perse moderne a déjà derrière elle une longue histoire de mouvements populaires.

Le premier en date, qui fut peut-être en partie un écho du grand mouvement révolutionnaire européen de 48, fut le bâbisme. Ce mouvement, aux dehors religieux, mais au fond politique et social, groupa tout ce qu'il y avait de déshérités et de cœurs nobles chez les Persans du milieu du siècle dernier pour une lutte héroïque contre le despotisme du shah, pour l'émancipation de la femme et pour le prélèvement d'un tiers du revenu de chacun en faveur des « pauvres ». Au cours de cette lutte, les bâbistes, dit Elisée Reclus, « montrèrent une vertu de dévouement et une grandeur d'âme qui n'ont jamais été dépassées » ; ils ne furent vaincus qu'après cinq années de soulèvements presque ininterrompus, et que des dizaines de milliers d'entre eux eussent été massacrés.

A une époque plus récente, ce furent également des mouvements populaires qui obligèrent le shah à instituer en 1905 un régime parlementaire, et lorsque, peu après, le shah mit fin à ce régime en dissolvant le Parlement, ce furent encore des mouvements populaires, à Tauris, à Recht, à Ispahan, culminant dans la prise de Téhéran, qui chassèrent en 1909 le shah Ali Mirza et rétablirent le Parlement.

Les innombrables manifestations qui se sont produites tant à Téhéran qu'à Abadan depuis le meurtre du prédécesseur de Mossadegh ne constituent donc que la dernière en date des interventions populaires dans la politique iranienne. Mais cette fois, le peuple fit porter d'abord son effort sur l'objectif qui commande les autres : l'indépendance nationale.

Ce qui distingue, en effet, le mouvement actuel de ceux qui l'ont précédé, c'est que, tandis que le bâbisme avait essentiellement un objectif social et que les insurrections de 1905 poursuivaient principalement l'obtention de réformes politiques intérieures, l'idée qui fut à l'origine des luttes présen-

(1) Extrait des « Etudes matérialistes », n° 72, 3e trimestre 52.

tes de l'Iran fut la volonté de débarrasser la vie politique du pays de toute ingérence britannique.

L'indépendance nationale est bien, en effet, la condition première indispensable de toute action en d'autres directions. Le shah Nasir oud-Din n'était venu à bout du bâbisme qu'en nouant des liens étroits avec les puissances occidentales ; les mouvements insurrectionnels de 1905-1909 virent leurs résultats annulés par la conclusion presque immédiate d'un traité anglo-russe qui partageait virtuellement l'Iran entre l'« ours » et la « baleine », et faisait occuper tout le pays par des polices étrangères. Applications particulières de cette règle générale : toute puissance qui réduit ou cherche à réduire un autre pays à l'état de colonie ou de semi-colonie est amenée à nouer avec les classes dominantes de ce pays une alliance lui permettant, moyennant une honnête commission laissée à ces dernières, d'assurer sa propre exploitation. De même que la France, en Algérie, s'appuie sur les marabouts et, au Maroc, sur les féodaux, l'Angleterre, en Iran et en Egypte, s'appuyait sur la Cour et sur les grands propriétaires. Toute action qui tend à détruire ou même seulement à réformer l'ordre social existant à l'intérieur du pays colonisé menace donc directement la sécurité et les profits du colonisateur. C'est pourquoi dans tout pays non indépendant, rien n'est possible dans le domaine intérieur tant que la question de la souveraineté n'est pas résolue. Que cela fasse plaisir ou non, le chemin de la lutte de classes, aux colonies et dans les semi-colonies, passe par le détour de l'indépendance nationale. C'est ce que les Iraniens avaient compris, et c'est ce détour qu'ils ont commencé par prendre. Mais, maintenant que leur indépendance nationale est en bonne voie, ils s'engagent sur le chemin des révolutions internes, ainsi que cela résulte de la « journée » de Téhéran du 21 juillet.

Journée qui, cette fois, n'était pas dirigée contre les Anglais, mais contre le shah. Ce shah qui, voulant garder la haute main sur l'armée, base de sa puissance, avait contraint Mossadegh à démissionner en lui refusant le ministère de la guerre et qui, sachant bien que l'appui de l'Angleterre lui était indispensable pour que son pouvoir ne soit point précaire, s'apprêtait à mettre fin à la lutte pour la nationalisation de l'Anglo-Iranian à l'instant précis où celle-ci en arrivait à sa phase finale, à son moment décisif.

Le 21 juillet a fait rentrer le shah dans l'ordre. La fraternisation de l'armée avec le peuple en quelques points de la capitale durant cette sanglante journée fut le *Mane, Thecel, Pharès* qui avertit le shah que ses jours comme souverain absolu ou semi-absolu étaient comptés et que s'il ne voulait pas être démis immédiatement, il lui fallait se soumettre... tout de suite. Il est à présumer que l'action de Mossadegh à ce poste de ministre de la guerre qu'il occupe maintenant achèvera d'enlever au shah tout espoir de pouvoir réobtenir le « loyalisme » de « ses » soldats.

A cette révolution politique, il se peut que succède, à son tour, une révolution sociale. Celle-ci se fera d'autant plus certainement que l'Angleterre continuera plus longtemps son blocus du pétrole iranien, car plus longtemps cette source facile de revenus qu'est la vente des pétroles extraits à bon marché des chaînes bordières du golfe Persique demeurera tarie, et plus se fera impérative pour le gouvernement iranien la nécessité de se procurer d'autres ressources afin d'alimenter son budget. Or, ces ressources, il ne peut les trouver que chez les riches. Chez ces féodaux aux domaines immenses qu'il lui faudra donc exproprier d'une manière ou d'une autre. Dans le programme qu'il a présenté au Parlement, Mossadegh s'est soigneusement gardé de préciser quelles mesures il compte prendre dans ce sens, mais il paraît bien que les pleins pouvoirs qu'il a demandés et obtenus pour six mois ont pour principal objet de lui rendre possibles des décisions radicales.

Attlee, puis Churchill, ont cru, dans leur aveuglement commun, qu'en privant l'Iran de la possibilité de vendre son pétrole, ils l'amèneraient à résipiscence ; ils n'ont réussi qu'à y promouvoir la déchéance de leurs amis, le shah et les féodaux, et à y rendre indispensable une révolution agraire. Le progrès ne naît que de la nécessité.

***

En Egypte, l'histoire suit le même cours qu'en Iran, bien que son agent ne revête pas exactement le même aspect.

Ici, l'agent de l'histoire est l'armée.

Non point que les mouvements populaires soient inexistants en Egypte. Le dimanche du mois de janvier dernier où la foule brûla les propriétés britanniques du Caire et mit à mal un certain nombre d'Anglais, en réponse au massacre d'Egyptiens qui venait d'être perpétré à Ismaïlia par les « Centurions » britanniques, est encore dans toutes les mémoires. Mais les manifestations du sentiment populaire n'ont jamais revêtu en Egypte le caractère de continuité et d'organisation qu'elles présentent en Iran ; il ne s'agit guère, en général, que d'explosions sporadiques, à peu près toujours sans lendemain. C'est pourquoi, ce n'est pas le peuple qui, en Egypte, joue le rôle décisif, mais l'armée. Le coup d'Etat militaire remplace l'émeute populaire.

L'Egypte s'est lancée dans le dernier round de sa lutte contre la domination britannique, très peu après l'Iran. Le canal de Suez y joue le même rôle que la concession de l'Anglo-Iranian en Perse. L'occupation du canal par les forces britanniques était le moyen de peser sur la politique égyptienne, comme la contribution fournie aux finances persanes permettait de peser sur la politique iranienne. Il s'agissait donc ici de faire partir les Anglais de Suez, comme il s'était agi là de les faire partir d'Abadan. Et c'est donc, en Egypte comme en Iran, par une lutte contre l'Angleterre que les choses commencèrent.

Mais de même que le shah en Iran, le roi en Egypte était l'allié secret des Britanniques et pour la même raison : le pouvoir de l'un et de l'autre, ainsi que de la classe dont ils étaient l'expression, celle des propriétaires féodaux, eux-mêmes étant d'ailleurs personnellement les plus grands propriétaires fonciers de leur pays, dépendait de l'appui de l'occupant, de sa « collaboration ». C'est pourquoi Farouk s'était empressé de chasser le Wafd du gouvernement après le dimanche rouge et d'ajourner, puis de dissoudre le Parlement, Wafd et Parlement ayant été les promoteurs du déclenchement de la lutte contre l'Angleterre par leur dénonciation du traité de 36. La force principale et même unique qui avait permis jusque-là au roi Farouk d'aller contre la volonté de son peuple était l'armée. Tout comme le shah de Perse il s'assurait du « loyalisme » de l'armée en contrôlant personnellement la nomination des « grands chefs ». C'est pourquoi, en Egypte comme en Iran, ce fut à propos du contrôle de l'armée que la crise éclata. En Iran, la journée du 21 juillet fut la conséquence directe du ministère de la guerre à Mossadegh : en Egypte, le « coup d'Etat » militaire fut la conséquence directe du refus du ministère de la guerre à Neguib, c'est-à-dire, dans les deux cas, du refus du souverain à ce que le ministère de la guerre ne soit plus dirigé par un homme à lui.

Shah de Perse et roi d'Egypte croyaient donc

être sûrs de l'armée parce qu'ils avaient mis leurs fidèles aux principaux postes de commande. Mais l'armée n'est pas composée que de « grands chefs » ; elle comprend aussi les soldats, ainsi que les officiers, les simples officiers, les « petits chefs ». Or la fidélité des grands chefs n'implique pas nécessairement ni celle des petits chefs ni celle des soldats. Non seulement les soldats peuvent se rebeller, comme ils le firent si souvent en France, en des occasions fort diverses, depuis la défection des gardes françaises en juillet 89 jusqu'aux révoltes de mai 1917 qui mirent fin aux attaques « pour le communiqué », mais les officiers eux-mêmes peuvent prendre position contre le pouvoir, même contre un pouvoir réactionnaire, et faire cause commune avec les éléments progressistes de la population.

C'est là certainement une chose assez difficile à admettre pour nous autres Français de la IIIe ou IVe république, qui, depuis un siècle, plus précisément depuis le 2 Décembre, avons toujours vu « l'armée », c'est-à-dire les officiers, grands ou petits, solidement unie pour la défense des classes privilégiées et dont les seuls coups d'Etat qui apparurent comme possibles étaient des coups d'Etat réactionnaires. Mais, en Europe même, il n'en a pas toujours été ainsi. Ce qui vient de se passer en Egypte est tout a fait l'homologue de ce qui s'est produit dans les pays de l'Occident européen au temps de la Restauration. Durant les années 1820, la seule force sérieuse d'opposition que rencontra l'absolutisme royal, en nos pays, fut l'armée. En Espagne et en Italie, les révolutions de 1820 furent l'œuvre de l'armée. Ce furent les officiers de Cadix et de la Corogne qui levèrent en Espagne l'étendard de la révolte et obligèrent le roi à rétablir la constitution de 1812 et à convoquer les Cortès ; de même, ce furent les officiers de Naples qui, quelques mois plus tard, forcèrent le roi des Deux-Siciles à accorder une constitution, et ce furent, l'année suivante, ceux de la ville piémontaise d'Alexandrie qui exigèrent du roi de Sardaigne son abdication et instituèrent un régime constitutionnel ; en France, enfin, les nombreux complots de l'année 1822, dont le plus célèbre est celui des 4 sergents de la Rochelle, furent presque exclusivement des complots militaires. Bien qu'essentiellement militaires, ces complots étaient pourtant liés aux éléments les plus actifs de la population civile par le moyen des sociétés secrètes : franc-maçonnerie en Espagne, carbonari en Italie, charbonnerie en France — tout comme nous voyons aujourd'hui le mouvement militaire de Neguib lié aux « Frères musulmans », la grande société secrète égyptienne.

L'intervention de l'armée contre l'absolutisme royal et dans une direction libérale, de concert avec les éléments les plus audacieux de la petite et moyenne bourgeoisie, ce que sont les membres des sociétés secrètes, n'est donc ni un phénomène nouveau ni un phénomène spécifiquement oriental. Ce n'est tout au contraire que la réplique des événements qui se produisirent il y a cent cinquante ans dans les grands pays de l'Occident, à un moment particulièrement critique de leur histoire, alors que se posait la question du retour à l'Ancien Régime ou de l'extension du Nouveau Régime.

C'est que, dans les deux cas, on se trouvait pareillement en présence, d'une part, d'Etats régis, grâce à l'absolutisme monarchique, par une camarilla de favoris sans base sociale, véritables déracinés dont l'existence n'était plus justifiée par aucune fonction sociale, et en présence, d'autre part, d'une société nouvelle en état de gestation qui entendait se libérer des reliques d'un autre âge en adoptant des formes politiques nouvelles en rapport avec les nouvelles conditions de production et dont le modèle était fourni, soit ailleurs, soit antérieurement dans le pays même.

Ce sont les classes moyennes, plus précisément la partie la plus intellectualisée de ces classes qui — du fait que ses connaissances s'étendent au-delà des frontières ou remontent quelque peu au-delà du temps présent — ressent le plus vigoureusement ce besoin de se « moderniser », et c'est, en conséquence, elle qui constitue l'élément dynamique, l'élément agissant du mouvement révolutionnaire. Or, de ces classes moyennes, fait partie le corps des officiers et des sous-officiers, et qui a, lui, l'avantage sur les autres, de disposer des armes, d'où son rôle éminent, en de telles époques, dans le déclenchement des révolutions. Par contre, lorsque, plus tard, les classes moyennes ayant fait leur révolution n'ont plus que la préoccupation de maintenir leurs avantages acquis contre la marée montante du prolétariat, elles cessent naturellement d'être révolutionnaires, et deviennent farouchement conservatrices — et c'est alors que les officiers, qui n'ont point cessé d'appartenir à ces classes, deviennent, comme elles, « fascistes ».

D'ailleurs, en Egypte même, ce n'est pas la première fois que l'armée intervient contre le souverain, et dans un sens libéral. En 1881, un colonel égyptien, Arabi, paysan d'origine, faisait, comme Neguib, entourer le palais royal, ou plutôt vice-royal, l'Egypte étant encore alors sous la souveraineté nominale de Constantinople, obligeait le vice-roi à changer de ministres, prenait lui-même le ministère de la guerre et convoquait une assemblée de « notables », en attendant l'élection d'un Parlement afin de remettre l'ordre, d'urgence, dans les affaires de l'Egypte et particulièrement dans ses finances, mises terriblement à mal par toute une série de vice-rois gouvernant despotiquement.

Mais cette révolution libéralo-militaire eut à subir le même sort que ses devancières européennes : elle fut étouffée dans l'œuf par une intervention étrangère. La révolution espagnole de 1820 avait été écrasée par la France et les deux révolutions italiennes par l'Autriche, la révolution égyptienne le fut par l'Angleterre. Celle-ci restaura le pouvoir absolu du vice-roi en bombardant Alexandrie, en débarquant à Port-Saïd, en s'emparant du Caire et, finalement, en occupant toute l'Egypte, cependant qu'Arabi était d'abord condamné à mort, puis à l'exil à perpétuité.

Naturellement Londres voudrait bien recommencer contre Neguib le coup qui lui réussit si bien contre Arabi. C'est pourquoi, dès la première nouvelle du « coup d'Etat », elle mobilisa sa flotte de la Méditerranée et ses avions mais elle n'osa point tout de même, cette fois, bombarder Alexandrie, ni faire marcher ses troupes sur le Caire. Car l'Angleterre d'Elizabeth est aussi faible qu'était forte l'Angleterre de Victoria, et que, par contre, le peuple égyptien, lui, a crû en conscience et en puissance. Si d'ailleurs Churchill commettait la folie de recommencer le coup de Gladstone, il est à peu près certain qu'il se trouverait immédiatement devant un veto formel de l'Amérique, qui n'a point libéré ses propres colonies pour laisser passivement l'Europe en conquérir de nouvelles.

Le rôle que vient de jouer l'armée en Egypte est d'autant plus à retenir que, pas plus que le rôle révolutionnaire de l'armée ne fut limité à un seul Etat dans l'Europe de la Restauration, le rôle qu'est en train de jouer l'armée dans le Proche-Orient n'est pas limité à l'Egypte.

Avant la révolution militaire du Caire, il y eut, en effet, les révolutions militaires de Damas. En Syrie comme en Egypte, c'est l'armée qui a assumé le pouvoir. Et le caractère de ce pouvoir paraît bien être de même nature dans les deux pays. En

Syrie, il ne s'agissait point de chasser un roi, la Syrie s'étant constituée en république après le départ des troupes françaises, mais il s'y agissait d'empêcher l'établissement d'un roi. En cette république le parti qui avait la majorité au Parlement et exerçait le pouvoir n'était autre que le parti des grands propriétaires fonciers et son dessein était d'opérer le rattachement de la Syrie à l'Irak, gouverné presque despotiquement par un roi. L'armée, au contraire, était républicaine et opposée au rattachement à l'Irak. Contre le Parlement, et donc contre les institutions républicaines, elle fit la révolution pour préserver la république.

Elle le fit aussi, semble-t-il, pour donner à cette république une base sociale en créant, par une réforme agraire qui est déjà inscrite dans la loi, sinon dans les faits, une classe de petits propriétaires paysans, au lieu et place des grands propriétaires fonciers existants (2).

⁂

Ainsi, en Iran, en Egypte et en Syrie, c'est-à-dire en des Etats qui couvrent de beaucoup la plus large part du Proche-Orient (non compris les régions totalement désertiques), on constate qu'aux luttes pour l'indépendance nationale a succédé, tout en se mêlant à elles, une lutte qu'on peut qualifier en gros comme une lutte pour la république : en outre, en ces trois pays, y compris l'Egypte où la confiscation des propriétés royales (le tiers, paraît-il, de la surface cultivable de tout le pays) peut conduire à une redistribution générale de la terre, on voit s'ébaucher une révolution agraire. Sur la révolution nationale s'est greffée une révolution politique : sur la révolution politique se greffera-t-il une révolution sociale ?

R. LOUZON

(2) Voir aux « Faits et Documents » dans la **Révolution prolétarienne** de juin 1952, les extraits d'un article du journaliste américain Steele.

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DE LA CONQUETE DE L'ALGERIE

Tous les ouvrages scolaires disent que l'expédition lancée par Charles X contre la Régence d'Alger, en 1830, résulta d'un « coup d'éventail » donné par le Dey turc au consul de France.

Or 1° le Dey ne se laissa aller à ce geste d'impatience qu'à la suite d'une véritable *provocation* (voir Louzon, « Cent ans de capitalisme en Algérie », *R.P.* 1930) ;

2° l'offense faite à la France en la personne de son représentant ne fut jamais qu'un **PRETEXTE**.

Ce dernier point résulte lumineusement du témoignage de M. de Mac-Mahon, sous-lieutenant du corps expéditionnaire qui devait débarquer à Sidi Ferruch :

« *...Quelques jours après nous arrivâmes près de la côte africaine. On apercevait, en amphithéâtre, la ville d'Alger, mais, comme le vent fraîchissait, le vice-amiral Duperré, commandant en chef la flotte, donna l'ordre de virer de bord et de reprendre la direction du Nord. Cette manœuvre, plusieurs fois répétée et incomprise par les troupes embarquées, fut l'objet d'un mécontentement général contre la marine... Pendant que nous faisions ces allées et venues entre l'Afrique et les Baléares, nous vîmes un jour deux frégates turques cingler sur le vaisseau-amiral qui portait le général de Bourmont ; les bâtiments mirent en panne, plusieurs heures durant, et le bruit se répandit que le Sultan, inquiet de l'expédition dirigée contre un pays qui le reconnaissait encore comme suzerain, OFFRAIT AU ROI DE RETIRER LA REGENCE AU DEY D'ALGER, ET DE LUI ACCORDER LES INDEMNITES QU'IL VOUDRAIT RECLAMER. Ces propositions furent réellement faites, mais le général, qui avait plein pouvoir, LES REJETA SANS HESITATION.* »

(« Mémoires du maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta », Plon éd., 5e édition, Paris 1932, pp. 3 et 4.)

REPONSE A M. TARTUFE

Nous avons reçu une seconde lettre de M. Beuve-Méry, le directeur du *Monde*. Bien qu'il nous demande cette fois de ne pas publier sa prose, nous croyons nécessaire de la faire connaître aux lecteurs de la *Révolution prolétarienne :*

Ayant lu dans le numéro de juillet de la Revue prolétarienne *des appréciations sévères, mais justes pour la plupart, sur la presse actuelle, je m'étais permis de relever une erreur de fait sur la prétendue* impossibilité *pour un quotidien d'équilibrer son budget « avec ses ressources propres ».*

Je sais aujourd'hui combien était naïve cette démarche faite de bonne foi auprès d'un interlocuteur que je croyais également de bonne foi. La Revue prolétarienne *a bien publié ma lettre, ce dont je ne lui faisais nullement une obligation, mais pour l'agrémenter aussitôt d'insinuations calomnieuses avec un savoir-faire et aussi un manque de scrupules dignes des meilleurs politiciens professionnels.*

Je vous prie d'excuser mon erreur et d'agréer tous mes regrets pour la revue et plus encore pour les causes qu'elle défend.

Hubert BEUVE-MERY.

N.B. *Dans l'espoir de vous éviter une récidive, je préfère vous demander, cette fois, de ne pas publier ma lettre. Mais je me ferais le plaisir, le cas échéant, de vous ouvrir moi-même les archives et la comptabilité du* Monde.

M. Beuve-Méry s'était imaginé sans doute qu'il nous faisait un grand honneur en nous invitant à l'admirer, lui et le *Monde*. Hélas, nous n'accordons pas aussi légèrement notre estime et notre admiration. Il ne nous suffit pas que son directeur nous dise que le *Monde* « équilibre son budget avec ses ressources propres ». Encore une fois, nous lui répondrons que nous ne demandons qu'à le croire. Mais seule la publication du budget du *Monde*, un budget sérieusement présenté et contrôlé, pourrait convaincre. Il veut bien nous ouvrir, le cas échéant, ses archives et sa comptabilité. Il serait plus sérieux de sa part de publier ce budget et de demander au comité des rédacteurs du *Monde* dont le fonctionnement est un peu à éclipses d'effectuer ce contrôle. Ce serait le meilleur moyen d'établir un point de fait.

Restent nos insinuations calomnieuses. Nous n'avons rien insinué, nous avons dit que le neutralisme du *Monde* dégage généreusement une senteur prostalinienne trop caractéristique et des relents significatifs d'antiaméricanisme. Nous ne pouvons que le redire.

Finissons maintenant par le savoir-faire et le manque de scrupules dignes des meilleurs politiciens professionnels que nous prête chrétiennement M. Beuve-Méry. Dernièrement, à propos de la publication par lui d'un faux, il a pu se faire dire par quelqu'un de sa maison qu'il ne répugnait pas à recourir à des sources ni pures ni sûres. Nous lui dirons simplement qu'avec son étalage de naïveté et de bonne foi il nous fait penser à Tartufe, un Tartufe stalinisant qui occuperait en 1952 le fauteuil directorial du journal qui incarne la bourgeoisie française.

UN EXEMPLE DE COOPÉRATIVE OUVRIÈRE

Les lamaneurs du port du Havre

Six heures du matin. Le petit jour qui s'annonce révèle un ciel aussi noir et aussi tourmenté que la veille. Le vent n'a pas « calmi » une seconde de toute la nuit. Il continue à s'acharner sur la petite cabane des lamaneurs dont la présence, en cet endroit mal abrité du quai d'Honfleur, semble l'irriter. Il pleut et bien que nous ne soyons qu'aux premiers jours de l'automne, il fait froid. Dans la baraque obscure et enfumée, dont un marchand de frites se contenterait difficilement, pour y installer son commerce, une douzaine d'hommes s'agitent. Bottés de hauts cuissards qui font leur démarche lourde et hésitante, le suroit soigneusement noué sous le menton, le ciré à portée de la main, ils attendent les ordres. Ils viennent de passer une nuit de veille, coupée de brefs repos pris dans les hamacs tendus au milieu de la pièce qui leur sert de corps de garde, de vestiaire et même de bureau. Plusieurs fois ils ont dû embarquer sur leurs minuscules vedettes et aller tirer les lourdes amarres, froides et dégouttantes d'une eau mazouteuse, de quelque cargo qui les appelait. Maintenant ils attendent la relève de sept heures du matin. L'oreille aux aguets, ils surveillent du coin de l'œil le téléphone dont un appel *in extremis* peut les envoyer encore larguer les amarres d'un pétrolier pressé de quitter Orcher ou bien encore amarrer un paquebot venu avec le jour dans le port pour une escale hâtive, voire imprévue.

Ainsi 24 heures sur 24, les 48 lamaneurs du port du Havre se relaient sans trêve pour assurer, quoi qu'il arrive, quels que soient l'heure et le temps, un service modeste, mais indispensable à tous les navires fréquentant le port.

Mais qu'est-ce donc qu'un lamaneur ? Si l'on en croit l'étymologie et le Petit Larousse, c'est le Lotman des Flamands : l'homme du plomb et de la sonde, le pilote commissionné pour diriger les navires à l'entrée et à la sortie des rades et des baies. Aujourd'hui le lamaneur s'est définitivement séparé de son frère aîné le pilote dont il conduisait autrefois le bateau, au temps de la marine à voile et de la course. Il se borne maintenant à accompagner tous les navires entrant ou sortant du port depuis ou jusqu'au sémaphore, prêt à leur rendre tout service qu'ils pourraient requérir et surtout à tirer ou à larguer les amarres. « Plaisant métier en été », nous disait l'un d'eux, « mais bien rude en hiver ». Ce jugement laconique et objectif résume à merveille la question. Et qui donc n'y souscrirait pas lorsqu'on sait que les lamaneurs n'ont pas d'heure et travaillent 24 heures durant s'il le faut, lorsque le trafic l'exige.

Déjà ce matin-là, un matin d'automne comme tant d'autres, ni meilleur ni pire, malgré le temps sale, la mer houleuse et le vent, la vedette qui m'emporte pour assister à l'amarrage du pétrolier *Esso Springfield* roule bord sur bord. Le vent s'insinue à travers le boutonnage trop lâche de ma canadienne et me glace le cou. Je dois me cramponner ferme pour ne pas m'exposer à un bain matinal des plus intempestifs. Le pétrolier, escorté par ses remorqueurs, s'annonce à l'entrée du bassin de marée par un coup de sirène au moment où nous le rejoignons. Il manœuvre lentement et nous avons le temps d'aller déposer à leur poste les lamaneurs qui fixeront les amarres à terre. Lorsque le navire s'est approché à une cinquantaine de mètres de son point d'accostage, la vedette va se placer, sans crainte, sous son étrave qui l'écrase de sa masse et la domine de plus de cinq mètres de haut. Elle passe au-dessous des lourdes ancres et prend livraison de la première aussière lancée par les hommes d'équipage. C'est la « garde montante » qui servira le cas échéant de frein et immobilisera le navire à poste. Evoluant avec dextérité autour du pétrolier qui avance encore lentement, la vedette, évitant soigneusement le remorqueur dont les embardées pourraient être fatales pour elle, prend à son bord les autres amarres. Elle les tire l'une après l'autre jusqu'au rivage et bientôt une sorte de toile d'araignée gigantesque, aux fils gros comme le bras, est tissée entre l'*Esso Springfield* et le quai. Tout s'est bien passé. La douane, la santé, le consignataire sont montés à bord. La vedette des lamaneurs attend encore que le capitaine ait trouvé une dernière amarre pour assujettir son bateau, en toute sécurité, de façon à braver le suroit et les remous causés par les déplacements du *Liberté* et des autres paquebots dans le bassin de marée. L'ultime bout trouvé et mis en place, la vedette reprend la direction de son port d'attache, proche de l'écluse des transatlantiques, tandis que les matelots du bord, tous gantés et en tenue de joueurs de base ball, nous saluent de la main.

Et voilà comment avec 12 vedettes à moteur, 48 hommes, beaucoup d'endurance et de courage les lamaneurs du port du Havre effectuent *leur* travail. Je dis bien leur travail, car les lamaneurs ont ce privilège rare de ne pas avoir de patron. En 1937 ils ont su briser les liens qui les rattachaient au pilotage et se sont organisés en coopérative ouvrière de production. Ils travaillent donc à leur compte et, les amortissements normaux du matériel déduits, ils répartissent également entre eux les produits de leur activité. Chez eux pas de hiérarchie dans les salaires. Les deux mécaniciens affectés à l'entretien des moteurs, le directeur et le chef de service chargés de l'administration générale du lamanage et des rapports avec ses clients, reçoivent exactement la même part des bénéfices que leurs camarades qui travaillent dehors. Les lamaneurs ont de grosses mains calleuses et un langage parfois dépourvu de raffinement. Pourtant ils nous montrent la voie et ils ont su malgré l'hostilité de certains, l'envie des autres, mettre sur pied une forme d'entreprise strictement démocratique et égalitaire fonctionnant parfaitement. Si les compagnies de navigation et le Port Autonome du Havre voulaient prendre en main le lamanage et faire effectuer ce travail par des salariés, justement attachés aux 40 heures, au repos hebdomadaire et aux congés payés, il leur faudrait près de 200 hommes à leur disposition. C'est dire le haut rendement individuel qu'atteignent les coopérateurs du lamanage. Ils savent également gérer avec prudence leur capital : douze vedettes valant une dizaine de millions, qu'il faut entretenir et remplacer à tour de rôle. Ils économisent également pour pouvoir reconstruire un jour avec l'aide des dommages de guerre qui leur sont dus la maison qui prendra la place de leur cabane par trop exiguë. Ils savent donc tirer dur sur les filins avec leurs bras, mais aussi utiliser leur tête et préparer l'avenir. Leur exemple est un encouragement pour tous ceux qui espèrent voir l'avènement de la société sans classes et l'abolition du salariat.

Chez les lamaneurs du Port du Havre la révolution est faite, et ça tourne rond.

Pierre AUBERY.

Ventilation d'un prix de détail

Le syndicat des cadres du textile de Roubaix-Tourcoing a récemment publié une étude sur les prix de revient et de vente, au 31 mars 1952, de 100 mètres de tissu draperie, pure laine peignée, casimir ou serge 22 duites, d'un poids de 500 grammes au mètre.

D'autre part, dans son numéro 1 du 1er janvier 1952, le bulletin trimestriel de la Fédération nationale des maîtres tailleurs a publié une étude sur les prix de revient et de vente d'un complet d'où il ressort qu'un complet à façon fait avec ce même drap revient à 43.735 francs, prêt à porter.

Ces deux syndicats ne pouvant être suspects d'un parti pris qui jouerait contre l'ordre établi, nous nous sommes permis, en ventilant les prix à chaque stade, de reconstituer le circuit qui conduit la laine peignée sur le dos du client.

Le tissu en laine peignée dont il s'agit est en vente dans le commerce de détail au prix de 2.696 francs le mètre quand le grossiste se contente d'une marge de 19 % sur le prix de vente et le détaillant de 23 %. Quand le premier s'octroie 25 % et le second 33 %, comme c'est le cas général, le prix du mètre de tissu est porté à 3.346 fr. et c'est naturellement ce prix que nous avons retenu pour l'établissement des prix de revient et de vente du complet commandé sur mesures.

I. — A 2.696 FRANCS LE METRE

Circuit	Matières premières	Salaires	Charges sociales	Frais généraux et divers	Impôts	Marges nettes d'impôts sauf sur le revenu	Total à 2.696 fr. le mètre
1. *Importation et peignage*							
130 kg laine brute	45.921						45.921
Transport				520			520
Taxe d'entrée					726		726
Triage		276	138	117	15		546
Peignage		3.487	1.743	3.375	188	990	9.783
Commission à l'importateur					298	578	876
Résultat : 58 kg 372 de laine peignée							
2. *Filature et retordage*							
Transport de la laine peignée				175			175
Taxes à l'entrée					2.694		2.694
Filature		4.150	2.075	3.925	224		10.374
Retordage		1.749	875	1.350	94		4.068
Assurance				117			117
Amortissement matériel				785			785
Frais de représent. et vente (2 %)						1.683	1.683
Frais généraux du filateur (3 %)		997	498	947	83		2.525
Marge du filateur (4 %)					1.144	2.222	3.366
3. *Tissage et teinture*							
Tissage		6.300	3.150	4.185	340		13.975
Piquage et épluchage		3.800	1.900	995	205		6.900
Teinture et apprêt		3.993	1.996	12.195	216		18.400
Emballage				1.000			1.000
Frais représentation et vente (2 %)						2.796	2.796
Frais généraux du tisseur (4 %)		2.260	1.130	2.020	183		5.593
Marge du tisseur (5 %)					2.377	4.613	6.990
Taxes à la production et transaction					28.332		28.332
4. *Grossiste*							
Frais généraux (5 %)				9.379	1.000		10.379
Frais représentation (5 %) } 19 %						10.379	10.379
Marge du grossiste (8 %)					5.646	10.961	16.607
Taxe de transaction (1 %)					2.076		2.076
5. *Détaillant*							
Frais généraux (10 %)				25.459	1.500		26.959
Marge détaillant (12 %) } 23 %					10.999	21.352	32.351
Taxe transaction (1 %)					2.696		2.696
Totaux	45.921	27.012	13.505	66.544	61.036	55.574	269.592
%	17.03 %	10.02 %	5.01 %	24.32 %	22,64 %	20.98 %	100 %
		15,03 % (salaires + charges sociales)			43,62 % (impôts + marges)		

Prix du mètre de tissu : 2.696 fr.

Le circuit change d'aspect à partir du grossiste et devient :

	Matières premières	Salaires	Charges sociales	Frais généraux et divers	Impôts	Marges nettes Impôts sauf sur le revenu	Total à 3.346 fr. le mètre
Reports	45.921	27.012	13.505	31.706	37.119	12.882	168.145
4. *Grossiste*							
Frais généraux (5 %)				10.109	1.100		11.209
Frais représentation (5 %) } 25 %						11.209	11.209
Marge du grossiste (14 %)					10.462	20.924	31.336
Taxe de transaction (1 %)					2.241		2.241
5. *Détaillant*							
Frais généraux (10 %)				31.510	1.950		33.460
Marge du détaillant (22 %) } 33 %					24.537	49.075	73.612
Taxe de transaction (1 %)					3.346		3.346
Totaux	45.921	27.012	13.505	73.325	80.755	94.090	334.608
%	13.72 %	8.08 %	4.04 %	21.89 %	24.15 %	28.12 %	100 %
		12,12 %			52,27 %		

Prix du mètre de tissu : 3.346 fr.

6. *Chez le tailleur*

Avec ces 100 mètres de tissu, on peut faire 32 complets. Dans le bulletin trimestriel de la fédération nationale des maitres tailleurs, n° 1, janvier 1952, on trouve les éléments nécessaires pour ventiler de la façon suivante, le prix de vente de ces 32 complets, aux clients :

	Matières premières	Salaires	Charges sociales	Frais généraux et divers	Impôts	Marges nettes Impôts sauf sur le revenu	Total
Reports	45.921	27.012	13.505	73.325	80.755	94.090	334.608
Doublure et fournitures	17.561	10.342	5.171	27.964	30.912	37.050	129.000
Risques de fabrication (2 %)					1.000	8.252	9.252
Façon, deuxième catégorie		139.916	69.958	67.463	7.495		284.832
Frais, coupe, essayages et retouches		74.250	37.125	41.157	4.125		156.657
Marge du Maitre tailleur (28 %)					85.245	170.492	255.737
Taxes sur affaires :							
Production (12,60 %)							
15,35 Transaction (1 %)					229.440		229.440
Locale (1,75 %)							
Totaux	63.482	251.520	125.759	209.909	438.972	309.884	1.399.526
Et par complet :	1.984	7.860	3.929	6.559	13.718	9.684	43.735
%	4.53 %	17.97 %	8.98 %	15.02 %	31.50 %	22 %	100 %
		26,95 %			53,50 %		

Ainsi ventilé, le prix de vente au détail d'un mètre de tissu en laine peignée d'un poids de 500 grammes, fait apparaitre, quand il est vendu au prix de 2.696 fr., que les parts suivantes sont affectées aux trois postes de la production :

Part de la matière première			459 fr.	17,03 %
Part du travail			405 fr.	15,03 %
Part du capital	Frais généraux	655 fr.		
	Impôts	611 fr.	1.832 fr.	67,94 %
	Profit	568 fr.		
Total			2.696 fr.	100 %

Mais, d'après le syndicat des cadres du Textile de Roubaix-Tourcoing, ce cas n'est pas très courant. Quand le même tissu est vendu 3.346 fr. le mètre, voici ce qu'on trouve à chacun des postes :

Part de la matière première			459 fr.	13,72 %
Part du travail			405 fr.	12,12 %
Part du capital	Frais généraux	734 fr.		
	Impôts	808 fr.	2.482 fr.	74,16 %
	Profit	940 fr.		
Total			3.346 fr.	100 %

Encore faut-il remarquer qu'étant donné le régime de la propriété sous lequel nous vivons, la matière première qui figure à part séparée doit, en réalité, être incorporée elle aussi à la part du capital.

CONCLUSIONS

1° Quand le capital fait travailler par le prolétariat 459 fr. de matières premières textiles (qui lui appartienent en vertu de la législation qui régit la propriété !), il est autorisé à vendre le produit obtenu 2.696 fr. au minimum et 3.346 fr. au maximum : c'est trop cher.

2° La part du travail est minime : 15,03 % dans le premier cas et 12,12 % dans le second, c'est-à-dire moins encore. Et sur les prix de vente au détail !

3° La part des charges sociales est minime : 5,01 pour cent du prix de vente au détail dans le premier cas, 4,04 % dans le second.

4° Plus le grossiste et le détaillant paient d'impôts, plus le montant de leur profit net est élevé.

5° Par contre, le prolétaire vend au capital un travail qu'il lui rachète, selon le cas, 7 ou 9 fois plus cher. Sa part représente un pourcentage d'autant plus petit que le prix de vente au détail est plus élevé : 15,03 % dans le premier cas et 12,12 % seulement dans le second.

La transformation du tissu en complet sur mesures incorpore un peu plus de travail. Elle prend la physionomie suivante :

Part de la matière première			1.984 fr.	4,53 %
Part du travail (ajoutée)			11.789 fr.	26,95 %
Part du capital	Frais généraux	6.559 fr.	29.962 fr.	68,52 %
	Impôts	13.718 fr.		
	Profit	9.685 fr.		
Total			43.735 fr.	100 %

Ce résultat qui accuse un profit et des impôts plus faibles est obtenu par l'incorporation et la ventilation au poste « travail » de l'article « Frais de coupe, essayage et retouches » soit 55 % du prix de la matière première et du prix de sa transformation hors taxes et marges, qui, en réalité, est une marge supplémentaire pour le maître tailleur ayant des ouvriers. Nous n'avons pas voulu chercher la petite bête.

Il reste néanmoins que 1984 fr. de matières premières sont vendus au détail... 43.735 fr. (ou peuvent l'être !) dans le système actuel des prix-salaires-profits (1).

Et ce n'est encore pas mal : si la marge, nette d'impôts, du maître tailleur est inférieure à celles du grossiste et du détaillant, elle reste... honnête !

Mais l'examen de ces tableaux appelle d'autres conclusions et en particulier celle-ci : il est évident que, pour porter les fruits qu'on en attend, une politique effective de baisse des prix doit postuler la compression des éléments qui les composent.

La part de la matière première n'est compressible que dans la mesure où remontant jusqu'à son origine — gratuite ! — on peut aussi la ventiler en travail, frais généraux, impôts et marges. De toutes manières, elle est minime pour ne pas dire insignifiante.

La part du travail — la plus mince, dans tous les cas ! — doit être elle aussi reconnue incompressible par principe : 15,03 %, 12,12 % et même 26,95 pour cent, y compris les charges sociales, ce n'est pas important. En passant : quand des charges sociales représentent 5,01 %, 4,04 % et au plus 8,98 pour cent d'un prix de vente, il est abusif de les prétendre écrasantes. D'autant plus abusif, qu'incorporées au prix, ces charges sont en définitive reversées au producteur et au vendeur — avec usure ! — par le consommateur qui en « bénéficie ».

Les seuls postes compressibles sont donc : les frais généraux (où on fourre tout), les impôts et les profits ou marges, c'est-à-dire les plus importants puisqu'à eux trois ils peuvent constituer jusqu'à 74,16 % du prix de vente. (Vente au détail du drap à 3.346 fr. le mètre).

Qui dira que ce n'est pas trop ?

Et, indépendamment de toutes autres considérations morales et politiques, qui dira que ce n'est pas possible ?

Paul RASSINIER.

(1) Dans le bulletin trimestriel de la Fédération nationale des maîtres tailleurs (n° 1, janvier 1952), les calculs sont faits sur un prix de vente au détail du tissu à 4.000 francs le mètre. Le prix de vente du complet se trouve alors porté à 48.000 francs au lieu de 43.735. (Pour une différence en plus de 2.027 par complet au poste matière première seulement, il y a près de 5.000 fr. d'écart le complet terminé !...) J'ai vérifié, c'est exact. Il va de soi que la Fédération nationale des maîtres tailleurs se plaint de ne pouvoir vendre plus de 35 à 38.000 francs une marchandise qui lui « revient », dit-elle, à 48.000 francs. Sans commentaires !

COMPAREZ ET JUGEZ...

« Les Français de Tunisie paient 60 % des impôts » (*Les journaux*.)

Voici un relevé officiel des contributions budgétaires respectives des Tunisiens et des Européens pour l'année 1899 d'après le ministre des Affaires étrangères français, M. Delcassé. (*J.O.* français du 9-2-1901.) Relevé ancien, mais à qui la faute ? C'est le seul, officiel, qui ait été rendu public. La proportion actuelle ne doit pas être bien différente.

Nature des recettes	Tunisiens		Européens		Total
	Montant des contributions	Proportion %	Montant des contributions	Proportion %	
Contributions directes	12.005.000	95	675.000	5	12.680.000
Contributions indirectes	4.814.000	67	2.360.000	33	7.174.000
Produits des monopoles et exploitations de l'Etat	4.492.000	69	2.033.000	31	6.525.000
Produits des Domaines	799.000	52	742.000	48	1.541.000
Produits divers	486.000	60	319.000	40	805.000
Taxes communales	717.734	78	197.866	22	915.600
Total	23.313.734	79 %	6.326.866	21 %	29.640.600

CAPITALISME ET RELIGION

Deux beaux livres d'histoire nous apportent du nouveau sur le capitalisme européen (1).

Le premier a pour auteur Henri Pirenne, un professeur et un érudit de réputation mondiale dont les cours étaient suivis avec enthousiasme par la studieuse jeunesse belge, fière d'avoir un tel maître.

Le second est d'une valeur moins éclatante, moins immédiatement discernable. Pourtant il s'occupe avec beaucoup de sagacité de pénétration — et non sans humour — d'un très gros problème dont Pirenne ne parle qu'incidemment au cours de ses exposés.

Ce problème le voici : quelles relations les valeurs religieuses, qui sont censément les plus éthérées, les moins sujettes à la contingence, soutiennent-elles avec les valeurs économiques ? Est-il vrai, par exemple, que le capitalisme doive une partie de ses succès au puritanisme ou n'est-il pas plus exact que, tout au long de son développement, le puritanisme se soit transformé sous la pression des faits économiques ?

⁂

Nous savons aujourd'hui ce qu'est un capitaliste. C'est un homme étrange que possède le démon de l'accumulation. Sa fortune ne dort pas. Il l'engage constamment dans de nouvelles entreprises afin qu'elle fasse boule de neige. Et il y a capitalisme quand les capitalistes sont devenus assez nombreux pour imposer un régime politique qu'ils jugeront parfait du moment qu'il servira leurs intérêts d'une manière adéquate.

De tout temps le capitaliste a existé. Mais quand, dans le passé, peut-on parler de capitalisme, de « classe » capitaliste ? Pour certains historiens, il n'existe pas de vrais capitalistes aux époques antérieures à la Renaissance. Même quand il s'agit de très riches commerçants, on ne veut voir en eux « qu'une simple variété d'artisans incapables de s'élever à l'idée même de profit et n'ayant en vue que de gagner assez pour vivre au jour le jour ».

Or, nous apprend Pirenne, il y a eu capitalisme dès le Moyen Age. Certes son action, alors, a été beaucoup moins significative que dans les temps modernes « mais il n'y a là qu'une différence quantitative, non une différence qualitative, une différence d'intensité et non une différence de nature ».

⁂

La société mérovingienne et la société carolingienne n'ont rien connu qui ressemblât au capitalisme.

Economiquement, on enregistre avec elles un recul certain. C'est que les Mérovingiens, chez nous, prennent une suite : celle du monde antique venant de crouler.

La cour mérovingienne est un *lupanar* — le mot est de Pirenne lui-même — tandis que « la démoralisation et l'inertie du peuple valent celles de ses rois ». Dans tous les domaines — vie politique, vie sociale, vie privée — la Gaule sombre dans une effroyable décadence : « Les faits donnent le démenti le plus tragique au thème convenu de l'invasion germanique rajeunissant et vivifiant, par un afflux de forces fraîches, la décrépitude romaine. »

Les Mérovingiens prennent une suite. Ils sont des héritiers, et, quoique le monde antique soit terriblement affaibli, il en reste tout de même quelque chose. Ainsi la monnaie d'or, nerf du grand commerce, continue d'exister et de circuler. Les monarques jouissent « d'une puissance monétaire que l'on ne rencontrera plus, après eux, durant de longs siècles ».

Direct et indirect, l'impôt existe au temps des Mérovingiens et il est convenablement perçu. Ce sont « des sous d'or qu'il fait constamment ruisseler dans leurs caisses ». Le luxe des monarques est « insensé » ; ils dotent richement leurs filles. « On a, en lisant Grégoire de Tours, l'impression qu'ils manient l'or à pleines mains car, il importe d'y revenir, leur richesse consiste surtout en numéraire. »

Le tonlieu existe, tout comme au temps des Romains. Il a gardé son nom de *theloneum* et il constitue toujours un ensemble de droits frappant la circulation des marchandises. Il est toujours affermé à des *thelonarri* qui le perçoivent aux mêmes *stationes*.

En provenance de l'Orient, les marchandises du grand commerce syrien abondent encore, ainsi que le prouve la charte accordée à l'abbaye de Corbie par Chilpéric II en 716. Elle dispense du tonlieu les denrées commandées annuellement par les moines. Outre 10.000 livres d'huile, en voici le détail : « 30 muids de garum, 30 livres de poivre, 150 livres de cumin, 2 livres de girofle, une livre de cannelle, 2 livres de nord, 30 livres de la racine appelée costum, 50 livres de dattes, 100 livres de figues, 100 livres d'amandes, 30 livres de pistaches, 100 livres d'olives, 30 livres de l'aromate appelé hidrium, 150 livres de pois chiches, 20 livres de riz, 10 livres de piment doré, 10 peaux de l'espèce connue sous le nom de *scoda*, 10 cuirs de Cordoue. »

La liste s'achève par la mention de 50 rames de papyrus. A propos de cette dernière marchandise, Pirenne, à maintes reprises, insiste sur l'important commerce qui s'en faisait. Successeurs des lointains empereurs romains, les Mérovingiens avaient conservé une administration civile. Les fonctionnaires royaux, les moines, usaient du papyrus ; leur écriture était la rapide cursive.

Avec les invasions musulmanes tout changea. La Méditerranée devint un lac arabe. Les stocks de denrées orientales s'épuisèrent et ne se renouvelèrent pour ainsi dire plus.

Résumé de cette décadence d'apparence inguérissable : « La teneur en or des monnaies s'atténue de règne en règne au point d'en arriver bientôt à réduire les sous d'or à n'être plus guère, en fait, que des sous d'argent. »

Le tonlieu dégénère en péages locaux. Plus de cadastre, plus de registres d'impôt ! « Quant au trésor royal ce n'est plus qu'un souvenir. »

Conséquence aisément prévisible de ce glissement à l'abîme : le maire du palais, qui est le plus grand propriétaire terrien du royaume, prendra de plus en plus la place de son roi. En somme « le coup d'Etat de Pépin le Bref qui inaugure la dynastie carolingienne ne fait que tirer la conséquence de la primauté acquise désormais par la richesse immobilière sur la richesse monétaire ».

---

(1) **Histoire économique de l'Occident médiéval**, par Henri Pirenne, 1 volume grand in-8 de 668 pages. Desclée et de Brower éditeurs. Une belle préface d'E. Coornaert fait connaître l'illustre historien belge.

La religion et l'essor du capitalisme, par R.-H. Tawney. 1 volume in-8 de XIX - 315 pages. Rivière éditeur. Préface d'E. Labrousse. Traduction d'Odette Merlat. Notes et index de Michel Mollat.

∴

Des historiens partiaux ont prétendu que le règne de Charlemagne constitua une période d'ascension économique. Ils prêtent à l'empereur de grands desseins de politique étrangère. Dans son œuvre, ils discernent « les indices de projets économiques de grand style ». Ils lui attribuent gaillardement « l'idée de la jonction du Rhin au Danube » et ils expliquent les guerres contre les Avars par « le désir d'ouvrir une route directe vers Constantinople ». Pendant qu'on y est, pourquoi pas vers Bagdad !

Billevesées ! Charlemagne et ses successeurs se sont heurtés à de très grandes difficultés qui, *ipso facto*, leur interdisaient de vastes projets d'avenir. On voit mal comment la prospérité générale aurait pu se développer en pays franc, alors que les ports méditerranéens étaient bloqués par les Arabes et que Quintovic et Duurstede — du fait des invasions normandes — ne pouvaient assurer aucun transit avec les ports des côtes anglaises. Quant aux incursions constantes des Avars et des Magyars — incursions dont Marc Bloch a bien marqué la gravité et l'importance — il était extrêmement difficile de s'en défendre. On ne pouvait songer à conquérir les pays d'où elles surgissaient. En fait de Danube et de Constantinople, « tout ce que les textes nous permettent d'entrevoir de ce côté c'est la circulation de quelques barques chargées de sel, provenant des mines de Salzbourg ».

Le grand mérite de Charlemagne et de ses descendants c'est d'avoir tiré les conséquences de la situation pénible où ils se trouvaient placés. Ils n'ont pas vécu au-dessus de leurs moyens. L'or ayant disparu, Charlemagne a créé la livre d'argent qui n'a pas manqué de s'altérer mais qui a suffi aux transactions de l'époque.

Pendant deux siècles « le phénomène le plus frappant et le plus caractéristique de cette civilisation c'est le grand domaine » sur lequel on s'efforce tant bien que mal de suffire à tous les besoins. Au château ou à l'abbaye, des ateliers rudimentaires exécutent les travaux de menuiserie, de forge, de charpente, d'outillage agricole. Quelques piécettes d'argent, sous-multiples de la livre, suffisent au serf pour effectuer ses maigres achats. Et, bien que son existence soit dure, il vit tout de même, opposant une incroyable force d'inertie aux exigences de ses maîtres.

En cas de calamité provoquant la famine, l'Eglise consent des prêts gratuits à ceux qui sollicitent son aide. Elle envoie à la fonte les trésors qui lui ont été légués par ses riches fidèles. Ce ne sont pas là des actes de crédit, mais des prêts de consommation.

∴

Le redressement qui se produit à partir du XIe siècle, la société agricole du temps ne le doit pas à elle-même. Il lui vient d'ailleurs.

En premier lieu, l'Islam recule en Méditerranée. Les Arabes ont pillé de leur mieux. Les bons chrétiens de Gênes et de Pise leur rendent la pareille et s'enrichissent des dépouilles des musulmans tout en faisant œuvre pie.

En second lieu, Venise mieux à l'abri des pirateries des mahométans connait une prospérité extraordinaire. C'est surtout à Byzance qu'opèrent tout d'abord ses marchands. Là l'Orient et l'Occident entrent de nouveau en relations. La grande métropole, avec son million d'habitants qu'il faut ravitailler chaque jour, constitue un excellent débouché. Ses fabriques produisent des soieries et ses grands bazars vendent les épices si nécessaires alors à la conservation des viandes.

Venise pourvue d'une manière de monopole voit, d'année en année, ses quais « s'allonger plus loin le long des îles de la lagune ». Les opulents patriciens deviennent de plus en plus nombreux. « On ne peut imaginer contraste plus frappant que celui de l'Europe occidentale, où la terre était tout et le commerce rien, avec Venise ville sans terre et ne vivant que de son trafic. »

Enfin, fait nouveau : le grand commerce nait dans la mer du Nord et la Baltique.

La piraterie est la première étape du commerce. On pille pour se constituer une première mise de fonds. Or on sait que les Vikings commencèrent par être des pirates que leurs razzias, hardies et méthodiques, mirent en possession d'un immense butin qu'ils firent valoir et fructifier par l'échange.

L'activité des Danois et des Norvégiens se manifesta dans l'Empire carolingien, l'Irlande, l'Angleterre, l'Ecosse. Celle des Suédois s'étendit beaucoup plus loin. Elle partit des « gorods » — camps retranchés, places d'armes et magasins — qu'ils avaient installés tout le long du Dnieper et de plus en plus loin de la mère patrie. « C'est là qu'ils amassaient les tributs imposés aux vaincus, les esclaves qu'ils faisaient sur eux, ainsi que le miel et les fourrures dont ils s'approvisionnaient dans les forêts vierges ».

La Russie méridionale se trouvait placée entre deux aires de civilisation supérieure : « A l'Est, au delà de la mer Caspienne, s'étendait le khalifat de Bagdad ; au Sud, la mer Noire baignait les côtes de l'Empire byzantin et les conduisait vers Constantinople. » Les Scandinaves cédèrent à la double attraction qui s'exerçait sur eux et la navigation nordique se raccorda au monde oriental. Un important trafic s'institua et « l'île de Gotland, dont le sol recèle, plus encore que celui de la Russie, d'innombrables dépôts de numéraire islamique ou grec, paraît avoir été la grande étape de ce trafic et son point de contact avec l'Europe septentrionale ».

∴

Nous abordons maintenant un sujet que Pirenne connait admirablement, qu'il a développé bien des fois avec une maitrise incontestable et avec une joie évidente, tellement il s'y sentait à l'aise.

Toute une civilisation, celle des villes, est née de l'activité commerciale, laquelle satisfaisant les besoins d'aventure et de spéculation de l'être humain se trouve ainsi d'être « contagieuse par nature ».

Les marchands sont, au début, des gens d'origine très humble. Ces déracinés, ces authentiques devanciers des bourgeois ont pour toute fortune la vigueur de leurs bras, la force de leur volonté et surtout la clarté de leur intelligence. Ils ont compris qu'au village ils végéteraient toute leur vie et ils l'ont quitté.

C'est que partout la population augmente. Elle devient même gênante car persiste l'économie domaniale encombrée d'obligations strictes la figeant dans son statut. Il se produit donc des migrations humaines. On défriche ; on essarte ; on attaque les marécages ; on crée les premiers polders.

Les ports jouissant d'une activité grandissante, des hinterlands s'y créent et on voit y affluer de nombreux errants. Les épaves abondent tout au long des côtes. Nos errants les pillent et y trouvent les éléments d'une pacotille d'où sortira ultérieurement toute leur fortune. Ainsi en est-il pour ce Saint Godric de Finchal dont voici l'histoire, en bref.

Batteur de grèves, le hasard lui fournit une aubaine qui lui permit de s'improviser colporteur. Vendant cher et achetant bon marché, il amassa quelques économies qui lui permirent de se joindre à une troupe de marchands. Il trouva des associés, fréta avec eux un bateau et entreprit le cabotage le long des côtes de la mer du Nord. La société réussit à souhait car son activité fondamentale consistait à apporter dans un port des denrées

qu'elle savait y être rares et à s'y approvisionner de marchandises qui étaient ensuite vendues, avec des bénéfices énormes, aux lieux où elles manquaient.

Ici, nous devons à Pirenne des remarques d'une extraordinaire profondeur. Godric et ses nombreux émules se révèlent très intelligents, très calculateurs et leur prévoyance avisée en fait des spéculateurs : « *Godric a le sentiment très juste de la pratique du commerce qu'il est d'ailleurs fréquent de rencontrer chez des esprits sans culture. Il est enflammé de l'amour du gain et l'on reconnaît nettement chez lui ce fameux SPIRITUS CAPITALISTICUS dont on a voulu nous faire croire qu'il ne datait que de la Renaissance* ».

Godric et ses pareils sont d'authentiques capitalistes. « Il est impossible de soutenir que ces hommes n'ont pratiqué le négoce que pour subvenir à leurs besoins journaliers, impossible de ne pas voir que leur but est l'accumulation constante des bénéfices, impossible de nier que, si peu cultivés qu'on les suppose, ils n'en ont pas moins possédé l'entente ou, si l'on veut, l'intelligence du grand commerce. »

Où s'installèrent ces premiers marchands ? Non point toujours dans des ports, ainsi que pourrait le donner à penser le mot *portus* employé dans les écrits du XI[e] siècle, car *portus* désigne simplement un point actif de transit. Les *portus* se trouvaient généralement dans des *bourgs* (de sorte que *porters* ou *portmen* sont synonymes de *bourgeois*) en un lieu où, une rivière cessant d'être navigable en amont, les marchandises devaient être déchargées puis entreposées et où les denrées venues de l'intérieur pouvaient, au contraire, être chargées et descendre la rivière.

L'activité des *portus* — surtout quand l'industrie y naquit : ainsi à Dinant — devint si grande que les constructions des marchands, ou bourgeois, s'accotèrent au vieux bourg somnolent où s'écoulait la vie officielle. Le bourg du dehors, le faubourg, (*forisburgus*) devint la vraie ville : lieu d'hivernage, lieu d'entrepôt, lieu d'accueil et lieu de sécurité contre les entreprises des pillards.

La première liberté qu'exigèrent les bourgeois fut celle d'aller et de venir à leur gré parce qu'elle était nécessitée par leur profession.

Second fait d'importance : la transformation du droit, ou plutôt l'élaboration d'un droit commercial, *jus mercatorum*, infiniment plus expéditif que le droit traditionnel.

Troisième fait. L'évolution monétaire et l'extension du crédit. L'ampleur des transactions commerciales s'accompagna nécessairement d'une circulation monétaire plus active. On vit réparaître la monnaie d'or sous la forme de « besants », de « marabotins », de florins (1252), de ducats (Venise, 1284). Saint Louis, en même temps qu'il créa le gros tournois d'argent, frappa des deniers d'or (vraisemblablement en 1266).

Seulement, à côté du commerce, il y avait les emprunts des princes et des rois. Pour payer les intérêts usuraires, une dure fiscalité s'imposait et aussi l'altération périodique des monnaies.

Ces fluctuations, ce désordre chronique — avec çà et là des paliers de stabilisation — ne gênèrent pas trop les transactions commerciales car, bonne ou mauvaise, la monnaie s'appréciait à sa valeur exacte grâce aux changeurs et aux banquiers.

En ce qui concerne les échanges et les changes, les foires de Champagne furent très importantes.

Par les contacts qu'elles permirent, des relations suivies s'établirent entre le commerce italien (uni à l'Orient par la navigation en Méditerranée) et l'industrie flamande. En ce qui touche au change monétaire et au crédit commercial « elles devinrent, pour employer une heureuse expression, le domicile de change de toute l'Europe ».

Après la période des achats et des ventes, s'ouvrait celle des paiements. Banquiers, changeurs, *nuntius* (préposés, mandataires, facteurs) procédaient au change des monnaies, aux paiements au comptant, aux paiements à terme, au règlement des lettres de change. La fréquentation des foires de Champagne était telle que l'on stipulait payables à l'une d'elles la plupart des obligations que l'on passait à n'importe quel endroit. Toutes les places bancaires y étant représentées, « les foires jouèrent donc dans l'Europe de ce temps-là le rôle d'un *clearing house* embryonnaire ».

⁂

N'insistons pas davantage sur cette partie technique du livre de Pirenne et occupons-nous des réactions que la naissance et le développement du capitalisme provoquèrent sur la pensée médiévale.

Elles étaient inévitables, car d'abord il faut vivre.

Considérons un monastère où le zèle pieux n'est pas moins vif au XIII[e] siècle qu'au X[e], par exemple. Mais les événeemnts ont un *amont* et un *aval*, un *avant* et un *après* et, dans les *intervalles* qui s'insèrent entre cet amont et cet aval, cet avant et cet après, bien des événements se produisent qui modifient tout. Le père abbé qui consentait des prêts de consommation est mort. Les redevances payées par les tenanciers se sont amenuisées à l'extrême. La réserve (*manse indomicatus*) est de plus en plus mal cultivée par des serfs de plus en plus nonchalants. On a vendu l'orfèvrerie du couvent ; il faut emprunter et recourir aux bons offices d'un usurier de Cahors qui, comme tel, vaut pour le moins 10 juifs. Que deviennent les condamnations religieuses portées à l'encontre du prêt à intérêt ? Que devient l'austère devoir de vérité quand le brave père abbé reconnaît avoir reçu 14.000 livres alors qu'il ne lui en a été versé que 12.000 ? Eh bien ! mon Dieu ! il est avec le ciel des accommodements. Les canonistes (devançant l'excellent Escobar) procèdent à de subtils rajustements de la doctrine. Saint Antonin ne pense plus comme saint Thomas et on interprète si savamment les textes sacrés qu'on leur fait dire à peu près le contraire de ce qu'ils signifiaient à l'origine.

De déduction en déduction, « on découvrit que toute avance d'argent entraînant soit une perte éventuelle (*damnum emergens*), soit un manque à gagner (*lucrum cessens*), soit un risque pour le capital (*periculum sortis*) justifiait un dédommagement ou, en d'autres termes, un intérêt (*interesse*) ».

Si les textes étaient trop explicites on s'accordait pour les tourner. « Tantôt le prêteur défalquait à l'avance les intérêts, tantôt on les voilait sous l'apparence de pénalités de retard dans le remboursement, tantôt le débiteur reconnaissait avoir reçu beaucoup plus qu'il n'avait touché réellement. »

Avec un magnifique sang-froid, Pirenne conclut : « Tout compte fait, il ne semble pas que la législation contre l'usure ait beaucoup plus empêché la pratique de celle-ci que le *Volstead Act*, en Amérique, n'a empêché la consommation de l'alcool. »

⁂

Continuation du même sujet.

Contrairement au dire des clercs, la question religieuse n'existe pas en soi. Les messages des tenants de l'orthodoxie et les messages des réformateurs sont lus et interprétés par des humains qu'animent des passions plus ou moins vives, des intérêts plus ou moins bien discernés, des préférences plus ou moins nettes. Délaissant la philologie, chaque sujet happe du message ce qui le concerne plus particulièrement ; autrement dit il en

retient ce qui donne satisfaction à ses haines, à ses craintes, à ses besoins, à tout ce qui lui permet d'avouer au grand jour ce qu'il n'osait déclarer auparavant. Le même message apporte la résignation au résigné, la révolte au révolté.

Avec Pirenne comme guide, considérons le soulèvement de la Westflandre, de 1323 à 1328. Il ne ressemble pas du tout à la Jacquerie, laquelle (on l'oublie trop) ne dura qu'un mois et fut le simple « sursaut de populations poussées à bout par la détresse ». En Flandre maritime, la révolte ne fut pas l'œuvre d'une plèbe misérable et débile : ce fut « un véritable essai de révolution sociale dirigée contre la noblesse, en vue de lui arracher l'autorité judiciaire et financière ». Les révoltés étaient des croyants, mais l'Eglise étant du côté des nobles ils considéraient « tous les riches et l'Eglise elle-même comme leurs ennemis naturels. Ils refusaient de payer la dime ; ils demandaient que fussent distribués aux pauvres les blés des monastères ». Les ministres du culte n'étaient pas épargnés. « Un des chefs du mouvement eût voulu voir le dernier d'entre eux accroché à la potence. »

L'athéisme étant alors inconcevable, les textes religieux étaient utilisés comme arme d'attaque ou comme bouclier. Les paysans anglais se soulevèrent en 1381, leur révolte se proposant de détruire ce qui subsistait du régime manorial. Ils utilisèrent la religion : « Le mysticisme des Lollards contribua sûrement à faire surgir dans les âmes la haine des *gentlemen* oppresseurs qui n'existaient pas du temps qu'Eve filait et qu'Adam labourait. » Pirenne note autre part qu'il y avait de nombreux Lollards parmi les ouvriers gantois. Ils étaient tels parce que la doctrine alimentait la sombre énergie qui les poussait à des révoltes incessantes.

Le calvinisme, l'anabaptisme ? Ils sont conservateurs ou révolutionnaires selon ceux qui les *adaptent* à leurs intérêts de classe. Au XVIe siècle, ils trouvèrent aux Pays Bas « des adeptes nombreux et enthousiastes. De même que les artisans du XIVe siècle avaient cherché dans le mysticisme des Lollards une consolation à leurs misères et un idéal de rénovation sociale, de même la Réforme attira irrésistiblement la population ouvrière des nombreux centres manufacturiers. Plus misérable était sa condition plus elle espérait de la crise qui ébranlait à la fois l'Eglise et l'Etat ».

En 1566 se déchaîna la tourmente iconoclastique. Le branle fut donné par les villes industrielles qui avaient déjà derrière elles un long passé révolutionnaire. Fureur antipapiste ? Non ! « L'ardeur des espérances, la violence des passions, la rudesse des tempéraments n'expliquent que trop bien une insurrection qui fut si soudaine et dont les conséquences furent si terribles. » La révolte des iconoclastes décida Philippe II à envoyer en Belgique le terrible duc d'Albe qui « pacifia » le pays en le mettant à sac, à feu et à sang.

***

Le grand livre de Pirenne est le livre de lumière d'un « homme de lumière ». Nous ne pouvons le refermer sans parler d'une thèse que l'illustre historien reprenait souvent avec une sorte de prédilection. De nos jours, nous connaissons bien le capitalisme en tant que régime et nous ne nous occupons plus des capitalistes de chair et d'os. Nous avons tort car « ce n'est pas du groupe des capitalistes d'une époque donnée que sort le groupe des capitalistes de l'époque suivante ».

En tant que fait général, la dynastie capitaliste n'existe pas. « A chaque transformation du monde économique se produit une solution de continuité. Les capitalistes, qui ont jusqu'alors déployé leur activité, se reconnaissent, dirait-on, incapables de s'adapter aux conditions qu'exigent des besoins jusqu'alors inconnus et requérant des méthodes inemployées. Ils se retirent de la lutte pour se transformer en une aristocratie dont les membres, s'ils interviennent encore dans le maniement des affaires, n'y interviennent plus que d'une manière passive en qualité de bailleurs de fonds. A leur place surgissent des hommes nouveaux, hardis, entreprenants, se laissant audacieusement pousser par le vent qui souffle et sachant disposer leurs voiles suivant sa direction jusqu'au jour où cette direction se modifiant et désorientant leurs manœuvres, ils s'arrêtent à leur tour et s'effacent devant une équipe pourvue de forces fraîches. »

Tout mouvement social présente un amont et un aval et il ne se développe pas avec une majestueuse ampleur. Toutefois, en ce qui concerne le capitalisme, on constate « une régularité étonnante de la périodicité des phases de liberté et des phases de réglementation ». Ces dernières engendrent la stagnation puis la décadence. Le protectionnisme se fait de plus en plus outrancier, de plus en plus absurde : avec ses prix artificiels il est l'oreiller de la paresse et de la misère générale.

Après une ascension rapide de deux cents ans, le capitalisme plafonne dès la seconde moitié du XIIIe siècle. Les échanges subissent une lente et insidieuse paralysie, la production baisse tout au long du XIVe siècle. Tout cela provient fondamentalement de la réglementation de plus en plus étroite et de plus en plus minutieuse de l'industrie et du commerce dans les villes jadis si prospères.

L'exemple de Bruges est particulièrement saisissant. Le port décline tragiquement ; il perd son caractère de rendez-vous international des marchands par son incapacité de s'adapter à un nouvel ordre des choses. « Comme les villes drapières, Bruges n'a pas su renoncer à temps à ses privilèges. Elle a prétendu continuer à soumettre le mouvement d'affaires dont elle était le centre à ses vieux droits d'étape, de courtage, de péages de toutes sortes dont profitaient ses bourgeois. Elle n'a pas compris que ces privilèges irrémédiablement démodés ne constituaient plus que des entraves à l'exercice du commerce. »

Dans le même temps, Anvers connait une ascension grandiose que Pirenne s'est plu à retracer car elle inaugure une ère nouvelle coïncidant avec le mouvement de la Réforme. A Anvers, point de mesures tracassières. « Les étrangers peuvent trafiquer à leur guise. Les professions de courtier et de changeur sont accessibles à chacun... Dès 1460 apparait aux bords de l'Escaut la première bourse internationale de commerce qui ait existé en Europe. »

II

Notre terrain étant déblayé, nous pouvons d'emblée nous placer à la source de la révolution économique et du mouvement réformateur sur le continent.

Nous venons de voir que la capitale économique de la nouvelle civilisation fut Anvers. « Sa figure typique, dit Tawney, le trésorier des princes, fut le financier international. »

Il ne fut pas spécifiquement protestant. Au contraire. Le chef de la maison Fuegger, devenu comte d'Empire, « mourut en odeur de sainteté ». Les affaires de la célèbre firme n'étaient pas irréprochables. Elle avança l'argent grâce auquel le jeune Albert de Brandebourg *acheta* le siège d'archevêque de Mayence. Pour rentrer dans leurs frais, assortis de confortables bénéfices, les Fuegger participèrent à la plus extraordinaire et à la plus scandaleuse vente des Indulgences qui se vit jamais sous le ciel. Ensuite, toujours bons chrétiens, ils fournirent, à un taux nettement usuraire, « les fonds avec lesquels Charles-Quint *acheta* la couronne impériale après une élection conduite avec la publicité d'une vente aux enchères et la moralité d'un tripot ».

Les premiers réformés, face à ces *achats* de dignités et de consciences, réagirent très vivement contre le capitalisme. Hipler « soutint que toutes les associations de commerçants, comme celles des Fuegger, des Hochstetter et des Welser devraient être abolies » ; le fougueux Hutten « taxait de voleurs publics les commerçants » ; Geiler von Kaiseberg « écrivait que les accapareurs étaient plus détestables que les Juifs et devaient être exterminés comme des loups ».

Et le Maître, Luther ?

Il était, entre tous, le plus ardent et le plus hurluberlu.

Il connaissait bien saint Paul, mais son ignorance des questions économiques était candide et totale. Placé en face d'elles, « il était comme le sauvage à qui on présente une dynamo ou une machine à vapeur ».

Il ramenait tout à une foi profonde. Or qu'observe-t-il ?

« Quand il regarde l'Eglise d'Allemagne, il la voit tarie par le tribut qui s'écoule vers la nouvelle Babylone. Quand il regarde la vie sociale allemande, il la voit opprimée par une puissance d'argent sans conscience » et « la banque des Fuegger alimente l'avarice et la corruption de Rome. » Le cercle est complet, de sorte que l'exploitation par la papauté et l'exploitation par le capitaliste sont « les deux cornes de la bête qui siège sur les sept collines ».

Qui tuera la bête ? La pure religion de l'Evangile, évidemment ! C'était enfantin car l'Evangile ne contient que ce que l'on est bien décidé à y trouver. Il permet au citoyen pacifique d'être un objecteur de conscience et il autorise les prélats des sommets à prêcher l'extermination des peuples vivant de l'autre côté de la frontière. Que les paysans allemands aient pu tirer de ses messages un encouragement à se révolter, voilà qui scandalisait Luther et provoquait sa fureur homicide. Or leur cas renouvelait simplement celui des Lollards et il fut ensuite celui des iconoclastes.

La pure religion de l'Evangile ! Elle ne troublait pas la digestion de la bête. Celle-ci engraissait à vue d'œil et ses cornes atteignaient des dimensions exceptionnelles. Le malheureux Luther était bien obligé de le constater et il se trouvait fort gêné quand on le plaçait devant un cas concret. Il disposait d'un bon stock d'invectives pour maudire le capitalisme, « mais lorsqu'on lui demande son avis sur la question précise de savoir si les autorités de Dantzig devront supprimer l'usure, il bat en retraite dans les nuages ». Il se borne à déclarer que « le prédicateur prêchera seulement la loi de l'Evangile et laissera chaque homme suivre sa conscience ». En fait de faillite morale, c'était quelque chose de bien réussi.

Avec moins de candeur et plus d'expérience, les calvinistes « commencèrent leur voyage bien plus en aval ». Ils n'étaient disposés « ni à idéaliser les vertus patriarcales de la communauté paysanne, ni à tenir en suspicion le simple fait de l'entreprise capitaliste dans le commerce et la finance ». Ils voulurent la moraliser.

Leur attitude fut extrêmement originale.

Partant de ce qui était, « ils s'emparèrent des aptitudes développées par la vie des affaires... comme éléments d'un plan de réforme morale » s'opposant point par point aux pratiques romaines.

Rome, le pape en tête, « avait encouragé le luxe et l'ostentation ». Au contraire, « les membres de l'église réformée doivent être économes et modestes ».

Rome, dispensant ses aumônes à tort et à travers, avait encouragé la fainéantise et vendu des indulgences. « Le vrai chrétien doit réprimer la mendicité et insister sur les vertus de travail et d'économie ».

Dans le système de Rome, les fidèles par le moyen des œuvres et des dons tiennent un compte de profits et pertes avec le Créateur. Ils achètent à coup sûr sa miséricorde. Avec les calvinistes cet optimisme frivole et désastreux prend fin. « Le vrai chrétien doit organiser sa vie comme un tout, pour le service de son Maître. »

La nouvelle table des valeurs était évidemment de nature à libérer les forces économiques et à souder en une force disciplinée la bourgeoisie montante. A la condition de se bien comporter, les nouveaux riches avaient désormais une bonne conscience. Mais ils devaient se bien comporter, c'est-à-dire obéir strictement à leurs pasteurs car, pour Calvin, la discipline est le nerf de la religion.

Ce bon comportement et cette discipline constituaient le revers de la médaille. Plus en aval, on aboutit à des transactions. Le capitaliste tira du calvinisme des raisonnements de justification : il se soucia peu des vertus et de la discipline théocratique. Mais au temps de l'impitoyable maître de Genève il n'en mena pas large.

En somme « dans le premier transport de juvénile austérité, le calvinisme fit de son mieux pour rendre la vie intolérable aux riches ».

⁂

Franchissons maintenant la mer et transportons-nous en Angleterre où les luttes économiques et sociales furent vives, âpres et continuelles mais s'étalèrent sur des siècles, tant les résistances des communautés paysannes freinèrent la marche en avant du capitalisme.

En Angleterre, au début des temps modernes, régnait une extraordinaire confusion. Tout d'abord le pays était en retard économiquement pour être resté longtemps à l'écart des grandes routes commerciales. Il manquait d'or. Les métaux précieux ruisselaient depuis plus d'un demi-siècle sur l'Europe quand les gouvernants anglais s'avisèrent que la belle monnaie frappée à Séville pouvait, à Londres, constituer une masse de manœuvre importante. En agriculture, on en était toujours « au désordre organisé des champs ouverts ». Mais la terre anglaise n'avait été ni foulée ni pillée par l'étranger. N'étant pas malheureuse, la communauté paysanne anglaise (qui était déjà débarrassée des corvées et n'était astreinte qu'à des cens modérés) offrait de la résistance aux novateurs. Ils ne la brisèrent qu'à la longue.

En effet, comme en Allemagne et en Suisse, le radicalisme religieux des Anglais marcha la main dans la main avec le conservatisme social. Les plus fougueux réformés, Latimer « le républicain », Crowley, Lever, condamnèrent à qui mieux mieux le capitalisme de leur temps. L'humaniste Bucer mit Edouard VI en garde contre les riches gredins — ils abondaient — qui achètent le gouvernement afin qu'il ferme les yeux sur l'usure et l'accaparement.

Les réformés s'adressaient à des sourds volontaires. Les Tudors et les Stuarts « étaient passés maîtres dans l'art de dissimuler des motifs ordinaires et quelquefois sordides sous la façade étincelante de principes imposants ». Le trésor public étant vide, force fut bien aux rois de recourir à l'aide des capitalistes : ils affectèrent une onctueuse sollicitude pour les communautés paysannes et, en douce, les laissèrent choir.

De l'amont à l'aval, de nouvelles manières de raisonner se firent jour. Par suite de l'afflux des métaux précieux, de la hausse des prix, de la sarabande des changes, de la dévaluation de la livre, le recours aux Ecritures s'avéra inutile. Au sein même des églises réformées se produisit la dissidence de ceux qui en avaient assez des prêches moraux sur la charité, le juste prix, la bonne conscience et au-

tres fariboles « inapplicables au mécanisme impersonnel des transactions de grande envergure ».

Le système des champs ouverts fut attaqué avec des arguments libre-échangistes. En 1597, la loi permit enfin de transformer en pâtures les terres labourables. En 1571 avait été abolie la loi de 1552 interdisant le prêt à intérêt.

Les ministres du culte se firent une raison, tout comme le doyen Tucher dont on disait avec humour « que la religion était son commerce et le commerce sa religion ».

⁂

Jusqu'ici rien ne nous montre le capitalisme devant son essor à la religion protestante. Le capitaliste ne doit rien qu'à lui-même mais une table des vertus assurant sa réussite n'a pas encore été dressée. C'est le puritanisme qui l'élaborera. La connaissance du puritanisme ne se conçoit pas sans celle des hommes qui se déclarèrent puritains. Pour ses contemporains, le siège d'élection de l'esprit puritain ce furent les classes commerçantes et plus spécialement la Cité de Londres, foyer et refuge de la secte. L'individu se conçoit toujours autre qu'il n'est. Il *bovaryse* et s'accorde des mérites que les autres n'aperçoivent pas. Les puritains idéalisèrent leurs vertus professionnelles et prirent pour des commandements religieux leur âpre volonté de puissance. Individualités remarquables, ils s'élevèrent contre les conformismes papiste et anglican et, ainsi, travaillèrent à la liberté de conscience.

On était bien obligé, en effet, de constater que le fanatisme avait ruiné l'Espagne ; que la misère avait, en France, suivi la révocation de l'édit de Nantes et que les Provinces Unies devaient leur prospérité au fait que « hormis le catholicisme romain, n'importe qui pouvait pratiquer la religion de son choix ». L'idée se généralisait que « la religion papiste possède une inaptitude naturelle aux affaires, tandis qu'au contraire, chez les Réformés, plus grand est leur zèle, plus grande est leur inclination au commerce et à l'industrie tant ils tiennent l'oisiveté pour coupable ». En conséquence, donner la liberté de conscience aux non-conformistes protestants, c'était assurer la prospérité matérielle de la nation.

C'est un éloge pour lui de dire que le protestantisme fut une religion d'habiles commerçants. Les fidèles gérèrent avec soin les ressources de leurs églises, subalternisèrent leurs pasteurs et étendirent cette subalternisation à la Couronne qui était gaspilleuse.

Un point que Tawney ne signale qu'en passant a, selon moi, une grande importance. Les antisémites et les cléricaux font grief aux juifs et aux protestants d'avoir été, et d'être encore, des brasseurs d'affaires. C'est oublier que les législations discriminatoires obligent les *outlaws* à embrasser les carrières où ils peuvent exercer leurs talents.

Les protestants en France, les puritains en Angleterre, refusèrent de capituler et ainsi firent preuve de caractère. Ils constituèrent une élite et ils réussirent dans presque toutes les entreprises où ils s'engagèrent car leur indomptable volonté s'ajoutait à leurs capacités. En effet, « *c'est la volonté, volonté organisée, disciplinée et inspirée, volonté apaisée dans l'extase de l'adoration ou tendue dans la violence de l'effort, mais toujours volonté, qui est l'essence du puritanisme* ».

On a dit du puritanisme qu'il « balaya toute trace de restriction ou de modération dans l'emploi de l'argent ». Certainement pas au début.

Rappelant les enseignements de Calvin, Knestub prouvait « que l'usurier ordinaire devait être chassé de la société des hommes. Smith brodait sur le même thème ». Baro et Cartwright, eux aussi, flétrissaient l'usure avec véhémence. L'idéal commun de tous ces prédicateurs était conforme à l'injonction apostolique « de se contenter d'une modeste aisance et de fuir l'appât des richesses ».

Le temps avait marché. Ce bel enseignement ne réussit pas mieux que celui des docteurs catholiques et des théologiens protestants. La bonne semence morale tomba sur des glaciers.

Peu à peu, l'individualisme caractéristique du monde des affaires « devint le trait distinctif d'un puritanisme parvenu ». Sa marque propre fut un idéal de conduite et de caractère, idéal strictement individuel qui se manifesterait par « l'accomplissement ponctuel des devoirs publics ou privés. *Sa théorie avait été la discipline, le résultat pratique fut la liberté* ». Retournement qui n'a rien de surprenant. N'avons-nous pas vu, de nos jours, en Russie et ailleurs, les théories de la liberté aboutir à la mise en esclavage des travailleurs ?

Luther et, plus encore que lui, les réformateurs suisses avaient anéanti la charité monastique « comme un appât tendu par le papisme au dérèglement et à la démoralisation ». Les puritains poussèrent à l'extrême les principes calvinistes qui les dispensaient, très opportunément, d'ouvrir leur bourse. De la sévérité envers les pauvres ils firent un devoir. C'était de leur faute si les pauvres étaient pauvres. Leur paresse et leurs vices les ayant fait déchoir « on regarda comme parfaitement tonique et raisonnable la doctrine suivant laquelle choyer la pauvreté est un danger ».

Les travailleurs salariés grandirent considérablement en nombre de 1660 à 1760, bien que l'Angleterre n'entrât point encore dans l'ère de la révolution industrielle. Or les capitalistes, pour prospérer, sont *tous* directement intéressés à exploiter les prolétaires *au maximum*. Un bon moyen de les mal payer ce fut — au nom d'un christianisme ingénieusement interprété — de les déshonorer en les présentant comme des pécheurs endurcis indignes d'indulgence.

L'attitude des employeurs fut bien plus dure que dans la première moitié du XVIIe siècle. Tawney, qui n'est pas colonialiste, estime que le comportement des patrons anglais « fut analogue à celui des colons blancs les moins honorables envers leur main-d'œuvre de couleur ».

On tonna avec une vertueuse indignation contre le luxe, l'orgueil et la paresse des salariés : « Plus ils gagnent, plus ils dépensent à boire, tant ils sont portés à la licence. » Les prix élevés sont une bénédiction céleste : « ils contraignent le salarié à travailler davantage » ; au contraire, les hauts salaires sont une calamité car « ils ne font que l'entraîner à des débauches hebdomadaires ».

Aussi Tawney n'aperçoit-il aucune solution de continuité entre l'ère de la révolution industrielle et l'ère capitaliste précédente :

« *En réalité, l'idéal qui devait plus tard tout entraîner avec lui dans la personne de l'inventeur, de l'ingénieur et du capitaine d'industrie était bien établi chez les Anglais avant la fin du XVIIe siècle.* » C'était l'idéal même des puritains de la Cité de Londres.

Notons pour finir que, né de l'individualisme professionnel et devenu à son tour une force individualisante, le puritanisme apporta « une énorme contribution à la liberté politique et au progrès social ».

Liberté politique car « le fondement de la démocratie est le sentiment d'indépendance de l'esprit qui donne à l'individu la force de s'opposer tout seul aux puissances de ce monde ». Progrès social. Quand elles se généralisent « les vertus d'initiative, d'activité, d'économie, constituent le fondement indispensable de toute activité complexe et vigoureuse ». Le puritanisme, en revêtant ces vertus d'une sanction surnaturelle, « les transforma en une habitude et une religion » qui, sécula-

risées, font partie, désormais, de notre héritage social. Nous aimons le beau et bon travail ; nous détestons le coulage et le gaspillage inhérents au militarisme, au cléricalisme et à la bureaucratie ; nous nous défions invinciblement des ouvriers honoraires et des intellectuels en rupture de chaire. Ces porcs à l'engrais (car il y a décidément trop de gras dans le parti des maigres) sont nos moines fainéants, nos modernes papistes dont il y a lieu de se débarrasser au plus vite.

∴

Le livre de Pirenne et celui de Tawney se complètent et il s'en dégage même un certain pathétique.

Quel titre de gloire ! Partie de rien la bourgeoisie a maintenant presque dix siècles d'existence ! Elle a jusqu'ici réussi à surmonter tous les obstacles, grâce à des hommes nouveaux se relayant et faisant d'elle une société ouverte où, d'étape en étape, il est possible d'accéder aux premiers rangs. Au début, derrière les hauts murs de ses villes, le patriciat urbain s'engourdit, devient un monde clos qui se sclérose. En tant que classe, la bourgeoisie est alors sauvée par une génération d'aventuriers cosmopolites dont Anvers est le lieu de rendez-vous.

Pour les besoins de son existence et de son expansion, la bourgeoisie exige des droits. Généralisés, ils deviendront les Droits de l'homme et du citoyen.

Le roi gaspille ; les nobles, les clercs l'imitent et ne rendent plus aucun service. Les bourgeois réformés, puis les bourgeois du siècle des lumières, imposent à leurs nations respectives un nouveau style de vie et ils s'emparent du pouvoir. Ils suppriment la monarchie ou la subalternisent. L'utilité se substitue à la naissance. Place aux talents ! mais aussi et surtout, place au caractère ! place à la volonté tenace et réfléchie !

Ce n'est pas la religion qui modifie le capitalisme, c'est au contraire le capitalisme qui, en se transformant, amène les religions à modifier leurs vues à son égard.

Le célèbre philosophe danois, Harald Höffding, qui a un sens élevé de l'histoire, a dit du christianisme originel qu'il « avait un caractère oriental fort net ; il supposait des traditions juives et des idées empruntées à la Perse ». C'est aux interdictions d'un christianisme bien différent que se heurta le capitalisme naissant. Si certains capitalistes furent touchés par les enseignements de l'Eglise, le système, lui, ne fut pas ébranlé : le capitalisme continua de se développer et les canonistes procédèrent aux aménagements nécessaires jusqu'au jour où, de sécularisation en sécularisation, l'Eglise cessa d'être *une réalité juridique essentielle*. Alors, épiphénomène, simple songe du passé, elle se mit simplement du côté du manche.

Dans son amont, le protestantisme flétrit le capitalisme et préconisa un retour à des temps plus archaïques : autant vouloir cultiver la canne à sucre au Spitzberg ! Il échoua, et, en aval, ses énergiques sectaires anglo-saxons, lancés dans les voies du progrès économique, éduquèrent si bien leurs théologiens que ceux-ci en vinrent à faire l'éloge de ce que leurs prédécesseurs avaient blâmé.

∴

Le capitalisme, en dépit de ses contradictions internes, continue à vivre sur sa lancée parce qu'il s'adjoint toujours des éléments vigoureux et pleins d'espoir. On peut rire d'eux : les spéculateurs de 1914-1920, les B.O.F. de 1940-46, les marchands à la sauvette de 1952, constituent une troupe solide de remplacement. Le danger qui menace la bourgeoisie lui vient de l'extérieur : elle est attaquée par la classe exploitée qui, lentement, a élaboré la coutume ouvrière. Par malheur — sauf en de rares instants de lucidité où des « puritains » du prolétariat se rendirent compte que le problème fondamental était celui de la production — les travailleurs se sont battus en aveugles, ni plus ni moins que les paysans dont Pirenne nous a conté les tragiques et malheureux soulèvements. Et quand ils ont triomphé, ils se sont donné de nouveaux maîtres ; ils ont consolidé un Etat qui fonctionne à plein contre eux et les soumet au système terrifiant du lit de Procuste où des millions d'humains périssent au loin, désespérés.

Pour triompher, une classe doit créer des institutions spécifiquement siennes et fonctionnant à son profit. La bourgeoisie l'a compris : la municipalité urbaine, le Parlement national et l'Exécutif démocratique (comité restreint du législatif) lui ont permis de vaincre ses rivaux et de les attacher à son char.

Les travailleurs, eux, ont bien créé des syndicats, organes de lutte contre le patronat, mais ils ne les ont pas suffisamment assortis d'institutions ouvrières de production et de distribution les soustrayant au parasitisme capitaliste.

La nécessité s'impose de développer ces *collectivités* ouvrières qui, par le seul fait de leur existence et de leur expansion, prouvent que l'on peut se passer du capitalisme. C'est cela *le collectivisme*, mot génialement inventé par les travailleurs de la Première Internationale.

Le communisme se flatte de rejoindre le collectivisme par le détour du socialisme d'Etat. Or c'est impossible car, dès qu'on garde l'Etat, on le renforce : il y a des gouvernants et des gouvernés, les premiers exploitant, les seconds regardés comme d'éternels mineurs.

Une armée d'initiés — plutôt puants — détenant le pouvoir et les profits, le régime de la Grâce l'emporte sur celui de la Justice. L'incapable bien en cour devient le chef du bon ouvrier suspect de tiédeur et des tares pires que celles du régime antérieur gangrènent le soi-disant système socialiste.

Ami lecteur, à ton tour de réfléchir. Puisse cet article très incomplet de faire sentir combien est instructive et tonique la lecture des livres de Pirenne et de Tawney.

A.-V. JACQUET

De toutes les factions, la plus puissante, la plus persistante, n'est-elle pas formée par le corps ecclésiastique ? Depuis que l'Eglise existe, elle a toujours cherché à attirer les richesses ; et de là sont nées, dans son sein, de violentes querelles provoquées par l'appât des trésors dont elle dispose. L'Eglise présente bien le caractère d'une faction, car elle n'a jamais eu l'idée de transformer les modes de production ; elle a toujours demandé à ceux qui prélevaient de lourdes dîmes sur le travail de partager avec elle.

G. SOREL.

Luttons pour la liberté !

Le fait brutal est connu de tous : au début d'août, à Lurs (Basses-Alpes), un citoyen anglais, sa femme et sa fillette sont assassinés près de la Durance où ils campaient.

Dans la nuit du crime, un jeune paysan du voisinage, M. Dominici, a entendu des coups de feu, tirés à courte distance de sa ferme. Au petit jour, il se rend aux lieux d'où les détonations sont parties. Il découvre les corps des victimes ; il alerte un passant qui prévient la gendarmerie.

Aussitôt, grand branle-bas : policiers, journalistes en mal de copie sensationnelle, et curieux arrivent à Lurs.

Déjà odieux en tant que tel, le crime commis nous déshonore car un pays civilisé est tenu d'assurer la sécurité des étrangers qui le visitent. Raison de plus pour mener une enquête aussi discrète et aussi serrée que possible afin de découvrir le coupable. Le bruit ne peut que l'inciter à redoubler de précautions.

Pas du tout ! A grand fracas, la police agit avec une hâte inconsidérée. Il lui faut, tout de suite et à tout prix, un accusé. Tout se passe à peu près comme lors de l'assassinat de l'infortunée Madame Garola où l'on s'empressa d'arrêter le contrôleur Veyrac.

Pourquoi, après tout, le coupable ne serait-il pas ce Dominici que l'émotion paralyse ? On a le bonheur de l'avoir sous la main. Dans les formes habituelles, on le soumet à un premier interrogatoire de quatre heures d'affilée, après quoi on le relâche tout en l'ayant à l'œil.

L'interrogatoire a été si harassant que M. Dominici s'alite. Un avocat-député, M. de Moro-Giafferri, proteste contre l'interrogatoire inquisitorial dont le jeune paysan a été l'objet. Un avocat célèbre, M[e] Maurice Garçon, relève les énormes bévues de la police. Celle-ci se défend en jouant sur les mots. A aucun degré, M. Dominici n'a été *accusé*. Oui, on l'a interrogé pendant quatre heures, mais c'était à titre de *témoin* (comme s'il fallait quatre heures pour refaire un récit !). La police n'a pas abusé de ses pouvoirs.

Très irrités des critiques qui leur ont été adressées, les policiers ne lâchent pas leur proie. Certes on voit mal pourquoi Dominici aurait tué trois personnes, alors qu'il était certain d'être soupçonné, le crime ayant été commis à proximité de sa maison. Mais il y a des « contradictions » dans son témoignage. Et puis il est peut-être *très fort*, disent les journaux.

En attendant, beaucoup de temps a été perdu et nous sommes dans le Midi où les esprits entrent volontiers en effervescence. Si, à Lurs, le silence accable la population (chaque citoyen craignant d'être questionné moscoutairement) ailleurs les hypothèses les plus extravagantes se font jour. Les « corbeaux » font pleuvoir les lettres anonymes ; un sourcier et une voyante extra-lucide se manifestent.

Lors de l'affaire Veyrac, la presse immonde, *Matin* en tête, nous avait promenés dans les bordels de la Côte d'Azur ; on avait interrogé ces dames : presque toutes avaient couché avec le contrôleur et — ô lupanar, refuge de la vertu ! — avaient été révoltées par les exigences de ce satyre. Dans toute la région du crime de Lurs le bobard règne. On parle de mystérieux témoins qui en savent long et la voyante dénonce l'un d'entre eux comme l'auteur du crime ; on invoque le « mur de silence » qui paralyse l'action de la justice.

Et toujours on en revient à Dominici comme naguère on en revenait à Veyrac. Sur place, à Lurs, on dresse laborieusement la liste des « contradictions » de Dominici ; on les amplifie ; on en exagère l'importance. Puis tout d'un coup, un beau jour, c'est le grand jeu.

A titre de « témoin » — de témoin bien gardé — on emmène Dominici à Forcalquier. L'auto policière est suivie d'une caravane publicitaire, je veux dire de voitures transportant des journalistes et des estivants désireux d'émotions fortes.

A la gendarmerie, huit policiers d'élite, huit durs parmi les durs, se relayent selon les meilleures méthodes de Iagoda, d'Ejof et de Béria. Ils mitraillent de questions, *pendant 15 heures*, le malheureux fermier. Dans quel état sort-il de leurs mains? Une photographie saisissante du *Progrès* de Lyon répond à la question. On y voit Dominici réduit à l'état de loque humaine, avec des yeux de dément dans un visage ravagé par la souffrance.

Avec un grand courage, Mme Dominici prend la défense de son mari. Elle enguirlande policiers et gendarmes. Elle déclare qu'elle ne repartira pas tant que son compagnon ne lui sera pas rendu : « S'il était coupable, clame-t-elle, je le saurais et je serais la première à le dénoncer. » Ses cris déchirants parviennent jusqu'au public maintenant angoissé.

A la fin des fins, il faut se rendre à l'évidence : Dominici n'est pour rien dans le crime de Lurs. Les « contradictions » qu'on lui a reprochées n'existaient pas (les cris des victimes avaient précédé les coups de feu qui le réveillèrent) ou provenaient de la terreur maladive — beau travail ! — que les policiers avaient réussi à lui inspirer. On le relâche donc et l'enquête repart sur de « nouvelles bases ». On parle une fois de plus du « mur du silence » qui paralyse les enquêteurs. Comme si le silence n'était pas leur œuvre et celle des pissecopie de la « belle » presse française !

Et, au moment où je trace ces lignes, l'assassin court encore.

⁂

En France, la défense des libertés fondamentales ne fait pas partie de notre héritage social. Des métaphysiciens inscrivent ces libertés dans d'éloquentes et interminables déclarations des droits qui en proclament la sainteté mais n'en assurent pas la réalisation.

La réalisation, tout est là ! Celle-ci ne peut être que l'œuvre personnelle des citoyens. Or l'ensemble des libertés ne leur paraît pas être un bien réel, un patrimoine sacré digne d'être défendu et légué après qu'on l'a enrichi de conquêtes nouvelles. La liberté que l'on exige pour soi, en tant que commodité personnelle, on la ravit aisément aux autres.

A juste titre, l'histoire vraie se défie des solennelles déclarations officielles. Elle sait que les grands principes sonores font bon ménage avec les pratiques les plus criminelles. Ce qui compte pour l'histoire ce sont les faits. Or ceux-ci marquent une redoutable propension à se maintenir, à persister et parfois même à s'aggraver.

Les procédures inquisitoriales procèdent d'une tradition remontant à l'ancien régime continuant le moyen âge. Oubliant que les aveux ne sont qu'un des éléments de la preuve, les policiers s'acharnent à en obtenir des accusés qu'ils inculpent.

Il n'en fut pas toujours ainsi. Au début, notre Troisième République se modela sur l'Angleterre. Des assassins qui n'avouèrent jamais — ainsi Pranzini et Prado — furent exécutés parce que leur culpabilité ne faisait aucun doute. On les interrogea, certes, à maintes reprises, mais on ne les harcela pas ; on réunit contre eux un tel faisceau de preuves que leurs dénégations tombèrent dans le vide.

Bien loin d'apporter des preuves supplémentaires, les aveux arrachés par des procédés inquisitoriaux jettent le trouble dans l'âme des jurés dès que l'accusé se rétracte et invoque les tortures qu'il a endurées.

⁂

Elargissons le débat.

Ce n'est pas l'esprit de liberté, c'est le césarisme qui, en France, fait partie de notre héritage social. Pour obtenir la condamnation de l'adversaire (contre lui tous les coups sont permis) nous n'hési-

tons pas à multiplier les juridictions exceptionnelles. Elles abondèrent sous Vichy et la libération en créa d'autres qui ne valaient pas mieux. Toutes respiraient l'esprit de vengeance qui est bien tout ce qu'il y a de plus contraire à l'équité.

Je dis et répète à dessein : *héritage social*. Dans le numéro spécial que le *Larousse mensuel* a consacré à la guerre de 1939-45, un article relatif aux cours et tribunaux note à propos du procès de Riom (engagé et interrompu arbitrairement par l'exécutif) que Pétain s'inspira de la notion de *justice retenue* de l'ancien régime. Il s'attribua des pouvoirs judiciaires royaux. Avant le procès de Riom, il prononça, d'autorité, la peine de détention dans une enceinte fortifiée à l'encontre de MM. Blum, Daladier, Reynaud et Mandel. Beau prélude à la sentence-maison que l'on attendait des cinq gredins chamarrés qui composaient le tribunal de Riom !

Plus tard, comme sous la Terreur, on vit des journalistes frénétiques et des foules sanguinaires s'indigner de la « faiblesse » de certaines sentences rendues par les tribunaux de la libération et regretter que l'on ne pût procéder à de nouveaux procès plus expéditifs et plus sévères. On vit également des *jurés* injurier et menacer l'accusé Laval et rendre presque sympathique ce malheureux raté qui rata tout, même son suicide.

Quand le mauvais exemple vient des gouvernants et des gouvernés, comment veut-on que le policier moyen puisse refréner ses impulsions naturelles et respecter les accusés ?

⁂

Nos droits, disait Harold Laski, ne sont pas matière à archives. Ils ne sont maintenus que grâce à des « abeilles bourdonnantes de la liberté » qui, inlassablement, obligent les pouvoirs publics à se tenir sur la défensive. Le pouvoir corrompt ceux qui l'exercent et, selon la forte parole de lord Acton, il les corrompt d'autant plus qu'il est plus absolu. Le fameux *Etat fort* est d'avance un Etat pourri.

Dans le domaine des droits et des libertés fondamentales, notre politique doit être celle d'Armand Carrel qui, les armes à la main, prit le parti des libéraux espagnols et combattit les troupes de la Restauration. Les défis du pouvoir doivent être relevés consciemment : et nous agissons en bons citoyens quand nous envoyons de l'argent aux Tunisiens victimes des ratissages colonialistes.

Notre parti doit toujours être celui de la victime et il n'est point de questions insignifiantes quand il s'agit du droit.

A.-V. J.

TYPES STALINIENS

Le prolétaire-millionnaire

Le titre officiel de Jacques Kousmitch Pantchenko était troisième attaché d'ambassade. Mais lorsqu'un jour je demandai à une dactylo, qui travaillait à l'ambassade depuis quatre ans, ce que faisait, au juste, Pantchenko, elle me regarda avec étonnement :

— Je ne sais pas... Il est... attaché.

Un jour, une employée faisait le tour des bureaux, une feuille de papier à la main ; elle annonçait que « Pantchenko demandait qu'on aille à la « réunion syndicale ». Je regardai la liste : mon nom n'y était plus. En bas de la liste, je vis la signature : « Le Proforg Pantchenko. » (Proforg : organisateur syndical.) Désirant pénétrer plus profondément la vie de l'ambassade, je voulus aller à cette réunion. Entrant chez Pantchenko, je lui dis : « Pourquoi ne suis-je pas sur la liste ? Je suis membre du syndicat. » Pantchenko sourit avec condescendance :

— Tu es membre du syndicat des imprimeurs, tandis que notre syndicat est un peu particulier. Es-tu membre du parti ?

— Non, je ne suis pas membre du parti, mais membre du syndicat.

— Tu es drôle ! — dit Pantchenko en riant. Tu n'as donc pas eu assez d' « activité sociale » à Moscou ? Repose-toi. A ton retour en U.R.S.S., tu te remettras à ton travail syndical.

J'appris qu'à l'ambassade il n'y avait pas d'organisation du parti et qu'officiellement il n'y avait aucun membre du parti : tous les fonctionnaires de l'ambassade étaient « sans-parti » et membres du syndicat professionnel. En réalité tous appartenaient au parti, mais avant de se rendre à l'étranger, ils remettaient leur carte au comité central du parti communiste. L' « organisation syndicale » de l'ambassade jouait le même rôle que l'uniforme d'aviateur du général Vikhoreff : c'était un déguisement. Un jour, je vis sur la table de Pantchenko une lettre tapée à la machine qui était adressée au « Chef du service étranger du comité central du parti communiste, le camarade Strounikoff ». Pantchenko n'était pas un « proforg » mais un « partorg », le chef de l'organisation du parti à l'ambassade.

Bien que tous les employés désignés pour l'étranger soient soumis à Moscou au contrôle de nombreuses commissions, il faut conserver l'œil sur eux. Des tentations et des provocations de toute sorte les guettent : « entourage bourgeois », « contagion capitaliste »... D'autant plus qu'il y eut des précédents : par exemple le saut par-dessus le mur de Bessedovski. Pantchenko avait pour mission de veiller sur chaque employé, de le préserver du danger de la contagion et, aux premiers symptômes du mal, aux premiers indices trahissant un penchant pour le refus de retourner en Russie soviétique, de le renvoyer à Moscou. C'est de Pantchenko que dépendait le séjour de tel ou tel fonctionnaire à l'ambassade de Paris.

Aux réceptions officielles de l'ambassade, Pantchenko assistait en tenue noire de diplomate, avec épaulettes d'argent, un poignard à manche doré à la ceinture. A le voir, jamais on n'aurait dit que, dix ans auparavant, ce jeune « diplomate » était graisseur de wagons sur un des chemins de fer du Sud de la Russie. Pantchenko a sans doute lui-même oublié le temps où, vêtu d'une blouse sale et muni d'une burette, il rampait sous les wagons. Bien lavé, bien nourri, s'il se rappelait maintenant qu'il avait été ouvrier, c'était uniquement pour se vanter de la rapidité avec laquelle il avait fait sa carrière. En effet, Pantchenko n'était pas resté ouvrier longtemps ; il manifesta très vite un goût très vif pour la politique ; il prenait la parole aux réunions, démasquait les « malfaiteurs », les « saboteurs », les « opportunistes » et, sans doute, les dénonçait au N.K.V.D. Il s'inscrivit au parti et se vit bientôt attaché au service politique du district ferroviaire local.

L'ascension de Pantchenko fut rapide ; on le nomma au service politique de la ligne, puis au service politique du commissariat des chemins de fer, et enfin au service politique du commissariat des Affaires étrangères. Pantchenko était un homme inculte et ignorant ; sa tête était bourrée comme une discothèque de citations des classiques du marxisme et, surtout, de celles des « Questions du léninisme », de Staline, et de l' « Histoire du Parti communiste ». Dans le domaine des citations, il pouvait en remontrer à quiconque « ayant de l'instruction ». Bien que Pantchenko ne connût aucune langue étrangère, il fut nommé « attaché ». Muni d'une tenue diplomatique, il partit avec sa jeune femme pour Paris. Ses fonctions étaient bien payées : en 1946, lorsque le salaire d'un ouvrier variait entre 6 et 8.000 francs par mois, Pantchenko en gagnait 65.000 ; il était logé à l'ambassade et recevait une ration spéciale qu'il payait, pour lui et sa femme, 3.000 francs par mois. Avec les 62.000 francs restant, Pantchenko achetait des objets en or, commandait des costumes et des robes pour sa femme et grossissait son dépôt à la caisse d'épargne. C'était le type nouveau du prolétaire-millionnaire de formation soviétique (1).

(1) Extrait du livre de Michel Koriakoff : « Moscou ne croit pas aux larmes ». Editions du Monde nouveau.

PROPOS DE RENTRÉE

Nous devrions en ce moment consacrer toute notre attention au prochain congrès F.O. Avant la guerre, toute la *R.P.* aurait été orientée dans le sens de la préparation de celui-ci. J'ai tenté (numéro de juin) de poser certaines questions qui me paraissent essentielles. Vainement. Il faut croire que mon style n'est pas assez... piquant. J'espérais que tous nos amis soutiendraient l'action menée pour l'unité du syndicalisme libre — ne serait-ce que pour créer l'atmosphère. L'âge ne m'a pas guéri de mes illusions... Le souvenir des réunions amicales du petit groupe de la *R.P.*, pendant le congrès confédéral de 1936 à Toulouse, la confiance totale qui régnait entre nous, notre volonté commune de soumettre nos exigences à la recherche de l'efficacité, de sacrifier l'accessoire à l'essentiel, tout cela me revigorait et fortifiait mes espoirs.

Est-ce ce mois de septembre, au ciel de Toussaint ? Je ne sens que défiance, suspicion, lassitude... Alors parlons d'autre chose... d'autre chose qui ne soit pas étranger à la préparation... morale du congrès. Et, isolé dans notre coin, consolons-nous en pensant que depuis plus de trente ans, notre action a toujours été inspirée par l'esprit de Pelloutier et l'esprit de Zimmerwald, qu'elle l'est encore, lorsque nous luttons contre l'empoisonnement de l'enfance en U.R.S.S. (F.O. 1949), lorsque nous appelons les enseignants syndicalistes dans les unions de syndicats, lorsque nous nous solidarisons avec les syndicalistes américains...

LA QUERELLE CAMUS-SARTRE

Tous nos amis ne lisent pas les *Temps modernes*, la revue de Jean-Paul Sartre. Mais tous ont trouvé dans la presse des échos de la polémique engagée dans le numéro d'août 1952 des *Temps modernes* autour du livre d'Albert Camus : *l'Homme révolté*.

Notons d'abord, pour éclairer l'affaire, que Camus, collaborateur de la revue et ami de son directeur, a pu légitimement s'étonner d'y trouver dans le numéro de juillet un « esquintage » de son œuvre et de sa personne écrit par Francis Jeanson qui — selon le principal intéressé — *« a pratiqué l'omission, travesti la pensée du livre, qu'il se propose de critiquer et fabriqué à son auteur une imaginaire biographie »*. Camus a réagi en s'adressant directement à Sartre. Réponses de J.-P. Sartre et de Francis Jeanson. 67 pages à lire... et pas d'une lecture facile.

Nous n'interviendrons pas dans le débat littéraire et philosophique, si intéressant qu'il soit. D'autres jugeront les deux hommes, apprécieront la noblesse du style de Camus, la virtuosité polémique de Sartre. Nous ne voulons ici que relever tout ce qui, chez l'un et l'autre, se rapporte aux combats dans lesquels nous sommes engagés.

Une haine que l'on veut désarmer

Quoi que ce soit une réflexion d'ordre secondaire, il n'est pas inutile d'observer l'attitude de J.-P. Sartre, devant les communistes qui, selon son propos, le haïssent. Qu'il ne se vante pas de cette haine... c'est désintéressement généreux — qu'il regrette profondément cette hostilité, qu'il envie la profonde indifférence que les staliniens témoignent à Camus, voilà qui est plus inquiétant. Sans doute, continuera-t-il à dire *« ce qu'il croit vrai »*. Mais justement... il s'agit de croyance... c'est-à-dire de tendances personnelles. Dans cette découverte de ce qu'il *« croit vrai »*, Sartre n'est-il pas influencé par son désir de diminuer l'hostilité des staliniens ?

Camus n'a pas voulu répondre directement à l'Hervé d'*Action* pas plus qu'à Jeanson des *Temps modernes*. Dans le second cas, c'est affaire personnelle. Mais dans le premier ? C'est que Camus ne parle pas à un communiste. Sartre attribue ce dédain à une supériorité affectée que « personne ne reconnait à Camus » (*sic...*). Ce que tous les gens de bonne foi reconnaissent c'est que toute controverse avec des intellectuels staliniens sur des sujets politiques, philosophiques, scientifiques, littéraires ressemble à un dialogue de sourds, à un combat de Don Quichotte. On n'oppose pas des idées à des clichés de propagande, des convictions à des consignes. On ne discute pas de prophylaxie avec un Joliot-Curie capable de justifier le mythe monstrueux de la guerre bactériologique. On ne discute pas philosophie avec l'auteur de l'article sur l'existentialisme paru dans *l'Encyclopédie soviétique*. De la part de Camus, ce n'est pas outrecuidance, mais bon sens et dignité. J.-P. Sartre est trop intelligent pour être dupe. Alors, qui veut-il tromper ?

Marxisme et tradition révolutionnaire

Il ne convient pas de débattre ici de *l'Homme révolté*, du rôle capital ou exclusif de « l'economique et de l'historique », des grandes idées de Camus sur les thèmes constants de la révolte métaphysique. Ce qui appelle notre attention, c'est plutôt la question des rapports entre le marxisme, la tradition révolutionnaire, le mouvement ouvrier.

Camus trouve dans l'article de Jeanson — dont il semble attribuer, à tort ou à raison, la paternité spirituelle à Sartre — *« le silence ou la dérision à propos de toute tradition révolutionnaire qui ne soit pas marxiste... le syndicalisme révolutionnaire est raillé pendant que mes vrais arguments en sa faveur, appuyés sur ses conquêtes et sur l'évolution proprement réactionnaire du socialisme césarien, sont escamotés ! »* Voilà qui est clairement posé. Est-ce manque de subtilité ? Je ne trouve pas la même clarté dans la réponse de Sartre. Il dit simplement du syndicalisme révolutionnaire *« on peut, voyez-vous, juger un mouvement inefficace tout en admirant le courage, l'esprit d'entreprise, l'abnégation et même l'efficience de ceux qui y ont pris part. »*. C'est flatteur pour les syndicalistes de 1906. Mais cela ne résout pas le problème de la place du marxisme dans la tradition révolutionnaire. Un ami me communique un texte de Sartre (Situations. II) beaucoup plus explicite :

*La responsabilité des hommes de lettres du XIX*e *siècle s'étend plus loin : si les auteurs eussent trouvé audience auprès des classes opprimées, peut-être la divergence de leurs points de vue et la diversité de leurs écrits eussent contribué à produire dans les masses ce qu'on nomme très heureusement* un mouvement d'idées, *c'est-à-dire une idéologie ouverte, contradictoire, dialectique. Sans aucun doute le marxisme eût triomphé, mais il se fût teinté de mille nuances, il lui eût fallu absorber les doctrines rivales, les digérer, rester ouvert. On sait*

ce qui s'est produit ! Deux idéologies révolutionnaires au lieu de cent, les Proudhoniens en majorité dans l'Internationale ouvrière avant 70, *puis écrasés par l'échec de la Commune, le marxisme triomphant de son adversaire, non par la puissance de cette négativité hégélienne qui conserve en dépassant mais parce que des forces extérieures ont supprimé purement et simplement une des formes de l'antinomie. On ne saurait trop dire ce que ce triomphe sans gloire a coûté au marxisme : faute de contradicteurs, il a perdu la vie. S'il eût été le meilleur, perpétuellement combattu et se transformant pour vaincre et volant des armes à ses adversaires, il se fût identifié à l'esprit ; seul il est devenu une Eglise, pendant que des écrivains gentilshommes à mille lieues de lui se faisaient les gardiens d'une spiritualité abstraite.*

D'une première lecture, on tire de cette page une impression satisfaisante — quelque peu altérée par un examen plus minutieux. Tout dépendrait d'un conflit d'idéologies, d'un mouvement d'idées ? Les historiens scrupuleux ont déjà ruiné cette thèse. L'action et l'organisation spontanées ont toujours précédé les idéologies. L'explication et la théorie marxistes, comme la morale proudhonienne, comme la philosophie sorélienne n'intervinrent qu'après coup. C'est le maniement de la chaussette à clous qui inspira les *Réflexions sur la violence* — comme l'observation du chartisme avait probablement inspiré Engels et Marx. Sans doute, Sartre n'est-il pas marxiste — il l'affirme — mais parce que le marxisme est devenu l'Eglise triomphante. Nous en revenons au vieux débat — historique aussi — sur le rôle des hérésies, sur la nécessité d'une tolérance plus étendue que celle qui ne maintenait en face de l'Eglise officielle que l'Eglise « prétendue réformée » (ici, l'idéologie proudhonienne) C'est dans le même esprit que Saint-Simon condamnait la révocation de l'Edit de Nantes et les dragonnades. Que l'orthodoxie se transforme pour vaincre, pour triompher finalement. Opportunisme rarement formulé, toujours appliqué par l'Eglise de Rome.

Ce qui est dangereux dans cette attitude, c'est qu'elle détermine la nécessité du parti, c'est-à-dire du groupement idéologique, pour ne pas dire du sacerdoce. Accusé en effet de se perdre dans les nuages, Camus indique incidemment qu'il est un peu fatigué de se voir « *et de voir surtout de vieux militants qui n'ont jamais rien refusé des luttes de leur temps recevoir sans cesse des leçons d'efficacité de la part de censeurs qui n'ont jamais placé que leur fauteuil dans le sens de l'histoire* ».

Piqué au vif, Sartre s'irrite de ce procédé... « théâtral » et il oppose aux vieux lutteurs de Camus, le vieux militant communiste — chargé d'ans et des maux les plus propres à émouvoir — qui tiendrait ce discours : « *Je suis fatigué de voir des bourgeois comme vous s'acharner à détruire le parti qui est mon unique espoir, quand ils sont incapables de rien mettre à sa place.* » Voilà l'aveu décisif qui explique la position de Sartre, comme les divagations trotskystes. Un seul espoir : le parti (au sens bolchevik et non marxiste du terme) (1). Plus de parti, plus d'espoir. Un parti que Sartre voudrait peut-être humaniser, dont les trotskystes voudraient certainement prendre la direction, mais dont, en attendant, on proclame qu'il porte l'unique espoir révolutionnaire.

Sans doute peut-on également discuter l'antithèse de Camus qui reprochant à ses contradicteurs de ne laisser d'autre issue que le statu quo ou le socialisme césarien leur attribue ce féroce postulat : « *Seul le marxisme sera révolutionnaire, parce que seul, aujourd'hui dans le mouvement révolutionnaire, il dispose d'une armée et d'une police.* » D'accord avec Camus pour refuser au marxisme le monopole de la tradition révolutionnaire, nous ne le confondons pas avec le socialisme césarien et nous distinguons encore celui-ci du stalinisme. De Marx à Lénine, de Lénine à Staline, la filiation ne nous paraît pas établie avec certitude. L'est-elle pour Camus ? Ce n'est pas certain. Elle l'est certainement pour Sartre. On lui accordera qu'il voudrait au communisme un autre visage. Mais il le reconnaît sous le masque de Staline. Communistes, donc marxistes, les adhérents du Kominform, les soldats de Mao Tse-toung et du Viet Minh... C'est par conviction révolutionnaire, par adhésion inconsciente au marxisme que la majorité de la classe ouvrière française vote ici pour les staliniens. Tentera-t-on de prouver que toute la phalange russe d'octobre 1917 a été exterminée, que le prolétariat russe est exploité comme le prolétariat d'Europe occidentale à l'aube de la révolution industrielle, qu'il n'y a en Chine et en Indochine qu'une conjonction de forces accidentelle, que les électeurs communistes ne sont dans leur majorité ni ouvriers, ni communistes, ni révolutionnaires, que les adhérents de la C.G.T.K. n'obéissent qu'aux mots d'ordre de grève lancés par d'autres syndicats que les leurs? Tout cela ne dérange pas une démonstration dans l'abstrait qui permet à Sartre de s'orienter d'abord contre « l'anticommunisme », comme à M. Pierre Cot de ne pas concevoir de majorité républicaine sans les communistes.

Le fait concentrationnaire

Seulement ce raisonnement justifie l'affirmation péremptoire de Camus que l'on n'a pas le droit d'ignorer le fait concentrationnaire en Russie, lorsque l'on aborde les questions posées par l'idéologie révolutionnaire en général, le marxisme en particulier. Ou alors il faudrait — comme nous — opposer le socialisme au stalinisme, à un régime qui, trente-cinq ans après son établissement, ne survit que par la hiérarchie, la terreur, les camps de concentration. Et tout le raisonnement s'écroule.

C'est là qu'on attend Sartre. Inutile de nous répéter qu'il a en effet condamné les camps de concentration (ne discutons pas ici les conditions et les attendus de son jugement). Ce qui est essentiel, ce n'est pas cette condamnation, c'est la conclusion qu'il faut en tirer. Ce n'est pas l'atrocité des camps qui importe, ici. C'est la place du camp à l'extrémité d'un système qui débute par le livret ouvrier, le stakhanovisme, le passeport intérieur, le travail forcé, et que Sartre et les siens qualifient encore de socialiste.

Là, vraiment, Sartre exagère ! On lui demande de juger le régime stalinien. Il noie le fait concentrationnaire dans une écœurante salade où se mêlent : la chasse aux sorcières aux U.S.A., l'affaire malgache, l'affaire indochinoise, l'Espagne de Franco, tout cela après avoir posé fort correctement la question : « *Ce qui devait provoquer l'indignation et peut-être le désespoir, c'était l'idée qu'un gouvernement socialiste, appuyé sur une armée de fonctionnaires, avait pu systématiquement réduire des hommes à la servitude.* » Seulement à cette question, Sartre ne répond pas nettement et définitivement. Parce qu'il ne veut pas subir l'abject chantage des anticommunistes (2). Qui donc

(1) Les communistes, selon le Manifeste de Marx et d'Engels, ne doivent pas constituer un parti distinct du parti ouvrier. C'est bien à Lénine que l'on doit la conception bolchevique d'un parti dirigé par des équipes de « révolutionnaires professionnels ».

(2) Sartre voyant les affiches qui représentent des déportés derrière des barreaux avec cette légende :

le lui demande ? Quel est parmi nous celui qui a cédé à ce chantage ? Avec les démocrates et les syndicalistes américains nous avons condamné la « chasse aux sorcières », mais il s'agit là d'un phénomène provoqué par l'action publique et... secrète des agents staliniens aux U.S.A., qui n'a aucune influence sur le concentrationnisme russe. Quant à notre action — à laquelle Camus a participé — contre le colonialisme et le franquisme, elle n'a en rien été influencée par notre lutte antistalinienne (3). J.-P. Sartre semble voir une contradiction insoluble en cette double attitude — cependant conforme à la logique interne de notre mouvement. C'est que nous dérangeons ses schémas et ses classifications.

On l'étonnera peut-être davantage en lui précisant qu'EN AOUT 1927 la *R.P.* posait déjà la question de *l'internement administratif* dans les colonies françaises, en Italie fasciste et en U.R.S.S. Ce ne sont pas des ennemis de la Révolution russe et du socialisme, mais des communistes de 1917, des socialistes, des libéraux, des libertaires, des syndicalistes qui ont constamment, depuis vingt-cinq ans, pris l'initiative de dénoncer les crimes staliniens. La fameuse commission Dewey constituée en Amérique pour juger les procès de Moscou ne comprenait que des « progressistes », dont beaucoup avaient sympathisé avec la Russie des Soviets. Quant à la presse bourgeoise — à quelques exceptions près — elle n'a suivi les procès Kravchenko et David Rousset qu'avec une attention mêlée d'ironie et de répugnance. Les anticommunistes les mieux avertis et les plus habiles ne manquent pas au contraire de confondre stalinisme et socialisme et de présenter le maréchal Joseph comme le prophète d'une nouvelle croisade. En arrachant aux staliniens leur masque communiste, en libérant les ouvriers communistes des mensonges staliniens, nous désarmons la bourgeoisie réactionnaire que Sartre fortifie par ses équivoques.

La controverse Camus-Sartre dépasse singulièrement par sa portée les deux personnalités en cause. Elle a l'avantage de poser une fois de plus la question préalable, de fixer les conditions d'un rassemblement des travailleurs et des intellectuels révolutionnaires. La rupture avec les staliniens est-elle occasionnelle ou définitive, accidentelle ou essentielle ? Le stalinisme est-il une simple déformation du marxisme ou une tyrannie réactionnaire qui annihile le mouvement ouvrier et écrase toute pensée libre ? Le fait concentrationnaire est-il un système répressif du même ordre que « la chasse aux sorcières en U.S.A. » ou la monstrueuse expression d'un régime politique et économique? A ces questions, Boutbien et Roger Clair dans leur brochure : *Chaque homme soit dieu*, répondent avec une netteté remarquable : « *La victoire du socialisme dans le monde suppose la rupture décisive de l'appareil politique stalinien en Union soviétique.* » Qu'on approuve ou non leur tentative de renouvellement des concepts socialistes, avec eux on peut discuter. Est-ce encore possible avec les intellectuels des *Temps modernes* qui écrivent : « *Le mouvement stalinien à travers le monde ne nous paraît pas être authentiquement révolutionnaire, mais il est le seul qui se prétende révolutionnaire et il rassemble en particulier chez nous la grande majorité du prolétariat ; nous sommes à la fois contre lui puisque nous en critiquons les méthodes et pour lui parce que nous ignorons si la Révolution authentique n'est pas une pure chimère, s'il ne faut pas justement que l'entreprise révolutionnaire passe d'abord par ces chemins-là avant de pouvoir instituer quelque ordre social plus humain et si les perversions de cette entreprise ne sont pas, dans le contexte actuel, tout compte fait préférables à son anéantissement pur et simple.* » (4) (F. Jeanson. Pour tout vous dire. *Les Temps modernes* d'août 1952).

Nous avons reconnu notre incompétence dans le débat philosophique ; nous avons refusé de prendre parti dans une dispute personnelle assez affligeante. Il n'est pas interdit de fixer une préférence, sans même la justifier. Camus parle de cette misère *qui suscite des milliers d'avocats et jamais un seul frère*. Et voilà J.-P. Sartre qui ironise un peu lourdement : « Vous choisissez vos misérables et je ne pense pas que vous soyez le frère du chômeur communiste de Boulogne ou du journalier misérable qui lutte en Indochine contre Bao Daï et contre les colons (5). Vous ne ressemblez pas à saint Vincent de Paul ou à une sœur des pauvres ». N'insistons pas. Il n'est plus question ici d'intelligence.

On n'est pas toujours d'accord avec Camus ; on peut ne pas goûter également tout ce qu'il écrit. On peut admirer au contraire la multiple compétence de J.-P. Sartre. Mais nous découvrons intuitivement chez Camus — ce que nous ne trouverons jamais chez Sartre — ce que nous aimions déjà chez Marcel Martinet : les mots qui par delà leur signification propre résonnent en nous comme un appel fraternel. Pour exprimer notre choix en termes du théâtre — où Sartre s'impose comme un maître, où Camus a tenté sa chance — nous écoutons du Sartre, de la salle, en public souvent charmé. Camus nous transporte sur la scène et nous nous confondons avec ses personnages.

Passez vos vacances en U.R.S.S., juge qu'ici ce ne sont pas les communistes qui sont ignobles. Que cette campagne soit maladroite ou dangereuse... c'est possible. Qu'elle soit plus... « ignoble » que le régime dénoncé... voilà qui dépasse l'entendement !

Sartre a-t-il des enfants ? Nous lui soumettons cette réflexion d'une petite fille de huit ans : les Américains tuent les bébés avec de grosses mouches (rigoureusement authentique). A-t-on le droit de qualifier d'ignoble l'affiche qui a provoqué une telle réaction ?

(3) Des amis qui ne sont pas réactionnaires nous ont reproché de « faire le jeu des staliniens » en soutenant les revendications des peuples indochinois, tunisien, iranien. Pour les uns et les autres, nous sommes illogiques en persévérant dans une lutte anticolonialiste que menèrent bien avant 1914, non seulement les syndicalistes et les libertaires... mais tous les socialistes derrière Jaurès et Guesde.

(4) Ce métafouillis est-il marxiste ? Qu'est-ce que la... « Révolution authentique » ? En quoi le fait de se prétendre révolutionnaire... confère-t-il un droit au respect ? Mussolini et Hitler se prétendaient aussi révolutionnaires... De leur entreprise aussi on pouvait dire qu'elle passait d'abord par des chemins sanglants mais qu'elle finirait par instituer un régime plus humain. Dans ce domaine toutes les fantaisies sont possibles. Nous avons un critérium : les conquêtes ouvrières... conquêtes sociales et humaines, en dehors de la prise du pouvoir confié à des « mandataires » (! ?) Alors deux questions se posent : De 1917 à 1952 dans quel sens a évolué le régime russe ? Dans les démocraties populaires (en Pologne et en Tchécoslovaquie, par exemple), la classe ouvrière n'a-t-elle pas perdu la plus grande partie de ses conquêtes ? Il est vrai que pour M. Jeanson, la Révolution c'est peut-être tout simplement la réalisation du plan quinquennal. Alors décidément, nous ne parlons pas le même langage.

(5) Pourquoi ne serions-nous pas les frères de ces journaliers indochinois ? Pourquoi ranger dans la même classe de misérables : le chômeur communiste de Boulogne ? Pourquoi de Boulogne ? Et pourquoi communiste ? Sartre veut-il dire qu'un chômeur... de Boulogne est obligatoirement communiste ? Ou veut-il faire allusion aux chômeurs professionnels... agents électoraux des municipalités communistes ?

L'EFFICACITE DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

La querelle Camus-Sartre touche incidemment au syndicalisme révolutionnaire, jugé comme l'antithèse du socialisme césarien. D'autres — et en particulier le Mentor de la confédération des syndicats indépendants — se gaussent de notre fidélité aux formules de 1906. Et en quels termes ! Cet homme d'Etat — ordinairement distingué et même quelque peu distant — joue assez mal le rôle de Tabarin. Je ne voulais pas le mettre personnellement en cause. Je n'ai pas oublié qu'il s'est spontanément intéressé à mon sort en 1940 et ce n'est pas sa faute si ce fut vainement. Je lui ai témoigné plus de gratitude pour son intention que d'autres pour des bienfaits réels. Mais vraiment il exagère. Son mépris du syndicalisme révolutionnaire et son acharnement à discréditer tout ce qui vient de F.O. ne facilitent pas la tâche des militants des syndicats indépendants, aussi sincèrement préoccupés de l'unité du syndicalisme libre que décidés à rompre avec les adjudants du général. On peut même se demander si ce n'est pas chez lui malignité volontaire et préméditée.

Pour mieux nous accabler, notre censeur reprend la formule *« tout le pouvoir aux syndicats »*, lancée dans la *R.P.* en 1934. Voilà qui appelle sa pitié méprisante. Seulement les syndicats de l'époque n'étaient pas encore bolchevisés. La C.G.T. avait pris le 12 février 1934 la direction de la lutte antifasciste qu'elle ne sut pas garder, malgré l'intelligence supérieure qui jouait auprès du Pape le rôle de cardinal-vicaire. C'était aussi l'époque du « planisme », pas mal de grands hommes se croyant appelés à devenir les « Henri De Man » français. Plan de la Révolution constructive, plan de la C.G.T., plan du 9 juillet. Jules Romains — docteur Knock de la grande politique — s'offrait pour un « destin hors série ». L'un des collaborateurs actuels de notre homme d'Etat — dont l'intelligence d'ailleurs a servi dans le passé le mouvement ouvrier — avait même lancé cette formule un peu orgueilleuse : le plan, tout le plan, rien que le plan. Quel est le bilan des réalisations accomplies par ces éminents planistes pendant dix-huit ans ? par De Man et ses émules français ?

Si notre ambition était excessive, elle nous a cependant liés aux syndicats que nous avons servis à la base et nous avons la consolation de n'avoir jamais ressenti le vertige des sommets, auquel d'autres n'ont pas résisté.

Quant au syndicalisme révolutionnaire, il faut, en effet — comme dit Camus — le juger sur ses conquêtes... et sur son opposition souvent victorieuse au socialisme césarien. Nous ne redoutons pas les débats sur les systèmes et les doctrines, pas même sur le texte de la Charte d'Amiens qui a, sur la fameuse Charte du travail, l'avantage de supporter encore la lecture. Mais ce qui est hors de discussion, ce sont les résultats de l'action menée dans l'esprit de la Charte d'Amiens, c'est-à-dire sous le double signe de *la spontanéité ouvrière* et de *l'indépendance syndicale*. Nous n'évoquerons pas seulement la période héroïque de la C.G.T. de 1906. Mais trente ans plus tard, alors que les controverses académiques sur le plan et le programme du Rassemblement populaire n'étaient pas closes, la classe ouvrière française en occupant les usines imposait des conclusions que les militants les plus hardis n'avaient ni conçues ni espérées. Et ce ne sont là que deux exemples historiques. L'action directe n'a pas toujours été aussi efficace. Mais il n'est pas de victoire ouvrière réelle et décisive qui n'ait été l'effet de l'action directe. C'est dans cet esprit que nos camarades allemands luttent pour la cogestion. C'est aussi par leur action — et non par des bavardages autour de la productivité — que les syndicats américains ont élevé le niveau de vie des ouvriers, institué un véritable droit syndical, développé leur puissance et déterminé par conséquence directe le prodigieux essor de la technique industrielle. Action qui prit souvent le caractère de batailles sanglantes. Et quoi que l'on dise ici, les militants de là-bas n'ont pas oublié cette période héroïque, ni renié l'héritage des pionniers.

On accordera à nos illustres interlocuteurs que ce mouvement international a été traversé par des idéologies confuses, contradictoires, que dans certains cas et dans certains pays on ne voulait pas prévoir au delà du lendemain immédiat. Il nous suffit de constater que toujours et partout le succès fut assuré lorsque les doctrinaires, les politiciens et les hommes d'Etat ne se mêlèrent pas de l'affaire et n'intervinrent que lorsque l'action eut été menée à son terme.

LA PURGE, APRES LES LIBATIONS

Le fameux sénateur Mac Carthy, le héros de « la chasse aux sorcières », vient d'être plébiscité triomphalement lors d'une élection dans le Wisconsin. On a raison de s'en affliger. On aurait tort de croire qu'il s'est installé dans un vieux fief réactionnaire.

J'ai signalé dans mes notes sur notre voyage aux U.S.A. (*R.P.*, décembre 1950) le caractère particulier de l'Etat du Wisconsin, où l'université de Madison demeure l'une des plus libérales d'Amérique, avec la plus vieille *school for workers* fondée en 1924, où le centre industriel de Milwaukee subit encore l'influence de noyaux socialistes héritiers des communistes allemands de 1848. L'Etat s'était placé à l'avant-garde des U.S.A., sur le plan de la législation sociale. Il fut longtemps gouverné et représenté par les progressistes La Follette (dont l'un fut le seul sénateur opposant à la guerre en 1917). Que la majorité soit devenue républicaine et conservatrice, c'est sans doute par l'influence de puissantes féodalités économiques et aussi peut-être par l'effet de la grande dépression de 1930, sur la population rurale, très importante. Mais le succès de Mac Carthy — désavoué par des politiciens prudents de son propre parti — n'a-t-il pas d'autres causes ?

Mac Carthy lui-même s'est déterminé à la suite de la dénonciation des opérations d'espionnage menées par des agents staliniens au sein même du Département d'Etat. Son principal conseiller ne fut-il pas un communiste repenti qui participa à ces opérations ?

Les Unions C.I.O. du Wisconsin furent également fortement noyautées par les staliniens. Dans les notes déjà citées, j'ai précisé quelques effets de ce noyautage, qui provoqua même une scission dans le C.I.O.

Seulement là-bas, on veut jouer le fair play. On n'aime pas les agents doubles, on méprise les gens qui subordonnent leurs mandats syndicaux à leurs consignes secrètes. Les syndicats ont été libérés et nettoyés rapidement. On peut supposer également que de nombreux citoyens moyens qui ont goûté aux philtres des sorcières se soulagent aujourd'hui avec les purges de Mac Carthy...

Roger **HAGNAUER.**

P.-S. — Le désir de J.-P. Sartre est satisfait. Il semble avoir désarmé la haine des communistes et il a droit à... « la main tendue » des valets staliniens des *Lettres françaises*. Contrairement à son héros des *Mains sales*, il est... *« récupérable »*. A quand l'engagement... avec uniforme ?

La renaissance du syndicalisme

La leçon de l'expérience...

L'unité syndicale redevient d'un intérêt actuel, comme en 1930 au temps des 22. Mais les circonstances différentes créent des conditions nouvelles de réalisation.

Le syndicalisme vit et se développe sur les bases d'une expérience continuelle et sans cesse enrichie. Il ne peut, à peine de déchéance, en négliger les enseignements. Dès lors, il ne faut pas que les erreurs, les graves erreurs de 1934-35, se renouvellent.

N'aimant pas battre ma coulpe sur la poitrine des autres, j'avoue carrément m'être trompé dans l'action d'alors et, qui plus est, m'être trompé en pleine connaissance de cause. Ma faute est même d'autant plus grave qu'ayant joué un certain rôle au congrès de Montpellier (1934) j'avais pu me rendre compte de la scélératesse des staliniens.

Expliquons-nous.

En 1930, 31, 32 et 33 les staliniens français avaient pratiqué une politique de folie résumée en un seul mot : putchisme. Dans des temps où les travailleurs las, passifs, accablés et divisés résistaient mal aux attaques de la bourgeoisie s'orientant vers le césarisme, les staliniens soutenaient — Staline et sa clique l'ordonnant — que l'on assistait à une radicalisation des masses et à un essor révolutionnaire sans précédent. D'après eux, le fascisme, l'hitlérisme n'en avaient plus que pour quelques mois. Parler, en France, d'une unité ouvrière sans vainqueurs ni vaincus c'était trahir la révolution toute proche, se muer en garde blanc, devenir un chien sanglant du fascisme, etc. Toute la lyre et tout le délire.

En juillet 1934 changement de front, changement tel que jamais nous n'aurions dû négocier avec les staliniens !

En juillet 1934, le régime hitlérien cesse d'être pour eux un accident historique sans importance. Il se consolide et, comme il a besoin d'une guerre à l'Est pour installer, aussi loin que possible, ses faméliques aux dents longues, les Picrochole de Moscou prennent peur. L'armée française, métropolitaine et coloniale, entre aussitôt dans leurs calculs pour encaisser les coups du « Boche » et lui en porter. De la sorte ce n'est pas toutes forces unies que les troupes allemandes déferleront sur la Russie.

Conséquence : le moment n'est plus, en France, de parler des « fayots », des « gueules de vaches », des « rempilés », des « galonnards », des « culottes de peau ». Tout le vocabulaire antimilitariste habituel est relégué au magasin des accessoires. Il n'est plus davantage question de persévérer dans la politique de provocations et d'insultes rituelles menée contre la C.G.T.-Jouhaux et la S.F.I.O.

Depuis 1930, consécutivement au manifeste des 22, bientôt suivi de l'approbation enthousiaste et réfléchie de plusieurs centaines de militants représentatifs, une mystique de l'Unité, de l'Unité pour l'Unité — *là commence le danger !* — anime la partie la plus jeune et la moins expérimentée de la classe ouvrière. Quelle bonne aubaine pour les staliniens ! On donnera satisfaction à cette masse ardente et irréfléchie qui dit en avoir assez des « querelles de mots » et de l'intransigeance des « vieux » n'ayant à la bouche que l'indépendance du syndicalisme. On aura ainsi l'équivalent, dans le domaine syndical, de la fameuse « promotion Lénine » qui, par manque d'expérience, permit à l'appareil stalinien d'éliminer la vieille garde révolutionnaire. Dès que se précise la menace hitlérienne, la campagne unitaire commence tandis que la diplomatie stalinienne se modifie d'une façon si ostensible qu'elle frappe tous les neutres.

Toutes voiles dehors, on s'achemine résolument vers la guerre. Alliés peu sûrs, les gouvernants français et russes se surveillent. Ils flétrissent à qui mieux mieux le régime nazi (dans l'espoir de le rendre plus souple) mais négocient néanmoins avec Hitler à qui ils font comprendre qu'il aura les mains libres pour tomber sur l'adversaire de son choix.

Pendant ces longs maquignonnages, une autre négociation non moins dangereuse, non moins machiavélique, s'engage entre le clan Jouhaux qui joue le rôle de Dindenaut et le clan Frachon qui tient celui de Panurge.

La direction confédérale cherche à faire trainer les choses en longueur. Elle multiplie ses exigences. En vain. Les staliniens les acceptent aussitôt que formulées. Les jeunes s'impatientent et plus tard — quelle tristesse ! — ce seront les mystiques de l'Unité qui deviendront les victimes de choix des staliniens.

Quand, au début d'août 1934, les instituteurs se réunissent en congrès — les uns à Nice et les autres à Montpellier — les staliniens manœuvrent pour que s'opère la fusion organique des deux syndicats. Ce sera le point de départ pour d'autres fusions forçant la main au clan Jouhaux.

A Montpellier, avant que ne s'ouvre le congrès, les staliniens sont méconnaissables. Tout miel et tout sucre, ils pelotent les membres de la Ligue syndicaliste : « Vous n'allez pas vous déjuger au moins ! » nous disent-ils quand ils nous voient réticents.

Et pourquoi pas après tout ? Gardons-nous d'élever quoi que ce soit à l'absolu. L'unité loyalement réalisée ouvre d'immenses perspectives. Mais elle est pire que la scission si l'un des partenaires ne songe qu'à tromper. Et tel était bien le cas en 1934.

A Montpellier, c'est en ennemis que nous traitons les staliniens. Personne, ni à la Ligue syndicaliste ni à la Majorité fédérale, ne se laisse prendre à leurs patelinades. Nous comprenons que le parti stalinien va nous orienter vers une guerre où nous nous battrons pour le César russe.

Dans le Rhône, où Bernard nous a communiqué une lettre de Serret pleine de précisions troublantes, la Ligue syndicaliste a décidé, à l'unanimité, de se joindre à la Majorité fédérale. Aussi, à Montpellier, les militants de celle-ci m'invitent-ils à la réunion de leur tendance. Réunion de très belle et très haute tenue. Toutes et tous songent avec gravité aux sombres jours qui s'annoncent.

L'idée de fusionner avec le Syndicat national est à peine envisagée en tant que telle. Ce qui compte pour nous — et c'est beau ! — c'est le destin si obscur de la classe ouvrière. Il faut éclairer cette dernière et, à cet effet, gagner du temps. *Donc, pas de fusion prématurée !*

Alors que faire ?

Seul Bernard persiste à penser que l'unité n'est ni souhaitable ni possible. Le reste de l'assemblée estime qu'il faut tenir compte de la mystique unitaire. En conséquence, sachant que nous recevrons des offres de fusion de la part du S.N., nous décidons de ne pas les écarter, mais nous assortirons notre acceptation de conditions rigoureuses qui, si elles sont repoussées, montreront qu'on veut étouffer notre voix. Sollicité de donner mon avis, j'approuve énergiquement cette tactique, car elle correspond à mes convictions les plus chères : un syndicaliste est défiant, vigilant, armé. Il ne s'en remet qu'à lui-même du soin de défendre sa liberté.

Le soir du même jour, la Ligue syndicaliste se réunit et tout s'y passe très bien, comme à l'ac-

coutumée. Rollo est des nôtres et aussi une petite équipe du Syndicat national (du Cantal ou de la Haute-Loire), équipe extrêmement sympathique qui prendra fraternellement tous ses repas avec nous.

Rollo nous explique pourquoi nous devons consentir, sans tarder, à la fusion organique. L'unité est inévitable. Si, dans l'enseignement, elle se fait sans nous, c'est contre nous qu'elle se fera. Dépêchons-nous de la réaliser. Au S.N. on nous attend avec une bienveillance certaine ; c'est avec nous que les dirigeants veulent s'unir. Hâtons-nous de les rejoindre : nous lutterons ensemble contre le stalinisme.

Je combats Rollo avec qui, déjà, dans la matinée, j'ai conversé longuement. Je dis que la situation extérieure est très grave et que la prudence s'impose. L'autonomie est une bonne position d'attente. La Fédération autonome des fonctionnaires se comporte très bien ; elle prospère. Nous pouvons la rejoindre. Nous pouvons former un cartel avec les libertaires.

Nous avons signé le manifeste des 22. Ne nous déjugeons pas, mais prenons des précautions. Maintenant que la C.G.T.U. des sommets est dans le coup, je crains qu'on ne nous embrasse que pour mieux nous étouffer.

Mon exposé n'a aucun succès. Mais, ô surprise ! ce sont les camarades du S.N. qui m'appuient. « Méfiez-vous, nous disent-ils. On se flatte déjà de vous tenir et de vous réduire à l'impuissance. Nos dirigeants, presque partout, flirtent avec les communistes. Si nous ne sommes pas à Nice, c'est que le S.N. ne nous inspire pas confiance. »

Cette intervention produit grand effet. On décide que la moitié de nos voix ira à la motion de la Majorité fédérale.

Au Congrès, l'irremplaçable Serret met le feu aux poudres. Il apostrophe violemment Monmousseau qui représente la C.G.T.U. « La Russie qui nous est chère, clame Serret, c'est la Russie en haillons de 1917, mais pas la Russie actuelle qui a une diplomatie tortueuse de tous points semblable à la diplomatie bourgeoise. Monmousseau quelles consignes es-tu allé prendre à Moscou ? »

Monmousseau n'est plus l'heureux coquin épanoui qui, à Marseille, en 1930, organisait et dirigeait le chahut, puis tentait de prendre d'assaut l'estrade où se tenait le Bureau fédéral. Vieilli, courbé, ravagé, il se traîne sur le devant de la scène. Il ruisselle de sueur car les lazzis fusent de tous côtés. Il est si troublé qu'il appelle Serret, Servet. Il joue la comédie de l'innocence. Ce qu'il est allé faire en Russie ? Mais rien que de très normal. Il a observé ; il s'est renseigné ; il a vu tout un peuple construire le socialisme. Lui, changer ? Allons donc ! Si j'étais patriote, camarades, je mériterais d'être fusillé ! Servet a raison d'être antimilitariste. Je donne raison à Servet qui se trompe sur mon compte.

On interrompt, on rit, on s'exclame et l'attitude conciliante de la vieille épave stalinienne accroît notre méfiance.

Bientôt un bref incident, d'une rare violence, achève de nous fixer. Comme on discute de l'affaire Victor Serge et que la bureaucratie stalinienne en prend un fameux coup, l'impulsif Bouthonnier — un gaffeur de grande classe — bondit sur l'estrade et, l'index pointé vers la Majorité fédérale et la Ligue syndicaliste, vocifère : « La meilleure preuve que Victor Serge est un contre-révolutionnaire c'est que vous le soutenez ! »

Tumulte ! On se précipite vers l'insulteur devenu pâle comme un mort. On secoue Monmousseau. On le traite de canaille. On le somme d'intervenir. On crie : « Des excuses ! Des excuses ! ».

Monmousseau parle. Il blâme énergiquement Bouthonnier, stupéfait de recevoir un tel savon. Tel un *profès* jésuite donnant des ordres à un humble frère *lai*, Monmousseau ordonne à l'insulteur de s'excuser. Et le lâche y consent.

L'intervention de Monmousseau, la piteuse attitude de Bouthonnier, nous fixent sur la malhonnêteté de nos adversaires. S'ils nous ménagent ce n'est pas par esprit unitaire, c'est pour servir Staline. *Dès le début l'unité s'édifie sur des bases pourries. Elle en mourra.*

Les discussions sur l'unité n'apportent rien de bien nouveau ; les staliniens se sentant suspects se font tout-petits ; ils se rangent à notre décision d'exiger des garanties. Une commission est nommée pour élaborer notre réponse à l'offre de fusion du S.N.

Elle comprend Rollo, Serret, un jeune camarade de sa tendance, Bouthonnier, Barne, Richard et moi.

A peine avons-nous pris place que Rollo nous soumet un texte qui comporte la fusion pure et simple, sans condition aucune. Coup de théâtre ! Bouthonnier et Barne acceptent la motion et Rollo. Richard vote pour également. Nous sommes battus par 4 voix contre 3. Serret, indigné, se lève menaçant. Le vote de Bouthonnier et de Barne montre qu'une intrigue est ourdie pour précipiter la fusion. Il faut vider l'abcès. Revenons devant le congrès !

Très penauds, les deux staliniens courent chercher Arrachard qui a remplacé Monmousseau. Il arrive et nous fait très bonne impression. Serret et moi l'entreprenons avec vigueur. Pour nous désarmer, il nous propose de reprendre la discussion et il donne des directives aux deux staliniens.

On relit le texte de Rollo. Richard continue de l'accepter. Bouthonnier lui trouve des lacunes ; Barne suit. La motion de Rollo est rejetée par 5 voix contre 2.

Rollo nous quitte aussitôt. Richard reste avec nous et accepte de participer à la rédaction de notre réponse. Bouthonnier s'en va, nous laissant Barne, un soliveau. C'est donc Serret, Richard et moi qui rédigeons conjointement la réponse au Syndicat national.

En séance plénière, notre réponse est approuvée à l'unanimité moins deux ou trois voix. Une délégation ayant à sa tête l'inébranlable Aulas se rend à Nice.

C'est maintenant à Aulas, qui est notre ami et abonné, de nous rapporter ses impressions, car je sais qu'il en eut de fort nettes.

A Nice, notre réponse provoqua de la stupeur car Delmas (renseigné par qui ?) croyait bien l'affaire dans le sac. C'est pourquoi je regarde comme capital le témoignage d'Aulas.

Nous avions gagné un répit d'une année. De ce répit fîmes-nous bon usage ? Personnellement, je m'accuse d'être allé à la nouvelle C.G.T., alors que je savais que je serais roulé.

Et, ici, j'insiste sur ce fait qu'il ne s'agissait nullement de notre union avec le Syndicat national où nous avions de vrais amis. Dans le Rhône on nous accueillit fraternellement. Ce qui comptait alors pour nous c'étaient ces millions de travailleurs inorganisés que l'on allait duper pour les conduire au grand casse-pipe.

***

A Montpellier j'avais fait la connaissance de Guilloré. Lui et moi étions de loin, avec l'ami Lapraz, les plus matineux des congressistes. Nous discutions le coup, dès l'aurore, en nous promenant sur l'avenue Foch. Plus tard à Montgeron, puis à Paris, nous avons vingt fois évoqué nos souvenirs et nous avons estimé que nous avions eu tort de ne pas imiter Bernard qui reprit son entière liberté pour n'avoir pas à pactiser avec des gens dont la fourberie ne faisait pour lui aucun doute.

Hélas ! on ne refait pas l'histoire. En 1934, 35, 36, nous étions les prisonniers d'affirmations péremptoires, qui n'étaient que des affirmations : « Il faut aller là où est la masse ; il ne faut pas se couper de la masse ; il faut parler à la masse par-dessus la tête de ses chefs. Etc., etc. ». Comme si parfois l'action de défi d'une minorité résolue, voire d'un seul individu, luttant contre le courant, était sans valeur ! Notre souscription en faveur des victimes du « ratissage » de Tunisie n'est-elle donc pas chargée de sens ?

La faute, la faute capitale, c'était (et c'est tou-

jours) de faire semblant et de se comporter comme si ce qui est n'était pas.

Par le chemin du mal arrive-t-on au bien ? demandait déjà Sylvain Maréchal.

Non, évidemment.

Alors tout est clair. Aujourd'hui que le temps a marché et nous a instruits, entre les staliniens et nous le contact n'est plus possible, même sous la forme de la double appartenance, cette duperie.

Pour eux, *en fait*, le syndicalisme est devenu l'ennemi numéro 1. Sa persistance est intolérable. Il faut à tout prix le retourner contre lui-même en ayant des groupements qui seront baptisés syndicats mais qui seront réellement, effectivement, des antisyndicats obéissant à des consignes édictées de haut et de loin par des « managers » staliniens.

Deux erreurs sont en outre à éviter.

La première consiste à vouloir élaborer une nouvelle charte syndicale. Cette manie dangereuse s'apparente à celle des électeurs français qui en sont à leur vingtième constitution. Justement parce qu'elle est ancienne la Charte d'Amiens peut recevoir des adjonctions : ainsi la non-permanence des élus. Quant à ses parties vieillies, elles disparaîtront d'elles-mêmes.

En second lieu, le débat réformisme-révolution (ce legs du passé) a perdu toute raison d'être, justement parce que la charte d'Amiens a mis fin aux interminables querelles qui s'instituaient à ce propos.

L'observation nous montre que l'empirisme syndicaliste n'est jamais total. Il comporte, pour chacun de nous, une dose plus ou moins forte de prophétisme, c'est-à-dire de vues d'avenir. Inutile de s'anathémiser au sujet de cette dose. Un peu de flegme et de scepticisme, que diable ! Seule l'action fait preuve. Elle vaut mieux que mille tonnes de dialectique plus ou moins ingénieuse. A côté de sa lutte quotidienne, le syndicalisme est prolongé par les institutions qui nous donnent une image réelle, à échelle réduite, de la société meilleure pour laquelle nous luttons. *Là est le vrai domaine révolutionnaire.* Jeune camarade, toi qui parles si bien de la Révolution, es-tu seulement un bon client de la coopérative de ton quartier ?

A.-V. J.

Le départ de Delsol

Dans *Lumière et Force* d'août, notre camarade Delsol annonce en ces termes sa décision de bénéficier effectivement de sa retraite et de se retirer du secrétariat de la Fédération F.O. de l'Energie électrique et du Gaz :

La Fédération « Force Ouvrière » des industries de l'Energie électrique et du Gaz est maintenant une fédération importante. Elle a acquis puissance et autorité ; elle marche d'un pas alerte et ferme. La désagrégation de la C.G.T. — qui ne peut que suivre le même processus que la C.G.T.U. d'antan — fera qu'à l'avenir notre Fédération verra venir à elle cette partie du personnel encore abusée.

Aujourd'hui donc, j'ai le plaisir de constater que, me rappelant les espoirs que mes camarades et moi avions, en décembre 1947, quand nous avons pris cette grave décision de constituer une Fédération « Force Ouvrière », ceux-ci ont été réalisés et au delà.

Je tiens à remercier ici mes camarades de la confiance qu'ils m'ont témoignée. Je tiens à remercier les camarades du bureau fédéral, de la commission exécutive et du comité fédéral, les secrétaires des syndicats et tous les militants obscurs dont la foi et le courage ont permis à notre Fédération de se constituer, de vivre et de se développer.

Je crois le moment venu de pouvoir dételer et de remettre entre des mains plus jeunes une organisation en pleine évolution. C'est pourquoi je ne serai pas candidat au comité fédéral, lors de notre prochain congrès des 2, 3 et 4 octobre 1952.

Delsol ne déserte pas. Il aspire seulement à bénéficier un peu, effectivement, de sa retraite.

Je suis d'ailleurs persuadé que les militants qui reprendront le flambeau sauront défendre avec habileté, courage et ténacité les intérêts du personnel de nos industries. Je serai d'ailleurs à leur disposition, chaque fois qu'ils estimeront avoir besoin du conseil d'un « ancien ».

Qu'il me soit permis de leur rappeler — bien qu'ils le sachent déjà — que la tâche sera rude. Mais les militants syndicalistes ne doivent pas craindre les difficultés. L'œuvre à accomplir reste immense.

Mes camarades ne doivent pas perdre de vue les buts *et* les raisons d'être du syndicalisme : la transformation de la société actuelle de lutter de classes en une société sans classes, plus juste et plus humaine.

J'ai travaillé à ce but durant quarante années et ma foi n'a jamais vacillé. Je n'ai pu que regretter que cette grande œuvre n'ait pas été accomplie par la C.G.T. qui, en 1945 et 1946, en aurait eu les possibilités si elle n'avait pas été subordonnée au parti communiste. Si la C.G.T. était restée sans attaches politiques, elle aurait eu une force capable de terrasser le capitalisme de ce pays. L'exemple aurait été suivi par les travailleurs des pays d'Europe. Une société nouvelle aurait pu naître.

Y travailler ne concerne évidemment pas seulement notre Fédération mais l'ensemble des Fédérations de notre C.G.T.-Force Ouvrière. A chacun de faire sa part d'efforts. La nôtre, j'en suis certain, n'y faillira pas.

Du vieux rudement neuf

Que dites-vous de ces deux déclarations faites au IIIe congrès de la Première Internationale, en 1862, par De Paepe au nom de la section bruxelloise ?

La première esquisse en somme de ce qu'on appelle aujourd'hui la grève gestionnaire. Seule différence : De Paepe l'envisage, non avec l'outillage patronal mais avec les fonds de la caisse de grève. Voyez le texte :

Déjà dans les principales grèves qui ont éclaté ces dernières années, une tendance nouvelle commence à se dessiner assez nettement : la grève doit aboutir à la société de production. Déjà cela s'est dit lors de la grève de l'Association des Menuisiers de Gand, des Menuisiers et Charpentiers de Gand, comme lors de la grève des tailleurs de Paris. Et cela se fera, parce que cela est dans la logique des idées et dans la force des choses. Il est inévitable que les travailleurs n'en viennent pas à tenir ce petit raisonnement : « Mais pendant que nous sommes en grève, parce que les patrons refusent de faire droit à nos réclamations, les consommateurs sont là demandant à cor et à cri les produits de notre industrie ; puisque notre inoccupation ne provient pas du défaut de demande, mais seulement de l'obstination de nos patrons, pourquoi ne travaillerions-nous pas directement pour le public ? L'argent que notre caisse dépense pour entretenir les travailleurs inoccupés, à cause de la grève, pourrait être consacré à l'achat de la matière première et de l'outillage. » Cette idée une fois comprise, elle sera bien vite réalisée.

Maintenant admirez cette critique du programme gaulliste :

...nous voulons, non pas précisément ce que l'on a appelé de nos jours l'association du travail et du capital *(combinaison hybride, en vertu de laquelle le capitaliste, bailleur de fonds, s'entend avec des ouvriers pour éliminer le patron, tout en continuant à prélever intérêts et dividendes sur le travail), mais nous voulons l'absorption du capital par le travail, car le capital étant du travail accumulé, qui ne doit avoir qu'une simple valeur d'échange égale à la valeur du travail qu'il a coûté, ne peut dès lors entrer en ligne de compte dans la répartition des produits ; produit du travail, le capital ne peut qu'être la propriété du travailleur, il ne peut en être l'associé.*

La bureaucratie et les syndicalistes révolutionnaires

La bureaucratie pourrait se définir comme la couche sociale spécialisée dans la négociation entre patrons et Etat-patron et travailleurs des questions liées à la répartition du revenu national.

Cette position de médiateur est évidemment une position instable et on ne peut parler de catégorie sociale que dans de puissants syndicats fonctionnarisés comme en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et dans certains syndicats français où les permanents le demeurent toute leur vie. Cette cristallisation est encore bien plus accentuée en U.R.S.S. et dans les « démocraties populaires » où les fonctionnaires syndicaux dépendant très peu du soutien de la base, deviennent des agents de l'Etat.

Cette bureaucratie syndicale est très semblable à la bureaucratie née des partis ouvriers.

Elle a des points communs avec ces intellectuels chargés de l'étude des questions d'organisation sociale et d'organisation du travail, et également avec les techniciens impliqués dans la planification.

Ces diverses catégories, encore éloignées les unes des autres dans les pays « démocratiques », sont soudées ensemble par l'exercice du pouvoir dans les pays « soviétiques ». Ayant remplacé la bourgeoisie, elles dirigent l'Etat et la production conjointement. Dans ce cas leur position de médiateurs, leurs connaissances sociales, psychologiques, techniques, etc., leur ont permis de s'enraciner dans l'appareil productif et de se transformer ainsi de couche sociale mal délimitée en classe exploiteuse remplaçant la bourgeoisie.

C'est là un des faits les plus importants de ce demi-siècle. Les classes moyennes classiques ont perdu de leur importance mais une nouvelle catégorie sociale s'interpose entre le prolétariat et la bourgeoisie, est poussée par lui au pouvoir, trahit ses promesses et ses espoirs et l'exploite plus durement que la bourgeoisie qu'elle a éliminée.

Il faut analyser de près ce phénomène pour avoir une idée précise des dangers que nous courons.

La composition de cette couche sociale en Europe est extrêmement variable : anciens ouvriers ayant abandonné depuis un temps plus ou moins long leur place à l'usine pour une fonction de permanent, membres de l'Intelligentsia et déclassés de diverses provenances. Une analyse sociologique sérieuse des cadres du P.C., du P.S., des différents syndicats devrait préciser cette composition. Il est certain que le dosage serait très différent suivant le groupe idéologique considéré comme suivant le niveau envisagé dans la hiérarchie bureaucratique.

Mais ces différences d'origine et les différences idéologiques ne doivent vraisemblablement jouer qu'un rôle secondaire en face de l'influence due à l'exercice prolongé d'une fonction identique. Le nouveau milieu, surtout quand il est très pesant (comme en U.R.S.S. ou dans d'autres pays où la bourgeoisie est trop faible pour contrebalancer l'influence bureaucratique), semble réduire à des nuances secondaires les différences de formation et d'idéologie qui apparaissent primordiales ou du moins très importantes actuellement dans le monde atlantique.

Prenons l'exemple des « pays du glacis » : la bureaucratie réformiste qui semblait si différente de la bureaucratie stalinienne s'est révélée surtout plus faible et s'est intégrée, pour une large part, à cette même bureaucratie stalinienne. Seuls quelques réformistes professionnels ont choisi l'émigration et gien souvent après mûre réflexion ; peut-être verrait-on, après analyse, que ce sont les éléments les moins bureaucratisés qui n'ont pas pu ou n'ont pas voulu s'assimiler.

L'exemple de certains pays de l'Amérique latine (Bolivie, Argentine) où l'on voit bureaucrates, syndicaux, staliniens, trotskystes, collaborer avec la petite bourgeoisie et les cadres de l'armée qui en émanent contre une bourgeoisie trop médiocre pour assurer une gestion efficace des intérêts économiques du pays, montre également la fusion possible de ces différentes catégories intermédiaires.

Ce phénomène bureaucratique, bien que très médiocrement connu, parait donc avoir une importance mondiale.

Quelle est en face de lui l'attitude des syndicalistes révolutionnaires ?

Il me semble d'abord que les syndicalistes révolutionnaires ont pris conscience du fait bureaucratique à travers la corruption des fonctionnaires syndicaux (notamment l'équipe Jouhaux, aux environs de 1914).

Mais ce n'était qu'un aspect du phénomne. Les réactions des camarades de la *R.P.* en face de la dégénérescence bureaucratique de l'Etat russe montrent que le problème a été vu sous un angle bien plus large, mais j'ignore quelles conclusions en ont été tirées quant à la lutte contre cette bureaucratie.

Je crois que la lutte des syndicats révolutionnaires contre les partis politiques est un des aspects de cette lutte, mais cette dénonciation des partis repose-t-elle sur une conscience nette de la bureaucratie politique ? Combien de camarades voient l'identité profonde entre la bureaucratie politique et la bureaucratie syndicale ?

Je trouve ce programme dans l'*Ecole Emancipée* du 15 mars 1952.

« Que voulons-nous donc ? la reconstitution de l'unité de la classe ouvrière dans une centrale syndicale, qui portera le nom qu'elle voudra pourvu qu'elle réunisse toute la classe ouvrière consciente dans la poursuite d'un but commun : le renversement du système capitaliste. Sur les moyens d'action, les opinions peuvent diverger, depuis le réformisme le plus prudent jusqu'au révolutionnarisme le plus intransigeant. Il n'y a donc pas place dans une telle centrale pour ceux qui acceptent comme fin en soi une forme ou une autre de corporatisme ; une forme ou une autre de hiérarchie d'origine divine ou familiale et non basée sur les nécessités... Dans une telle centrale, tout syndiqué doit se sentir à l'aise ; doit pouvoir fortifier sa conscience de classe par l'éducation et la libre discussion ; doit s'engager à une seule chose : obéir aux mots d'ordre arrêtés par les organismes librement choisis et fréquemment renouvelés par la base. »

J'ai cité ce long passage parce qu'il me semble exprimer clairement les opinions d'un courant du syndicalisme révolutionnaire et qu'il est révélateur, à mes yeux, de la faiblesse et de l'insuffisance de la lutte menée contre la bureaucratie syndicale.

1° Mentionner seulement le renversement du système capitaliste montre l'insuffisance du programme : qu'y aura-t-il à la place ? une démocratie populaire ?

2° Penser que l'on peut travailler avec la bureaucratie syndicale pour renverser le régime capitaliste (parce que la fusion de la C.G.T. et de

F.O. ne pourra se faire que par un compromis entre les deux bureaucraties dirigeantes, ce qui d'ailleurs paraît impossible), montre des illusions persistantes en ce qui concerne le rôle de cette bureaucratie : elle ne peut agir seule, et toute l'histoire de ces dernières années montre que cette bureaucratie travaille la main dans la main avec la bureaucratie politique, et que si elle entreprend, poussée par la base, une action décisive contre le régime capitalisete, ce n'est que pour saisir à la place des bourgeois, ou en accord avec eux, les leviers de commande.

3° La seule règle qui puisse affaiblir la bureaucratie syndicale est la dernière : des organismes librement choisis et fréquemment renouvelés. Mais cette règle esquive en grande partie le problème. Tout le monde sait que la liberté du choix est extrêmement fragile et qu'il y a beau temps qu'elle est morte. Les moyens modernes de propagande et de pression, les multiples manœuvres de couloir, la fatigue et le découragement des syndiqués de base font que cette liberté n'est qu'un mythe, un vœu pieux ou un attrape-nigaud.

Les mouvements de jeunesse (et je pense ceux A.J.) ont même montré que le renouvellement inopiné de militants formés dans des circonstances difficiles par de plus jeunes camarades moins habitués aux luttes politiques (dans leur sens le plus large) a facilité la bureaucratisation du mouvement.

En effet la bureaucratisation est due autant à la pression des organismes extérieurs qu'à une multitude de facteurs internes.

Si l'on veut sérieusement transformer la société il faut avoir une vue d'ensemble de cette société, pouvoir analyser tous ses éléments et reconnaitre ses tendances et leur évolution. Reprendre les idées qui prévalaient vers 1900, alors que la lutte était plus « pure » ne suffira pas à « purifier » la situation, bien au contraire. Si de nouveaux obstacles se sont dressés sur la voie du pouvoir ouvrier, de nouvelles possibilités se sont aussi ouvertes. Il est difficile actuellement d'évaluer quels sont les plus importants, mais ce n'est pas une raison pour se tourner vers la « belle époque » ni pour tenter la « résurrection du socialisme révolutionnaire » qui est une étape dépassée, à la suite d'un tournant regrettable par de nombreux aspects, mais dépassée quand même par le mouvement ouvrier.

Alors j'entends les camarades grommeler : que veut donc ce jeune blanc-bec ? Eh bien, que l'on étudie plus sérieusement la situation, que l'on sache bien ce qu'on veut dire quand on parle de « guider les masses », quand on écarte une « forme ou une autre de hiérarchie d'origine divine ou familiale » mais pour laisser entendre que certaine forme de hiérarchie « basée sur les nécessités » serait acceptable. Tout cela me paraît en effet d'une confusion extrêmement dangereuse et relève de la vieille attitude de « leaders des masses » qui dégénèrent si facilement en « chefs bien-aimés ».

Donc, travail d'éclaircissement politique et théorique, et éducation sérieuse donnée aux jeunes militants.

Dans ce sens une part de l'activité déployée par les camarades de la *R.P.* et par Louzon dans son bulletin est extrêmement précieuse et irremplaçable ; mais je souhaiterais qu'on se voue uniquement à « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres ».

D'autre part, il faut bien se rendre compte que toute revue, quelle que soit sa présentation, n'est lue que par une poignée de militants, le plus souvent des intellectuels qui se contentent de « penser ». Il faut absolument, à mon avis, monter des groupes d'éducation avec des militants ouvriers, mais sous une forme plus souple que jusqu'ici, et en tenant compte par exemple des expériences dans le domaine de la pédagogie nouvelle et en les repensant pour les adultes. Tous les militants devraient réfléchir à ce problème, en discuter, échanger leurs idées car ce ne peut être qu'une œuvre collective.

Mon plus vif désir c'est que quelques militants écrivent à la *R.P.* ce qu'ils en pensent, quand bien même je devrais essuyer quelques bordées d'injures pour mon outrecuidance.

UN JEUNE.

Le mouvement syndical va-t-il faire quelque chose ?

Il est difficile ce mois-ci d'assurer cette sorte de chronologie syndicale que nous avons commencée. C'est que les événements marquants font absolument défaut, même les faits simplement notables. Car on ne pourrait tenir pour tels les sempiternelles propositions d'action de la C.G.T. dont les intentions réelles sont, selon les circonstances, plus ou moins bien cachées.

Cette tactique a justement été employée pour la réunion de la commission supérieure des conventions collectives et, à ce propos, on a pu croire un instant que le mouvement syndical officiel sortirait quelque peu du marasme. Or tout est retombé absolument à plat.

On a joué à se faire peur, à cette réunion, mais avec quelle prudence et — même à la C.G.T. — avec quelle obstination à faire comprendre aux partenaires qu'on restait entre gens bien. On s'en est tenu aux justes actions destinées à prouver aux observateurs lointains — donc aux mandants — qu'on avait bien assumé son rôle. Et quand on affirmait très énergiquement — mais aussi hypocritement — que le gouvernement serait obligé de convoquer une nouvelle réunion avant le 15 septembre, on savait très bien que l'on mentait.

On savait très bien que l'acte de bravoure des délégués de salariés, du moins présenté unanimement comme tel le lendemain par les intéressés, n'était qu'un vœu pieux que, légalement, le gouvernement pouvait retenir ou rejeter. Sur le plan où l'on se plaçait, il faut dire que la seule attitude logique fut celle du ministre du Travail qui, très sûr de lui, signifiait à la presse dans l'heure qui suivit son intention d'examiner dans une douce quiétude les « exigences » des confédérations syndicales.

Que sont devenues les rodomontades du lendemain ? Le ministre n'a pas tenu la promesse implicite qu'il fit le même jour de réunir en tout cas ladite commission des conventions collectives avant la fin du mois de septembre. Cependant on attend toujours et l'on attend aussi la moindre action de n'importe quel point de l'horizon syndical. Ce ne sont pas les communiqués quotidiens de victoire dans l'*Humanité* qui donneront le change ; et pour avoir tenu le premier rang dans la virulence verbale destinée à masquer l'inaction ou l'impuissance, la C.F.T.C. n'a pas fait plus que les autres.

∴

Outre un manque de militants donnant une effrayante impression de vide, les causes de ce marasme syndical résident aussi dans les crises que subissent les partis connexes des confédérations. Traiter cette dernière question nous éloignerait beaucoup trop de notre billet syndical, mais il faut formuler cependant quelques observations intéressant l'ensemble.

Depuis que « très démocratiquement » le bureau

de la C.G.T. a décidé de redresser l'Union des syndicats de la région parisienne, le bureau régional — tout comme Marty et Tillon — a commencé son autocritique. Le glorieux combat du 4 juin en faveur de Jacques Duclos est devenu une atroce déviation anarcho-titiste et c'est ce que Benoit Frachon soi-même est allé expliquer l'autre dimanche aux cadres syndicaux de l'Union de la métallurgie parisienne, qui forment, on le sait, l'armature de l'union régionale de la capitale.

On a tellement convaincu ces militants que les syndicats C.G.T. n'étaient que les seconds domestiqués des organismes du parti qu'on est obligé de leur rappeler l'A B C syndical en vue des contacts avec les autres organisations qu'exige la nouvelle tactique d'unité d'action en vue de « l'unité » tout court.

Cette tactique a d'ailleurs assez de mal à trouver quelque écho, ainsi que le refus immédiat et catégorique des C.F.T.C., F.O. et C.G.C. à la dernière invitation cégétiste en témoigne.

Mais le meilleur moyen de contrer les manœuvres communistes serait qu'on fit quelque chose de possible et qu'on le fit sérieusement. A ce propos, il nous vient à l'esprit la récente manifestation de la Fédération de mineurs Force Ouvrière. Quand son bureau menace d'une grève générale, c'est aussi sérieux que le million d'adhérents qu'annonçait naguère la confédération. A moins qu'on entende faire le jeu du sous-sol C.G.T. qui a répondu immédiatement, comme on pouvait le prévoir, aux apprentis-sorciers : lancez ce mouvement au-dessus de vos forces. Si, par hasard, il trouve un climat favorable, nous l'annexerons pour d'autres fins. Souhaitons que Sinot trouve dans la fréquentation des businessmen, à la Haute Autorité du pool charbon-acier, un sens plus précis des réalités.

L. MARTIN.

PETITES NOTES

Kominformistes et Conformistes

Un mot d'un camarade :

Il n'y a plus que des Kominformistes et des Conformistes.

Tout à fait exact. Avec une légère correction cependant. Remplaçons « il n'y a plus » par « il y a surtout ».

La race n'est pas morte, que diable ! des esprits indépendants, des êtres qui veulent comprendre avant de croire, des hommes et des femmes qui ne confondent pas carrière et conviction, des travailleurs qui ne prennent pas l'esclavage russe ou le bureaucratisme nationalisé pour l'émancipation ouvrière.

« Les chemins de fer sont à nous »

Etudiant l'expérience travailliste, L. Lefebvre rapporte dans la **Démocratie prolétarienne** une déclaration que lui aurait faite dernièrement Fenner Brockway :

Au début des nationalisations les cheminots écrivaient sur les wagons : « Les chemins de fer sont à nous ». Ce sentiment a entièrement disparu aujourd'hui.

Les cheminots anglais avaient pensé que nationalisation et gestion ouvrière étaient une même chose. Ils s'étaient illusionnés. De là leur déception présente. Mais désormais ils savent ce qui leur reste à conquérir.

A un cheminot de chez nous

Dans les **Cahiers Pelloutier** (juillet-août), un militant des cheminots de Montluçon, Maurice Combes, écrit :

Nous devons de plus en plus nous préoccuper des problèmes qui se posent dans notre entreprise, lesquels surtout à la S.N.C.F. ne sauraient rester isolés des problèmes qui se posent dans la nation. C'est ici qu'une certaine tradition libertaire, anarcho-syndicaliste, me semble singulièrement dépassée. Elle favorise un antistalinisme purement négatif qui frise parfois la psychose. On n'a jamais exorcisé les totalitarismes par des mots. Par contre on peut leur barrer la route en faisant œuvre constructive.

Combes mélange deux questions, et même trois, sans qu'on en voie exactement le lien.

Qu'il nous permette cependant quelques remarques.

1) La tradition syndicaliste révolutionnaire n'empêche pas, bien au contraire, les délégués des cheminots de dire ce qu'ils devraient dire au sein des organisations de discussion et de décision de la S.N.C.F. Ce n'est vraiment pas sa faute s'ils n'ont rien à dire et si réformistes et staliniens jouent les figurants et les muets du sérail.

2) L'antistalinisme négatif qui frise la psychose, qu'est-ce que c'est que ça ? Sans doute une caricature faite par les hommes qui sont tout prêts à capituler devant les staliniens et à pactiser avec eux. Vous savez, ces hommes qui assurent qu'on peut retarder la victoire du stalinisme mais non l'empêcher. Les benêts solennels d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

3) On n'a jamais exorcisé les totalitarismes par des mots. Très vrai. Le totalitarisme italien a été exorcisé par la guerre. Le totalitarisme allemand aussi. Le totalitarisme russe le sera-t-il par les mêmes moyens ? Espérons qu'il le sera, mais par d'autres moyens. Une œuvre constructive pourrait le faire en effet. Mais il ne faut pas confondre œuvre constructive et rafistolage du capitalisme.

Ah ! le drôle de père !

Paraît que M. Paul Ramadier aurait dit au cours de la dernière conférence internationale du Travail cette chose originale :

Un syndicalisme totalement indépendant par rapport à l'Etat peut être comparé à l'existence d'une famille où les enfants n'ont rien à voir avec le père.

Ah ! le drôle de père du syndicalisme qu'est l'Etat !

Mais aussi quel drôle de socialiste que M. Ramadier !

CARNET DE LECTURE

UNE COURTE HISTOIRE DE L'I.T.F.

La Fédération Internationale des Ouvriers des Transports est bien connue par ses initiales **I.T.F.** On sait aussi que c'est le plus puissant des Secrétariats Professionnels Internationaux. Son histoire intéressera donc tous ceux qui se préoccupent d'une action ouvrière internationale propre.

Le secrétariat de l'I.T.F. publie une brochure illustrée de 48 pages qui devrait les satisfaire. Mais l'ouvrage est trop mince pour répondre à toutes les questions que l'on peut se poser sur la nature, sur les réalisations, sur les aspirations de l'I.T.F.

Sans doute y retrouve-t-on les dates les plus importantes de l'histoire de l'organisation : sa fondation 1896-98 à Londres, son dernier congrès avant la première guerre, à Londres encore, sa reconstitution à Oslo en 1919, son congrès de Copenhague, en 1935, le premier après l'avènement de l'hitlérisme, et ses congrès d'après la seconde guerre : 1946 à Zurich, 1948 à Oslo, 1950 à Stuttgart et 1952 à Stockholm (on reviendra sur celui-ci à propos de la revue éditée par l'I.T.F.). La brochure s'étend longuement sur les efforts développés dans le cadre de l'Organisation Internationale du Travail pour faire adopter des conventions protectrices pour les marins, les dockers, les cheminots, les pêcheurs et en général les grandes catégories de travailleurs des transports. Enfin il est intéressant de noter que l'organisation, européenne à ses débuts, a évolué nécessairement vers l'universalité puisqu'elle groupe, aujourd'hui, 5 millions d'adhérents de tous les continents, à l'exception de l'U.R.S.S. et des satellites.

On regrette pourtant que la brochure ne dise rien de sujets particulièrement importants. Il ne suffit

pas qu'elle dise l'action de l'I.T.F. liée à celle de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (C.I.S.L.), son autonomie étant soigneusement préservée. Il ne suffit pas non plus d'ajouter que son action, limitée à une catégorie de travailleurs, est de ce fait moins « politique » et plus purement « industrielle » que celle d'une internationale syndicale. La brochure s'étendait assez sur l'action de la Fédération au sein de l'O.I.T. pour qu'une place soit réservée à l'action ou à l'absence d'action de l'I.T.F. en tant que telle pour l'organisation de l'internationale syndicale.

Quant à l'action « industrielle » et qui le serait strictement, on lit quelle part l'I.T.F. revendique dans le combat contre le totalitarisme hitlérien, et qu'elle n'a pas hésité à mettre ses forces au service de la cause alliée. Alors que sur la période de la guerre de 1914 la brochure est totalement muette ; aussi bien que sur certains événements passablement importants des années 20.

Le secrétariat de l'I.T.F. a joué un rôle important dans l'action coordonnée des secrétariats internationaux qui a brisé l'emprise que la F.S.M. et sa direction stalinienne essayaient d'imposer en 1947-48 au mouvement ouvrier international. Pourquoi n'en pas parler ?

Sur un exemple pratique, celui du boycott des navires enregistrés sous pavillon panaméen pour échapper, grâce à l'insuffisante législation de ce pays, aux conventions protégeant le travail des marins, on voit qu'une organisation comme l'I.T.F., malgré une excessive prudence d'application de ses propres décisions, peut faire mieux que la grande machine intergouvernementale de l'O.I.T. Pourquoi ne pas avoir illustré cet exemple de faits précis ?

Pourquoi, en résumé, nous présenter en brochure de propagande un texte aussi froid qu'un rapport mais moins précis et moins complet que celui-ci devrait l'être ?

Pourquoi avoir si soigneusement évité de confronter l'action de l'I.T.F. et ses possibilités avec le problème de la paix et de la liberté face aux réalités totalitaires si précises de l'heure actuelle ? Pourquoi n'avoir pas cherché à répondre aux interrogations les plus inquiètes et les plus pressantes des hommes d'aujourd'hui ? Cette « timidité » n'empêchera-t-elle pas cette brochure de trouver l'écho chaleureux qu'on lui eût souhaité ?

G. WALUSINSKI.

ENTRE NOUS

RENOUVELEZ... ET FAITES VITE !

Décidément, les vacances ne valent rien pour la trésorerie de la R.P.

En août, nous nous plaignions de ne pas être assez riches, mais en octobre, nous sommes vraiment pauvres.

Camarades qui attendez avec impatience l'arrivée de votre revue, veuillez lire notre rubrique : D'où vient l'argent ? et vous constaterez que nous n'avons que 52.000 francs au 27 septembre, alors qu'il nous faut près de 100.000 francs pour payer ce numéro.

Sans doute aviez-vous l'intention de faire un effort à la rentrée. Malheureusement beaucoup trop d'entre vous ont fait le même calcul. Résultat, la caisse n'est qu'à moitié pleine. Et l'échéance est là !

Faites vite, amis de la R.P.

Et n'oubliez pas la souscription.

De son côté, l'administration de la R.P. préparera une vaste opération de recouvrement auprès des camarades qui, début novembre, seront encore en retard. Evitez-nous ce travail. Evitez-vous ce désagrément !

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes ».
232, rue de Charenton, Paris-12e

Faits et Documents

Que se passe-t-il au Moyen-Orient ?

Sous ce titre, la *Revue syndicale suisse* de septembre publie ces remarques de Richard Bringolf, secrétaire de la Chambre vaudoise du travail, de retour d'un voyage là-bas :

Il ne faut pas oublier que le Moyen-Orient naît depuis peu d'années à la civilisation occidentale et qu'il a des siècles à combler pour connaître le standard de vie des pays économiquement et socialement plus avancés, tel le nôtre par exemple.

Pour qui a le privilège de voyager dans ces pays, il constate tout d'abord qu'on en est encore au stade du moyen âge et, d'un côté, on trouve les grands propriétaires terriens et les grands commerçants et, de l'autre, le prolétariat rural et urbain, celui-là vivant souvent dans des conditions pires que celui-ci. D'un côté, des richesses souvent fabuleuses, de l'autre, tout un peuple manquant presque toujours des moyens de satisfaire ses besoins élémentaires. Dès lors, comment s'étonner du grand intérêt porté par les masses miséreuses au communisme ? Il faudrait être insincère avec soi pour ne pas comprendre l'attrait qu'offre aux yeux de ces populations souffrant matériellement de conditions d'existence au-dessous de toute description une propagande qui tend à exalter tout ce qui se fait dans les pays au-delà du rideau de fer. C'est ce qui a permis au signataire de ces lignes de dire au docteur Mossadegh, ancien et nouveau premier ministre d'Iran, qu'un peuple qui souffre, qui ne mange pas à sa faim, qui manque de l'essentiel, n'offre pas une grande résistance à l'attrait du fruit qu'on lui présente. Que ce peuple est prêt à suivre celui qui lui promettrait la lune, car il n'a plus rien à perdre et ne peut pas, si l'expérience ne réussit pas, se trouver plus mal qu'actuellement. Il faut savoir qu'en Iran, par exemple, il n'est pas nécessaire que les Russes envahissent le pays militairement pour imposer le communisme. La poire mûrit naturellement et le moment viendra où elle tombera d'elle-même, tant est grave la situation des masses travailleuses. A moins qu'un phénomène, en quelque sorte un miracle, permette de rétablir la situation financière du pays, assure aux très nombreux chômeurs des secours suffisants d'abord, des occasions de travail convenables ensuite, donne aux masses rurales la rémunération normale du travail exécuté. Aujourd'hui, toutes ces exigences ne sont pas remplies et il est à craindre que tout changement profond de structure mette trop de temps pour éviter l'explosion qu'un esprit un peu averti pressent.

Si cette situation apparaît moins compromise dans les autres pays, le problème est posé dans toute son ampleur et il faudra bien que les solutions nécessaires se trouvent dans un avenir prochain. Ces solutions doivent envisager hardiment la transformation des cadres de la société dans le sens d'une réelle démocratie politique, économique et sociale. Prétendre que rien n'a encore été entrepris dans cette direction serait méconnaître les efforts déployés par certains hommes à l'esprit ouvert, compréhensif et altruiste, qui ont mis debout une législation protégeant le travail et les travailleurs, qui tentent de combler le retard entre ce qui existe dans leur pays et les régions plus évoluées. Mais tout est à son début ; l'Etat manque de serviteurs préparés aux tâches qui leur incombent, les possédants richissimes n'ont pas encore compris que le temps de leur omnipotence ancestrale est révolu et les organisations ouvrières : partis, syndicats, coopératives, manquent de cadres entraînés, éduqués, pour la tâche qui les attend. Et pourtant, dans ce creuset où se crée un monde nouveau, le mouvement syndical ouvrier aurait la possibilité de jouer un rôle déterminant sur lequel pourrait être axé tout l'effort de transformation de structure du pays. Mais voilà, si les bonnes volontés sont nombreuses, elles ne sont pas préparées à cette lutte qui constituera finalement une révolution et modifiera profondément les rapports entre l'Etat et ses administrés, entre les différentes classes de la population, entre les propriétaires des richesses et les grandes masses laborieuses.

LES FAITS DU MOIS

LUNDI 25 AOUT. — Discours anticommuniste du général Eisenhower à New-York au congrès de l'**American Legion.**

MARDI 26. — Discours du candidat démocrate Stevenson à New-York devant le **congrès de l'American Legion** : défense de la liberté de pensée contre les excès du patriotisme.

MERCREDI 27. — Arrêt de la Cour de La Haye sur les droits des ressortissants américains **au Maroc.**

JEUDI 28. — Rapport de M. Draper, **représentant des U.S.A. en Europe,** préconisant l'augmentation des achats et investissements américains à l'étranger.

VENDREDI 29. — **La Cour Suprême sud-africaine** juge de nouveau inconstitutionnelles les décisions du gouvernement Malan.

SAMEDI 30. — Proposition Truman-Churchill pour la solution du problème du **pétrole iranien.**

La Grèce réduit les effectifs de son armée et réduit à deux ans la durée du service militaire.

LUNDI 1er SEPTEMBRE. — Le gouvernement **d'Iran** repousse les propositions Truman-Churchill.

Ouverture à Margate du congrès des **Trade Unions britanniques.**

Nouveaux bombardements aériens en **Corée du Nord** à 4 km. de la Mandchourie.

MERCREDI 3. — A la majorité des quatre cinquièmes, le **congrès des Trade Unions** se prononce pour le « réarmement maximum » compatible avec les ressources disponibles.

JEUDI 4. — Elections présidentielles **au Chili** : l'ancien dictateur le général Ibanez obtient 47 % des suffrages.

Réunion du Comité central du **parti communiste français.**

VENDREDI 5. — Réunion de la **Commission Supérieure des conventions collectives,** demande à être convoquée avant le 15 septembre pour étude du budget-type.

SAMEDI 6. — Nouveau raid massif aérien sur **la Corée du Nord.**

DIMANCHE 7. — **En Egypte,** coup d'Etat du général Neguib.

Congrès des **métallurgistes C.F.T.C.** à Nantes, et **congrès des Mineurs C.F.T.C.** à Alès.

LUNDI 8. — Congrès de la **Fédération des Mineurs F.O.** à Gardanne.

JEUDI 11. — Par deux arrêtés, le gouvernement français interdit de dépasser **les prix pratiqués au 31 août 1952.**

LUNDI 15. — A New-York, congrès de l'**American Federation of Labor.**

On communique officiellement les résultats des élections présidentielles au **Mexique** : M. Ruy Cortinez du parti des institutions révolutionnaires obtient 75 % des suffrages.

Tito propose à l'Italie une administration commune pour le territoire de **Trieste.**

Assemblée consultative à Strasbourg du **Conseil de l'Europe** ; dans la même ville, assemblée pré-constituante du **pool charbon-acier.**

Réponse du Président Auriol au **bey de Tunis.**

Le Comité du parti du congrès **indien** se solidarise avec les peuples nord-africains.

Fin de la conférence **sino-soviétique** de Moscou.

MARDI 16. — Crise **communiste** : Marty exclu du secrétariat, Tillon du bureau politique.

JEUDI 18. — Au **Liban,** le président démissionne et le chef de l'armée prend le pouvoir.

Un journal **américain** accuse de corruption le sénateur Nixon, candidat républicain à la vice-présidence.

DIMANCHE 21. — Elections générales **en Suède.** Léger recul socialiste, succès conservateur, sensibles pertes communistes.

D'où vient l'argent ?

DU 21 AOUT AU 27 SEPTEMBRE 1952

RECETTES		
Abonnements :		
Ordinaires	24.200	
Soutien	26.700	50.900
Souscription R.P.		13.525
Vente		2.705
Souscription pour les Tunisiens		3.000
Divers		195
		70.325
En caisse et chèques postaux		77.581
		147.906
DEPENSES		
Impression, papier, cliché		89.751
Routage, timbrage, expédition		5.307
Frais généraux		400
		95.458
Soldé au 27 septembre :		
Caisse	21.274	
Chèques postaux	31.174	52.448
		147.906

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Goffin (Belgique) 4.000 ; Chantesais (S.-et-O.) 1.200 ; Martinus Nijhoff's (Hollande) 2.500 ; Agnès (Paris) 1.000 ; Gallienne (Paris) 1.000 ; Mouhot (Doubs) 1.000 ; Regert-Monod (Seine) 1.000 ; Maitre (Paris) 1.000 ; Vidalenc (Paris) 1.000 ; Chestier (Cher) 1.000 ; Espinasse (Haute-Savoie) 1.000 ; Maurel (B.-Alpes) 1.000 ; Marquis (Paris) 1.000 ; Bardin (Paris) 1.000 ; Liger (Var) 1.000 ; Lapiaud (Haute-Vienne) 1.000 ; Vassort (S.-et-O.) 1.000 ; A.-V. Jacquet (Rhône) 2.000 ; Broussaudier (Loir-et-Cher) 1.000 ; Grandjouan (Paris) 2.000. — Total : 26.700 francs.

LA SOUSCRIPTION

Ferrés (Seine) 100 ; Prudhomme (Paris) 300 ; J. Guérin (Paris) 500 ; Ricaud (Gironde) 50 ; D. M. (Paris) 10.000 ; Chaverot (Var) 100 ; Finas (Paris) 1.000 ; Nouelle S.-et-O.) 200 ; Ligner (S.-et-O.) 225 ; Perignon (Meuse) 100 ; Camaret (Hérault) 150 ; Bossis (Paris) 100 ; Balandreau (Drôme) 200 ; Blancs (Hautes-Pyrénées) 100 ; Piassat (Seine) 100 ; Tortrat (Alger) 100 ; Cuchet (Isère) 200. — Total : 13.525 francs.

LA SOUSCRIPTION POUR LES TUNISIENS
(Cinquième liste)

A.-V. Jacquet (Rhône) 500 ; Rivière (Rhône) 500 ; Marquis (Seine) 1.000 ; Ruffin (Paris) 1.000. — Total : 3.000 francs.

Total des quatre premières listes : 32.200 fr.

Total au 27 septembre : 35.200 fr.

MOUVEMENT DES ABONNES

Situation au 21 août	1372
Abonnement nouveau (Allier)	1
	1373
Suppression et désabonnements	7
Situation au 23 septembre	1366

UN ABONNE PONCTUEL POUR SON RENOUVELLEMENT VAUT DEUX LECTEURS. MAIS UN LECTEUR EN RETARD POUR RENOUVELER NE VAUT QUE DU SOUCI A L'ADMINISTRATION DE LA REVUE.